

Aujourd'hui: nuageux avec averses.
Minimum 10° Maximum 19°
Demain: quelques périodes ensoleillées.
DÉTAILS CAHIER SPORTS

SANTÉ Gérer son STRESS page C1

649 16 17 20 21 29 35 41
1 20 21 31 32 37 15
SELECT

Si vous êtes amateur de bière, vous apprécierez Brasal Special

La Presse Dimanche

GAREAU Mazda 10175, AV. PAPINEAU, MONTRÉAL 381-3987

MONTRÉAL, DIMANCHE 27 SEPTEMBRE 1992 108° ANNÉE N° 332 62 PAGES, 4 CAHIERS Abitibi-Témiscamingue: 55 cents Îles de La Madeleine: 1.00
Extérieur de la ville de Québec (Région est): 65 cents 50¢
A domicile par porteurs: 60 cents Routes motorisées: 70 cents Taxes en sus

Bonjour!

La personnalité de la semaine



« On ne craint pas pour nos pensions! » 350 personnes âgées se mobilisent et dénoncent l'entente de Charlottetown

GILLES PAQUIN

Dire non à Robert Bourassa et à Brian Mulroney ne menace aucunement le maintien de nos pensions ont affirmé hier plus de 350 personnes âgées d'Hochelaga-Maisonneuve en évoquant la campagne référendaire de 1980.

«Non, non, non, n'ayez pas peur», leur a lancé la présidente du Club des aînés de ce quartier Mme Marie Carrier, une citoyenne de 78 ans, qui se souvient des pressions exercées sur les person-

nes de sa génération par les témoins fédéralistes de l'époque.

«Vous ne perdrez pas votre pension de vieillesse ou votre carte d'assurance-maladie, il n'y aura pas de massacre et de guerre comme au Liban et en Yougoslavie», a enchaîné Mme Carrier, à la grande satisfaction de la foule.

Organisée à l'instigation des Aînés pour le NON au Chic Resto



Pop, un organisme populaire du quartier, la soirée visait à informer les personnes âgées des enjeux de la campagne référendaire en cours.

L'exercice a, semble-t-il, été fort apprécié des convives qui avaient préparé une longue liste de questions à l'intention des deux députés du Parti québécois, Louise Harel et Jocelyne Caron, ainsi que de la présidente de la CEQ Lorraine Pagé.

S'adressant directement à l'une des principales préoccupations de l'auditoire au début de la soirée, Mme Carrier a rappelé ses longs

états de service et affirmé qu'elle en avait vu de toutes les couleurs. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle refuse de signer un chèque en blanc au gouvernement, a-t-elle dit.

Cette idée a été reprise par Lorraine Pagé, qui a par la suite accusé MM. Mulroney et Bourassa d'avoir négocié une entente incompréhensible et tellement mal ficelée qu'ils préfèrent ne pas en parler. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils tentent de faire porter le débat sur tous les autres sujets imaginables et versent dans les prédictions de catastrophes en

cas de rejet de leur projet, a-t-elle ajouté.

Visiblement d'accord avec celle-ci, Louis Carrier, un rentier de 80 ans, a déclaré qu'il avait l'intention de voter NON parce qu'il ne pouvait croire les interprétations parfois divergentes des deux premiers ministres sur cette entente.

«Et si le NON gagne cela voudra dire que Robert Bourassa n'a plus la confiance du peuple et qu'il devra convoquer de nouvelles élections», a lancé M. Carrier.

VOIR PENSIONS EN A 2

B3 MANON RHEAUME

Sports

Logos for sports teams: Canadiens (5), Oilers (2)

Spectaculaire remontée du NON au Canada

Presse Canadienne OTTAWA

Alors que les camps du OUI et du NON déploient tous leurs efforts pour attirer l'attention du public, il apparaît clair que le NON fait des gains.

Un sondage pan-canadien réalisé par la firme Angus Reid pour le compte de la chaîne Southam News et rendu public samedi indique que 36 p. cent des Canadiens étaient en faveur de l'entente constitutionnelle. Trente-six p. cent étaient défavorables à

l'accord et 28 p. cent étaient indécis.

Une majorité d'électeurs consultés au Québec, en Colombie-Britannique et en Alberta ont affirmé qu'ils voteraient contre l'entente de Charlottetown.

Ce revirement en faveur du NON, observé depuis l'accord du 28 août, est considéré par la maison de sondage comme «spectaculaire».

Les responsables d'Angus Reid ont rappelé toutefois que ce sondage tient également compte des nombreux indécis, autant dans les régions que dans les provinces, si bien qu'il est très difficile, à ce stade-ci, d'anticiper les résultats du référendum du 26 octobre.

«Il s'agit d'une population aux réactions très volatile, ce que nous n'avions pas vu depuis les négociations sur le libre-échange, en 1988», a souligné un porte-parole.

Réactions

À Toronto, le chef libéral Jean Chrétien s'est dit déçu de ces ré-

VOIR REMONTÉE EN A 2

PREMIER GAIN À DOMICILE



Le Canadien a intensifié son attaque en troisième période et il a marqué trois buts sans riposte pour arracher une victoire de 5-2, hier soir au Forum, face aux Oilers d'Edmonton. Il s'agissait de la première victoire à domicile du Canadien en match pré-saison.

Sommaire

- Addition croisées... C12
Annonces classées
Immobilier... C9 à C12
Marchandises... C12
Emplois... C12 et C13
Automobiles... C13
Propositions d'affaires... A8
Arts et spectacles
Informations... B9 à B13
Ciné-horaires... B12
Télé-horaires... B11
Bandes dessinées... B14
Décès... C15
Êtes-vous observateur?... C9
Feuilleton... C11
Horoscope... C10
Le bridge... C14
Le monde... C16
Livres... Cahier B
Loteries... A4
Montréal en fête... A9
«Mot mystère»... C13
Quoi faire... B8
Santé... Cahier C

DORE' À MOSCOU
Illustration of a man with a speech bubble: 'AI-JE FAIT SUFFISAMMENT DE PROMESSES POUR ÉVITER UN COUP D'ÉTAT EN MON ABSENCE?'
Photo of a man with a mustache.

Handicapé psychique infantilisé à cause... d'un abcès dentaire

Des parents, des employés ou ex-employés, des bénévoles ont dénoncé à La Presse les mauvaises conditions de vie qui séviraient dans des centres de réadaptation pour handicapés mentaux du réseau privé d'hébergement Les Promotions sociales Taylor-Thibodeau. Ces centres sont situés dans la région de Montréal. Selon nos sources, qui oeuvrent dans le milieu de la santé mentale depuis plusieurs années, cet état de choses n'est pas propre au réseau Taylor-Thibodeau.

MATHIAS BRUNET collaboration spéciale

sorte qu'on n'y trouve plus de personnes handicapées mais

Noël 1991. David Bell, âgé de 22 ans et handicapé psychique, souffre terriblement. Le jeune homme, qui ne parle pas, fait des crises agües. Les professionnels du centre d'accueil pour personnes handicapées John-Birks, où le jeune loge, croient qu'il présente un problème de comportement. On lui administre alors des drogues pour enrayer ses pulsions. Pendant plusieurs semaines, David sera infantilisé, sous l'effet de sédatifs très forts. Finalement, au bout d'un mois, un médecin parvient enfin à découvrir que David ne souffre pas de problèmes de comportement, mais bien d'un abcès dentaire...



PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

François Laberge, directeur-général du Réseau Taylor-Thibodeau, affirme que le climat s'est beaucoup amélioré depuis quatre ans.

seulement des employés. Ces deux institutions font partie du réseau de Promotions sociales Taylor-Thibodeau qui comprend aussi une vingtaine de foyers d'accueil.

Le cas David Bell n'est pas isolé. Des parents, des bénévoles, des employés ou ex-employés ont relaté à La Presse divers incidents dont ils ont été témoins dans ces institutions, qui accueillent principalement des personnes qui ont le syndrome de Down (mongolisme). Deux parents ont refusé de se confier, de crainte de représailles. Ceux qui ont brisé le mur du silence ont tous décrit le système actuellement en vigueur au centre Garry-Taylor, parce qu'il ne permet pas aux personnes handicapées de s'épanouir et que certains membres du personnel ne respectent pas les patients.

Parmi les cas de négligence ou d'abus, La Presse a appris qu'une enquête interne est pré-

VOIR HANDICAPÉ EN A 2

■ Voir autres informations en page A 4.

L'impasse est rompue en Afrique du Sud

d'après AFP et Reuter JOHANNESBURG

Un accord portant sur la libération de prisonniers politiques en Afrique du Sud, sur la nécessité d'élire une assemblée constituante et sur des mesures visant à éradiquer la violence a été signé hier à Johannesburg par le gouvernement de Pretoria et le Congrès national africain (ANC) lors du sommet entre le président Frederik de Klerk et M. Nelson Mandela.

«Ce sommet a jeté les bases pour une reprise du processus de négociations», indique le texte de l'accord. «De grands pas en avant ont été faits», a estimé le chef de l'Etat en rendant compte des discussions lors d'une conférence de presse. «Les canaux de communication sont ouverts», a-t-il ajouté. «Nous avons fait de grands pas en avant pour sortir de l'impasse. Nous avons réussi», a de son côté déclaré le président de l'ANC.

La délégation de l'ANC (17 membres) qui participait au sommet va recommander à sa commission exécutive nationale (son organe de direction collective) la reprise des négociations. Celles-ci avaient été rompues par l'ANC le 25 juin, à la suite du massacre de Boipatong (45 morts). «Quand ces négociations reprendront, l'ANC examinera en urgence son programme d'actions de masse», a précisé M. Mandela. L'arrêt de cette campagne d'actions lancée en juin est réclamé par le gouvernement.

Les deux responsables ont reconnu que l'accord était loin de résoudre tous les problèmes en suspens et que d'autres rencontres seraient nécessaires. Le texte de quatre pages consacre un long passage aux perspectives constitutionnelles. La nécessité d'une assemblée constituante «démocratiquement élue» et d'une durée de vie limitée y est reconnue. Durant la période intérimaire, un «gouvernement d'unité nationale sera mis en place».

Par ailleurs, «tous» les prisonniers politiques seront libérés avant le 15 novembre. M. de Klerk a précisé qu'il déposerait un projet de loi en ce sens. Concernant la question d'une amnistie, MM. Mandela et de Klerk ont fait part de leur désaccord sur ce point.

Lors de la conférence de presse, le leader de l'ANC a souligné qu'une telle mesure ne pouvait être prise que par un gouvernement intérimaire. M. de Klerk a en revanche précisé que dans un but de «réconciliation», son projet de loi concernerait les prisonniers condamnés comme «ceux qui n'ont pas encore été inculpés».

Par ailleurs, les deux parties sont tombées d'accord sur l'interdiction du port public d'armes dangereuses. Cette mesure vise en particulier les militants du parti zoulou Inkatha qui portent leurs armes traditionnelles (lances, sagaies, machettes) lors des manifestations. L'accord précise que des exemptions seront possibles.

Pour ce qui est des «hostels», VOIR IMPASSE EN A 2

Lasnier: pas d'ambition politique, du moins avant l'âge de 30 ans

YVES BOISVERT

■ Au printemps de 1980, il avait 12 ans et occupait ses fins de semaine à faire du porte à porte avec sa mère pour le NON.

À 15 ans, il était l'unique actionnaire, pdg et seul employé sa propre PME, «Le Grand ménage... plus». Peinture, entretien, travaux ménagers en tous genres. «Très, très payant», nous confie le fondateur.

À 20 ans, il achetait sa carte de membre du PLQ «pour défendre le libre-échange».

«Comme tout bon petit capitaliste en herbe, il me semblait que le Parti libéral était le parti de la libre entreprise. Le PQ, qui a longtemps favorisé les nationalisations, ne m'attirait pas», dit Charles Lasnier.

Ce grand garçon au maintien un peu mou est maintenant le président des jeunes du comité du OUI. Mais n'allez pas lui prêter des ambitions politiques! Pas question qu'il logne un siège à l'Assemblée nationale.

Pas avant d'avoir 30 ans.

Il en a aujourd'hui 24, détient un bac en science politique, est stagiaire dans une succursale de la Banque Royale et voudrait faire un MBA. Il espère se lancer en affaires un jour.

«Je suis banquier, pas politicien», résume-t-il.

C'est samedi soir et ça travaille ferme dans le coin des jeunes, au comité du OUI, près du boulevard Décarie. Une douzaine de gars et de filles s'affairent au téléphone pour convaincre les jeunes de se déplacer au lancement du lendemain, à Québec. On revise des discours. On élabore la stratégie...

Charles Lasnier arrive d'une réunion de stratégie à Laval. Il est en jeans, t-shirt blanc, veste de laine, porte des penny loafers noirs, sans bas... Le costume du samedi de l'étudiant bebég. Vachement décontracté. Plus que lors de la conférence de presse de cette semaine, où M. Bourassa l'a fait connaître au public comme le remplaçant de Mario Dumont au comité du OUI.

Charles Lasnier, un jeune homme calme qui lit *The Economist* et *Road and Track*, vit chez ses parents, à Outremont. Politique, économie, automobiles: voilà ses trois sujets forts.

Sa mère, Jacqueline Clairemont-Lasnier, une libérale de longue date, est conseillère municipale de l'opposition dans le parti de Jérôme Choquette.

Son père dirige une entreprise de consultants. «C'est un intellectuel de droite qui passe plus d'heures à lire qu'à compter son argent. Pour moi, travailler à la banque, c'est un très grand plaisir. J'aime mieux le travail qu'à peu près tout.» Il le soupçonne d'avoir voté OUI en 80.

Quand on lui demande si ce sont les plus conservateurs des jeunes libéraux qui sont restés dans le camp du OUI, il s'inscrit en faux: «Je suis de droite, mais pas du tout conservateur!»

Très bien. Alors, peut-on dire que ceux qui ont suivi Mario Dumont forment une «aile gauche» de la commission jeunesse? «J'espère qu'il n'y a pas de gauchistes dans le Parti libéral!» répond-il.

Voici comment Charles Lasnier présente le «schisme» qui a suivi le congrès libéral. L'exécutif des jeunes — 36 personnes — s'est séparé en trois tiers: 11 sont dans le camp du OUI, un autre tiers a suivi le président de la Commission jeunesse chez les libéraux pour le NON, un dernier tiers ne fera campagne dans aucun camp.

La différence entre son ami Mario Dumont et lui, c'est leur façon de voir le rapport Allaire. Charles voyait ça comme une base très souple de négociation, Mario en voulait la plus grande partie dans l'entente constitutionnelle.

Pour Charles Lasnier, l'entente du 28 août constitue un progrès important dans le sens du rapport Allaire. Il n'y avait pas de quoi démissionner.

Si jamais le PLQ adoptait un programme social-démocrate, alors là! Il déchirerait sa carte illico. Et Mario Dumont?

«Mario est un bon petit capitaliste comme moi. On disait toujours qu'un

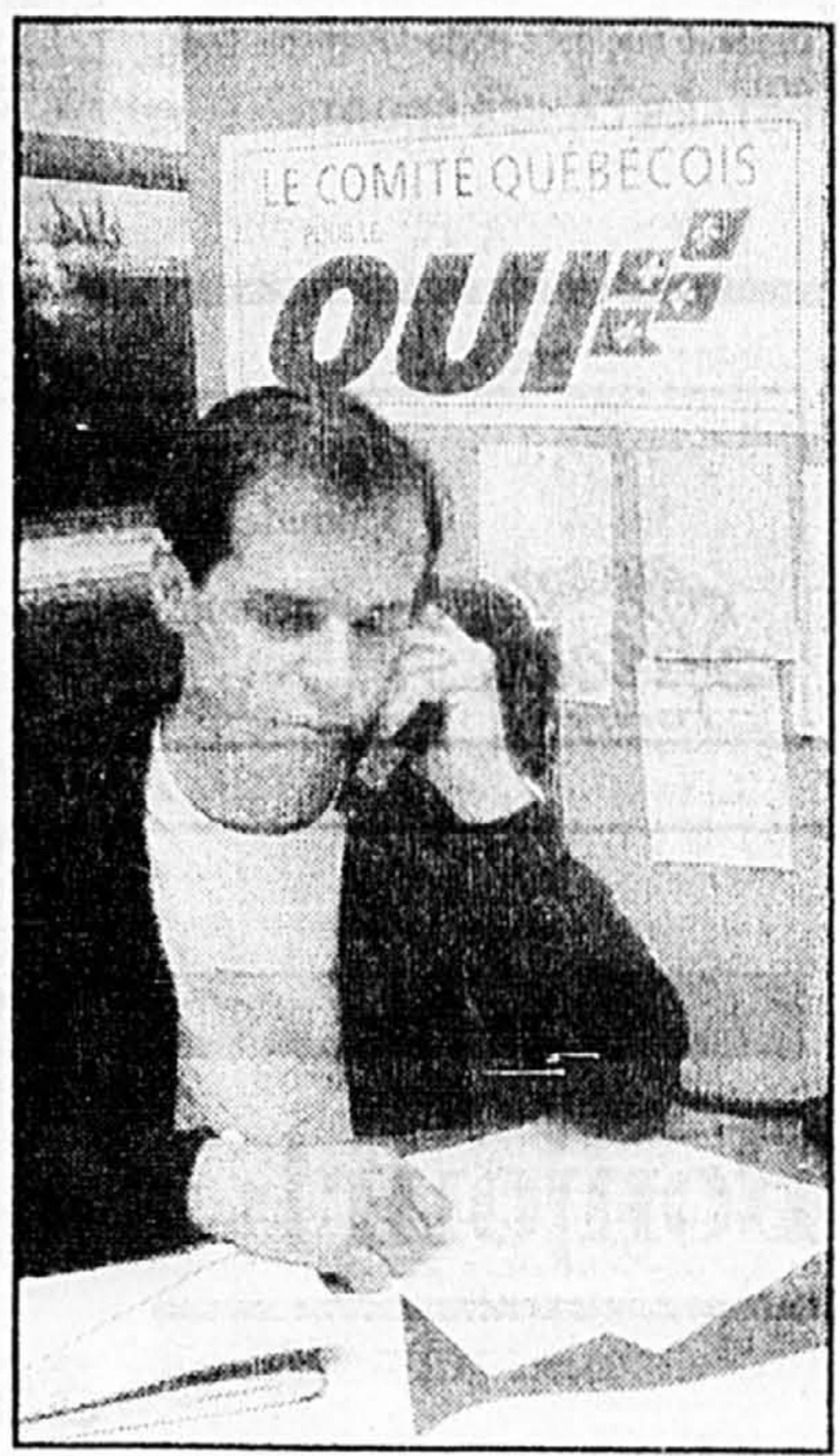
jour on fonderait une entreprise qui s'appellerait *Dumont et Lasnier*...»

Charles Lasnier, qui a quitté l'université en décembre dernier, sait que les universités francophones ne sont pas des bastions fédéralistes, loin de là. Il estime d'ailleurs qu'en ce moment, le NON est majoritaire chez les jeunes.

Beaucoup de pain sur la planche, donc, pour les jeunes du OUI dans les semaines qui s'en viennent. Un débat est prévu entre lui et Nicolas Girard, président des jeunes pour le NON, le 19 octobre. D'ici là, des rencontres avec des étudiants, quelques tournées...

L'ordre du jour est encore incertain, mais le message est arrêté. «On va éduquer les gens à l'entente. Pour la majorité des jeunes, c'est nébuleux, très, très obscur. On va leur montrer qu'il y a là-dedans des gains réels pour le Québec. Et on va leur expliquer les conséquences d'un NON pour le Québec, pour l'économie et pour les jeunes, qui sont des chômeurs à 19,4 p. cent. Pour les jeunes, le rapatriement des pouvoirs sur la main-d'œuvre, c'est l'élément essentiel.»

«J'ai l'impression que je vais être reçu avec un peu de froideur sur le terrain», concède-t-il, quand on lui demande comment il entretient ses rencontres avec les auditoires d'étudiants. «Mais ça ne m'inquiète pas beaucoup», dit-il, sur le ton de celui qui en a vu d'autres. Après tout, il «fait» 1980, le jeune...



Charles Lasnier

SUITE DE LA UNE

PENSIONS

«On ne craint pas pour nos pensions!»

La question de Jacques Archambault était pour sa part plus simple: «Quelles sont les offres? Pouvons-nous voter sur de simples oui-dire?»

Selon lui, les électeurs doivent avoir le texte de l'entente de Charlottetown en main avant de voter. Ils doivent voir cela par écrit, d'autant plus qu'il semble y avoir certaines différences entre la version anglaise et française.

«Je n'ai pas peur de voter, je sais que le rejet de ce projet ne changera pas nos vies. Nous resterons dans la même situation que nous connaissons maintenant», a pour sa part commenté Yvette Brière d'une voix tranquille.

Pour Roland Meunier, il est assez curieux que les gouvernements se lancent dans des campagnes référendaires sans que la population connaisse le contenu complet de l'entente.

«Non seulement nous n'en savons pas grand chose mais pire encore, on tente de nous cacher certains renseignements comme en témoigne l'affaire Wilhelmy», dit-il.

Son voisin de table Alphonse Saint-Pierre croit pour sa part que les changements proposés par la réforme Bourassa-Mulroney ne reglent pas les vraies questions posées par le Québec depuis des années.

«Nous n'aurons pas de véritable droit de veto, pas de protection pour le français et peu de nouveaux pouvoirs pour le Québec», soutient M. Saint-Pierre. C'est à son avis pourquoi les gens du OUI et la Banque Royale se livrent aux «menaces et au chantage économique» comme en 1980. «Cette fois cela ne prendra pas», dit-il avec conviction.

Veuve depuis peu, Rita Bélanger lance à ses voisines: «Croyez-vous que je vais perdre ma pension des veuves qui vient d'Ottawa si je vote NON? Bien sûr que non, c'est payé par les impôts des Québécois.»

D'après le ton des interventions, les réponses des panelistes n'étaient pas vraiment nécessaires. Les personnes âgées d'Hoche-laga-Maisonnette ont elles-mêmes discuté de la portée du référendum précédent et de celui-ci depuis longtemps et sont prêtes à passer au vote. □

REMONTÉE

Spectaculaire remontée du NON au Canada

sultats, mais a souligné que les votants changent souvent d'idée en cours de route, affirmant que les «Québécois avaient changé d'idée durant les deux dernières semaines de la campagne, lors du référendum de 1980. C'est pourquoi je ne perds pas mon sang-froid.»

À Baie-Comeau, le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, a profité de sa présence dans la ville natale de son ancien ami et chef, hier, pour affirmer que «les Québécois et les Canadiens s'apprennent à rejeter, et le projet d'entente de Charlottetown et Brian Mulroney.»

Selon M. Bouchard, l'évolution de l'opinion, qui était le mois dernier plutôt favorable à l'entente, évolue de façon constante dans le sens du rejet.

À Cap-aux-Meules, aux Îles-de-la-Madeleine, où ils faisaient campagne hier, les dirigeants péquistes se sont réjouis de ce sondage qui établit que le NON pourrait l'emporter, non seulement au Québec, mais dans deux provinces de l'Ouest, soit la Colombie-Britannique et l'Alberta.

M. Parizeau s'est étonné également du grand nombre d'Ontariens, soit quelque 35 p. cent, qui veulent voter pour le NON, même si le OUI est majoritaire dans cette province.

Pour le vice-président du Parti québécois, Bernard Landry, qui l'accompagnait, cette avance du NON dans l'Ouest canadien marque l'ouverture d'un «deuxième front» qui va rendre encore plus difficile la tâche des défenseurs de l'entente constitutionnelle de Charlottetown. □

HANDICAPÉ

Handicapé psychique infantile à cause... d'un abcès dentaire

sentement en cours au centre Garry-Taylor en rapport à une série d'abus sexuels commis par un employé de cette institution à l'endroit d'une jeune handicapée.

La dernière agression remonte à décembre dernier. L'homme est toujours à l'emploi du centre. Le directeur-général du réseau, François Laberge, a affirmé qu'un enquêteur a bel et bien été entrepris il y a deux mois mais que jusqu'à maintenant, elle ne permet pas de révéler s'il y a eu agression sexuelle: «La question est beaucoup plus complexe», a-t-il dit.

Louise Linschoten a été présidente des Promotions sociales Taylor-Thibodeau de 1984 à 1991. Elle a démissionné, voyant qu'elle ne pouvait pas améliorer la situation. Depuis un an, elle travaille surtout aux États-Unis dans le même domaine. Toutefois, Mme Linschoten affirme avoir des contacts réguliers avec des parents d'enfants qui séjournent actuellement à Garry-Taylor et dans des foyers d'accueil. Ils y a 84 pensionnaires à Garry-Taylor seulement.

«Les autorités du centre ne tiennent pas compte des besoins des personnes handicapées, dit-elle. Et le roulement d'employés fait en sorte qu'il y a un manque de communication entre les professionnels et les bénéficiaires. Lorsqu'un jeune démontre de l'agressivité, ils ne tentent pas de savoir d'où vient cette agressivité et de résoudre le problème. Il en résulte de nombreuses situations de négligence envers les jeunes enfants handicapés. Ces cas ne sont pas isolés, ils sont généralisés. Chaque foyer d'accueil du Réseau a sa propre histoire d'horreur. Par contre, je dois mentionner que beaucoup de bonnes personnes travaillent dans ces centres.»

L'ancienne présidente affirme que trop souvent on enferme les jeunes dans des chambres minuscules, pour les punir au lieu de tenter de les comprendre. Parfois, on utilise des camisoles de force pour les maîtriser. «Cette pratique est immorale à mon avis. Heureusement, depuis 1984, on a cessé les traitements aux électrochocs», poursuit-elle.

Mme Linschoten, qui a une expérience de plus de 15 ans dans le domaine des maladies mentales, mentionne aussi que la distribution des médicaments dans ces centres est bâclée. Il arrive souvent qu'on ne donne pas la bonne prescription à un jeune, selon elle.

Mme Gould, qui fait partie du comité des bénéficiaires du centre Garry-Taylor, a retiré son fils de cette institution il y a cinq ans pour le ramener à la maison. Le jeune homme a vécu dans ce centre de 15 ans à 21 ans.

Mme Gould trouvait qu'on n'en prenait pas soin adéquate-

ment. L'hygiène corporelle, surtout, laissait à désirer: «Je le voyais une fois par semaine et souvent, je m'apercevais qu'on ne lui avait pas lavé les cheveux depuis ma dernière visite, qu'on ne lui brossait pas les dents, qu'il avait une infection aux oreilles, etc.»

Elle affirme que son fils voulait absolument quitter ces lieux: «Ça lui a pris plus d'un an avant de s'en remettre. Encore aujourd'hui, lorsqu'il voit de la lutte à la télévision ou qu'on lui mentionne le nom du centre ou d'un membre du personnel, il devient très perturbé.»

Finalement, Joe (nom fictif), un professionnel qui travaille auprès des bénéficiaires au centre Garry-Taylor depuis cinq ans, constate que l'absence de relations réciproques entre professionnels et clients nuit à leur développement. «La vie dans ces centres, ce n'est pas beau du tout. Les jeunes sont marginalisés et passent leur jeunesse dans un lieu reclus. Ils n'ont pas de contact avec leur famille, ni d'ailleurs avec la société. Et avec le roulement de personnel qui prévaut au centre, ils n'ont pas de stabilité emotive et affective.»

À son avis, il faut plutôt accroître la présence de la famille dans l'entourage du bénéficiaire. «Il en coûte environ 40 000 \$ à l'État pour garder un jeune dans un centre d'accueil. Pourtant, les parents qui gardent leurs enfants à la maison ont de la difficulté à recevoir plus de 10 000 \$ par année. Il serait nettement moins coûteux pour nos dirigeants de mettre sur pied, comme il en existe en Colombie-Britannique et au Wisconsin, un réseau de soutien à la famille. Pour le jeune handicapé, c'est l'alternative par excellence.» □

Lorsque joint par *La Presse*, le docteur Bonin, qui traite plus de la moitié des personnes handicapées du centre Garry-Taylor, a reconnu avoir bel et bien consulté le jeune une première fois à l'automne et envoyé une lettre au centre à cette occasion. Il a aussi confirmé que le jeune homme est venu le voir avec sa mère au mois de juin et que son état nécessitait des traitements urgents. Le dentiste se dit d'ailleurs surpris de ne pas avoir eu de nouvelles des autorités du centre pendant les neuf mois suivants car, dit-il, celles-ci ne laissent pas trainer les maux de dents de leurs clients, habituellement.

Nancy Gould, qui fait partie du comité des bénéficiaires du centre Garry-Taylor, a retiré son fils de cette institution il y a cinq ans pour le ramener à la maison. Le jeune homme a vécu dans ce centre de 15 ans à 21 ans.

Mme Gould trouvait qu'on n'en prenait pas soin adéquate-

ment. L'hygiène corporelle, surtout, laissait à désirer: «Je le voyais une fois par semaine et souvent, je m'apercevais qu'on ne lui avait pas lavé les cheveux depuis ma dernière visite, qu'on ne lui brossait pas les dents, qu'il avait une infection aux oreilles, etc.»

Elle affirme que son fils voulait absolument quitter ces lieux: «Ça lui a pris plus d'un an avant de s'en remettre. Encore aujourd'hui, lorsqu'il voit de la lutte à la télévision ou qu'on lui mentionne le nom du centre ou d'un membre du personnel, il devient très perturbé.»

Finalement, Joe (nom fictif), un professionnel qui travaille auprès des bénéficiaires au centre Garry-Taylor depuis cinq ans, constate que l'absence de relations réciproques entre professionnels et clients nuit à leur développement. «La vie dans ces centres, ce n'est pas beau du tout. Les jeunes sont marginalisés et passent leur jeunesse dans un lieu reclus. Ils n'ont pas de contact avec leur famille, ni d'ailleurs avec la société. Et avec le roulement de personnel qui prévaut au centre, ils n'ont pas de stabilité emotive et affective.»

À son avis, il faut plutôt accroître la présence de la famille dans l'entourage du bénéficiaire. «Il en coûte environ 40 000 \$ à l'État pour garder un jeune dans un centre d'accueil. Pourtant, les parents qui gardent leurs enfants à la maison ont de la difficulté à recevoir plus de 10 000 \$ par année. Il serait nettement moins coûteux pour nos dirigeants de mettre sur pied, comme il en existe en Colombie-Britannique et au Wisconsin, un réseau de soutien à la famille. Pour le jeune handicapé, c'est l'alternative par excellence.» □

IMPASSE

L'impasse est rompue en Afrique du Sud

ces foyers pour travailleurs migrants devenus des bastions de l'Inkatha et considérés par l'ANC comme sources de violence, des mesures vont être prises, en liaison avec la commission d'enquête permanente sur la violence préjudiciable par le juge Richard Goldstone. Les «hostels» à problèmes seront fermés.

Ainsi, le gouvernement sud-

africain et l'ANC se sont engagés hier à signer la trêve pour faire repartir d'un nouveau pied le processus de négociations sur l'avenir de l'Afrique du Sud, bloqué par plus de quatre mois de querelles et d'accusations réciproques.

Cette volonté de «réconciliation» a été clairement exprimée par le président Frédéric de Klerk et le leader du Congrès National Africain (ANC) Nelson Mandela, dès l'ouverture de la réunion au sommet gouvernement-ANC — la première depuis la mi-mai — dans un centre de conférences de la banlieue de Johannesburg.

Utilisant presque les mêmes mots, les deux hommes ont émis le vœu que cette rencontre donne le signal d'un nouveau départ. Tous deux ont souhaité que le sommet permette un retour à la table des négociations, aux côtés des autres formations politiques du pays. Tous deux ont également appelé de leurs vœux la mise en place rapide d'un «gouvernement d'unité nationale» — premier pas vers un partage du pouvoir entre majorité noire et minorité blanche.

À l'ordre du jour de cette réunion à laquelle participaient 17 membres de chaque délégation: les moyens de mettre un terme aux violences ravageant les cités noires et l'apurement du contentieux entre Pretoria et le mouvement anti-apartheid. Le mot «réconciliation» figurait au programme officiel des discussions. En dépit des bonnes volontés affichées par les deux parties pour tirer le pays de la crise, d'autres réunions devraient être nécessaires avant que soit arrêté un compromis politique.

M. Mandela a pour sa part souhaité que le sommet de samedi soit suivi d'une nouvelle rencontre au cours de laquelle seraient arrêtées les dates de l'élection d'une assemblée constituante et de l'installation d'un gouvernement intérimaire. □

Nos excuses

■ En raison d'une malencontreuse erreur, un paragraphe du texte de page une de notre journaliste Philippe Dubuisson a sauté dans la deuxième édition de *La Presse* d'hier. Le paragraphe manquant se rapportait à la nouvelle parue sous le titre *La séparation du Québec serait apocalyptique*, selon la Banque Royale. Nous le reproduisons ci-contre afin de faciliter la compréhension. Nos excuses.

«...En termes plus concrets, le revenu personnel annuel d'un ménage moyen serait en l'an 2000 inférieur de 10 000 \$ à un scénario où le Canada demeure uni. Le taux de chômage pourrait grimper à 15 p. cent alors que 720 000 Canadiens s'ajouteraient aux 1,5 million de chômeurs actuels. Le niveau...»

À noter

■ NDLR: La chronique Montréal en ville ne paraît pas aujourd'hui. Les lecteurs retrouveront Johanne Mercier et ses trouvailles dans notre édition du jeudi 1^{er} octobre et tous les jeudis par la suite.

Denys Arcand se plaint à son tour d'avoir servi, à son insu, de propagandiste de l'unité nationale

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Après la chanteuse Édith Butler, le cinéaste Denys Arcand clame qu'il a servi, malgré lui, de «propagandiste» de l'unité canadienne, dans un spot publicitaire qu'il croyait destiné uniquement à mousser les séjours de ski en Colombie-Britannique.

Dans une lettre parue hier dans un quotidien montréalais, Denys Arcand écrit notamment: «À la suite de je ne sais quelles péripéties et quelles tractations et sans que je ne sois jamais consulté, ces messages ont été incorporés dans une vaste offensive publicitaire du gouvernement fédéral appelée *Canada 125*. Je me retrouvai donc malgré moi transformé en propagandiste de l'unité nationale.»

Joint hier à son domicile, le co-président de Canada 125, Claude

Dupras, s'est montré très étonné de la réaction du cinéaste. Selon M. Dupras, ces messages publicitaires ne comportaient aucune connotation politique.

«Nous avons toujours démontré que nous étions apolitique. Ce n'est pas le fait d'avoir un sigle, que ça rend ce spot-là plus politique. Ce n'était pas de la propagande. Ça vantait les beautés du Canada», a indiqué M. Dupras.

Estimant pourtant avoir été dupé, Édith Butler faisait une sortie fracassante au mois de juin contre l'agence de publicité BCP, le groupe de promotion touristique Expérience Canada et l'organisme Canada 125, commanditaire de la campagne.

Comme le cinéaste Denys Arcand et l'ex-hockeyeur Guy Lafleur, la chanteuse a accepté de tourner une publicité pour faire la promotion des destinations touristiques canadiennes. Ce

qu'elle ne savait pendant le tournage, devait-elle affirmer plus tard au moment de la diffusion des spots, c'est que la campagne était commanditée par Canada 125, le groupe mis sur pied pour célébrer le 125^e anniversaire de la Confédération. En plus du logo d'Expérience Canada, le logo du commanditaire apparaissait à la fin du message.

Mme Butler a violemment réagi devant l'attitude de l'agence de publicité BCP, estimant que celle-ci l'avait propulsée, malgré elle, dans une publicité à saveur fédéraliste. L'agence BCP avait répliqué que l'agent de la chanteuse, Lise Aubut, lui avait donné le feu vert après le visionnement du spot publicitaire.

Il a été impossible hier de joindre le président de BCP, Yves Gougoux, relativement aux critiques formulées par le cinéaste Denys Arcand.

La Quotidienne

à trois chiffres

855

tirage d'hier

à quatre chiffres

2324

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSEES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30	
REDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	285-7202
PROMOTION	285-7100	Détailants	285-7306
COMPTABILITE	285-6892	National, Télé+	285-7265
Grandes annonces	285-6900	Vacances, Voyages	285-7320
Annonces classées		Carrières et professions, nominations	

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe»

Enregistrement: numéro 14000 • Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



DIMANCHE 27 SEPTEMBRE 1992 39-7-01

La Presse

CKOI
96.9 FM

PRÉSENTENT

BRUEL



FORUM = 19 NOV. = MAGIE

BILLETTS EN VENTE AU FORUM ET AUX COMPTOIRS DU RÉSEAU ADMISSION. RÉSERVATIONS 522-1245

Doré justifie sa présence à Moscou

Il promet des «dividendes au centuple» pour Montréal

GILLES GAUTHIER
envoyé spécial
La Presse à MOSCOU

■ Arrivé hier à Moscou pour son seizième voyage hors de l'Amérique du Nord depuis son élection à la fin de 1986, le maire Jean Doré a promis que ses périodes à l'étranger seraient dorénavant nettement plus axées sur le développement économique.

Ses prochaines sorties, a-t-il précisé, au cours d'une entrevue, seront principalement nord-américaines et viseront à tirer profit de l'entente de libre-échange à trois qui a été conclue récemment.

Il a souligné que son voyage en Russie constituait en quelque sorte une première, en ce sens que le maire est accompagné de 31 représentants de compagnies et organismes.

De toutes les missions qu'il a dirigées, a-t-il déclaré, «elle est de loin la plus importante et la plus ambitieuse et, à moyen et long terme, elle rapportera d'énormes dividendes, des dividendes au centuple, pour Montréal». Elle se traduira, éventuellement, a-t-il ajouté, par la création d'emplois au Québec ou à Montréal.

M. Doré est notamment accompagné de représentants de Bell, Canada International, Bombardier, du Groupe L'Équipe, du Groupe Pomerleau, du Mouvement Desjardins, de la

Caisse de dépôt, des Ateliers du CN maintenant appelé les Ateliers AMS, et des entreprises moins connues comme Filtex, Algo, Alis Technologie, etc. Les quatre universités montréalaises, les HEC, Polytechnique, l'Institut de recherches cliniques, le Conseil de l'industrie de l'hydrogène figurent également sur la liste.

Un protocole

Le maire a été accueilli hier matin à l'aéroport de Moscou par l'ambassadeur du Canada et par M. Vladimir Rasstine, un des premiers vice-premiers ministres du gouvernement local, qui avait été délégué par le maire Youri Louzhkov.

Le maire signera demain avec son homologue moscovite un protocole d'échange et d'amitié qui prévoit entre autres la mise sur pied de groupes d'experts des deux villes dans le domaine de la gestion des déchets, du déneigement et de la confection d'un plan d'urbanisme, trois secteurs dans lesquels Montréal viendra en aide à la capitale russe. M. Doré assiste aujourd'hui à la signature d'une entente entre le Cirque du Soleil et le Cirque de Moscou.

Interrogé sur le développement des relations internationales à la ville de Montréal depuis son arrivée au pouvoir il y a près de 6 ans, M. Doré a répondu qu'il avait pris la relève de son prédécesseur, Jean Drapeau, en participant à des rencontres

de maires francophones, une entente conclue avec Shanghai avait contribué à l'aménagement du Jardin chinois du Jardin botanique et qu'il était accompagné de gens d'affaires lors de ses périodes à Milan, Londres, Paris ou Lyon.

Dans la foulée de son discours de mercredi dernier à Montréal, discours dans lequel il promettait un «recentrage axé sur l'essentiel», il a répété «qu'il s'occuperait des besoins des Montréalais et travaillerait d'arrache-pied, mais qu'il répondrait présent à toutes les fois, comme leader de la région, qu'il aurait à défendre les intérêts de Montréal.»

Un leader

«Et le maire, a-t-il poursuivi, défend très bien les intérêts de Montréal en étant le leader «à Moscou» d'une délégation qui aura l'occasion de faire toute une série de contacts qui vont se traduire dans l'avenir par davantage de retombées et éventuellement des emplois additionnels.

Quand des entreprises de chez nous décrochent des contrats à l'étranger, cette partie de ces derniers ont un impact direct sur l'emploi au Québec et à Montréal.»

«En développant nos relations et en signant un protocole, je permets d'ouvrir aux gens d'affaires et aux universitaires l'accès à la structure de la municipalité de Moscou pour non

seulement aller chercher des possibilités de faire des affaires et développer des projets conjoints de recherche, mais aussi pour permettre éventuellement des dividendes qui reviendront inévitablement vers Montréal.»

«On ne peut pas, de dire M. Doré, dans le contexte de la globalisation des marchés, savoir qu'une bonne partie de notre avenir économique est centré sur notre pénétration des marchés extérieurs et rester chez nous à attendre que les gens viennent voir. De temps en temps il faut faire des choix stratégiques et se déplacer à l'étranger. Quand on fait cela, on sert très bien les intérêts de Montréal et cette mission s'inscrit tout à fait dans cette perspective.»

À ceux qui affirment que les relations internationales sont l'affaire de deux autres niveaux de gouvernement, le maire réplique que l'Europe se construit sur les régions, et que Montréal accueille beaucoup plus de missions économiques organisées par des régions que par des gouvernements étatiques.

M. Doré déclare également le retour à l'essentiel promis mercredi dernier par son administration passe entre autres par le développement économique et qu'il jouera son rôle de leader régional en contribuant à ouvrir des portes et des oeillets à l'étranger.



Robert Duguay

Hououou...

Un aveugle qui jure pouvoir jouer au pool aussi bien que n'importe quel voyant; un pauvre homme qui désire connaître «une bonne adresse» pour soulager son vieux père cancéreux; un autre qui raconte comment ses trois voyages auprès des prétendus guérisseurs philippins l'ont ruiné; un autre, enfin, qui affirme pouvoir modifier des steaks... les Sceptiques en entendent de toutes les sortes.

«Les gens sont d'une surprenante naïveté, ils sont prêts à investir leur compte en banque et leur famille sur l'atome d'espoir que le premier gourou venu leur a placé dans le cœur.»

Claude MacDuff sait de quoi il parle. Sceptique de la première heure, il a passé une partie de l'été à l'écoute de la «ligne sceptique».

«J'ai aussi entendu des témoignages rigoureux de gens qui s'interrogent sérieusement sur des phénomènes paranormaux. Mais dans l'ensemble, mes interlocuteurs étaient plutôt flyés... Nous avons une tâche immense à accomplir...»

Les Sceptiques du Québec sont une société à but non lucratif dont le but est de promouvoir la pensée rationnelle et l'esprit critique dans les domaines paranormaux, de favoriser la diffusion d'informations scientifiques justes. Ils comptent 250 membres actifs à Montréal et des groupes sont en voie de formation dans les autres grandes villes de la province.

Plusieurs Sceptiques investissent leur formation scientifique dans la «cause»: mathématiciens, psychologues, philosophes, astronomes, les Sceptiques comptent même dans leurs rangs un magicien professionnel.

Pourquoi?

C'est la question qu'on leur pose le plus fréquemment.

Pourquoi enlever leurs illusions à ceux qui croient? Qu'est-ce que ça vous rapporte?

Lors du souper sceptique de mercredi dernier, quelques convives ont témoigné des expériences vécues au cours de l'été.

Gisèle en a raconté une qui apporte un élément de réponse au fameux pourquoi.

«Je magasinais chez Zeller's. Une astrologue était installée derrière une table remplie de livres, ses livres; pour attirer l'attention des passants, elle en accrochait un de temps à autres par le bras, de façon plutôt agressive, et lui prédisait des choses, assez fort pour que tout le monde l'entende...»

«Elle a apostrophé une petite femme qui s'en allait tranquillement avec ses deux enfants; elle lui a dit qu'elle courait un grand danger et qu'elle devait quitter son mari tout de suite, sans même prendre la peine de passer prendre des choses chez elle.

«La pauvre petite était bouleversée. Je l'ai abordée, consolée de mon mieux. J'ai fait des blagues avec tout ça, j'ai réussi à la faire sourire un peu et à lui faire rapporter le livre que l'autre était bien sûr parvenue à lui vendre... Je lui ai donné le numéro de la ligne sceptique (278-7692) et je lui ai fait promettre de nous appeler. Mais j'ai senti qu'elle était encore troublée quand je l'ai quittée...»

Ils n'ont pas tous vécu des événements aussi violents. En fait, les Sceptiques auraient plutôt tendance à prendre la vie en riant.

On a d'ailleurs beaucoup rigolé, mercredi soir, quand des tranches particulièrement crostillantes du «vécu» sceptique ont été rapportées par des témoins: consultation-bidon d'une cartomancienne, «enquête» sur le fantôme du parc des Laurentides, excursion à l'ovni au mont St-Hilaire, voyage de groupe dans l'antré d'un voyant.

Mais le clou de la soirée a été le rapport détaillé du «défi sceptique» qu'une astrologue renommée a relevé et... raté de façon non équivoque.

«Nous offrons 250 000\$ à quiconque nous apportera la preuve d'une intervention paranormale. Nous sommes prêts à donner un quart de million pour voir la magie se produire sous nos yeux.»

Madame Agathe Vir Landriault, astrologue judiciaire depuis 25 ans, s'en est retournée chez elle avec son petit bonheur et sa «méthode de calcul mesurable et vérifiable» sous le bras.

«Ce test... constitue une autre preuve que l'astrologie échoue chaque fois qu'on l'évalue de façon objective», a-t-on rapporté fièrement dans le Québec Sceptique de septembre.

Une nouvelle victoire sceptique. Malheureusement fort peu rapportée dans les médias.

À ce sujet d'ailleurs, les Sceptiques sont... sceptiques.

Scoop: si personne ne vient la coiffer au sprint, madame Claire Lamarche va remporter aisément le prix «Fosse Sceptique 92» qui permet de dénoncer ceux qui abusent de la crédulité populaire...

Elle succéderait à Musique Plus qui accorde un temps d'antenne démesuré à l'astrologue Samuel «qui débite avec une aisance caricaturale les insipidités sur l'influence qu'auraient les astres sur les gens».

«Nous considérons que l'impact de ces interventions sur les adolescents — l'auditoire privilégié de Musique Plus — n'aide en rien les parents et les éducateurs qui ont la responsabilité de préparer les nouvelles générations à affronter les réalités quotidiennes», avait commenté le jury.

On reproche à madame Lamarche de manquer de respect envers les Sceptiques en leur refusant systématiquement l'opportunité de répliquer à toutes les sornettes véhiculées par son émission.

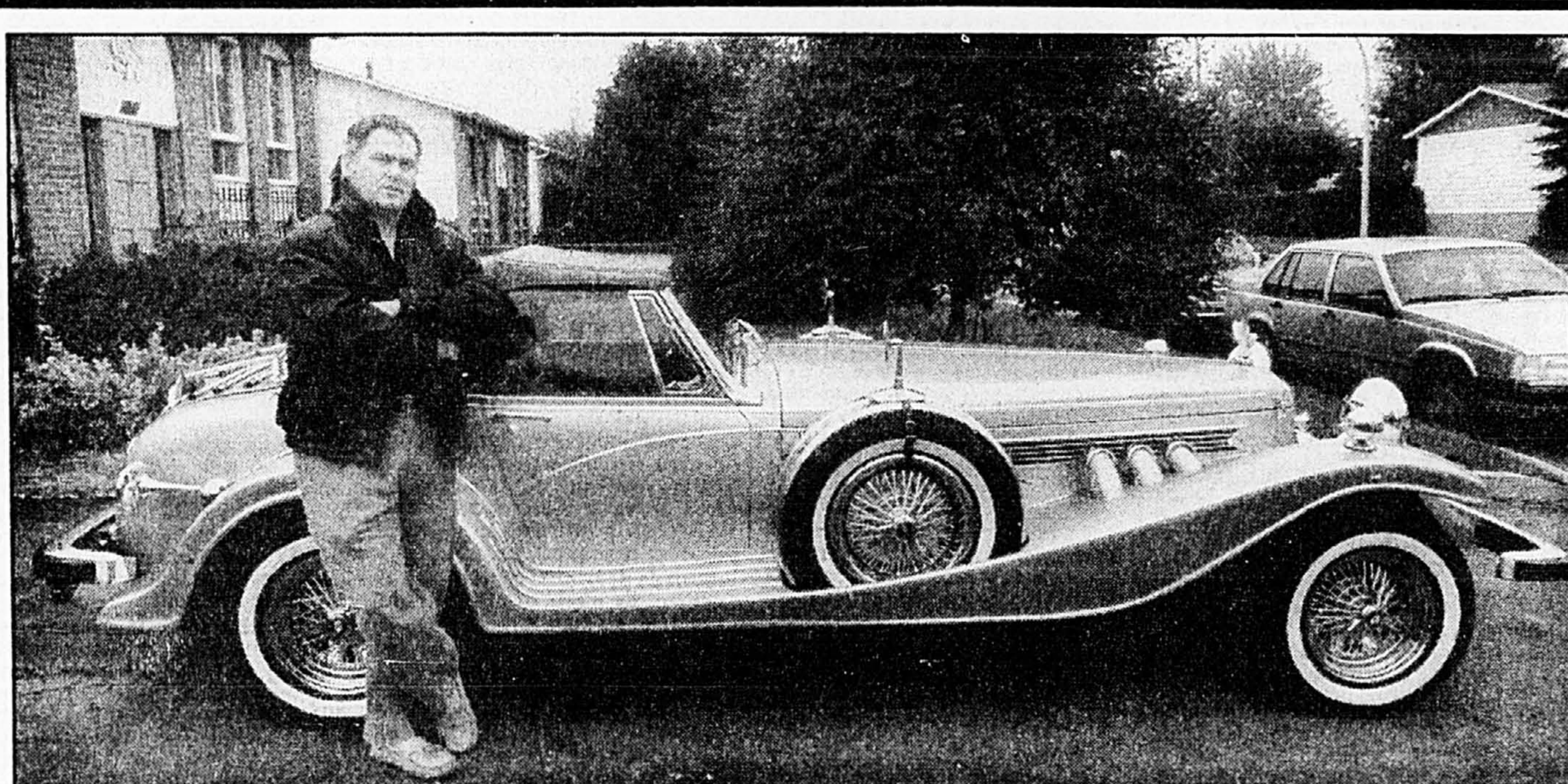
«Elle nous avait invités, il y a deux ans, mais nous n'avions eu droit qu'à une très brève intervention alors que les astrologues, cartomanciennes et voyants de tout acabit avaient parlé autant qu'ils le voulaient», explique le sceptique Laurent Laffeur.

«N'importe qui peut aller divaguer impunément à la radio ou à la télévision, sauf nous. Il faut croire que l'ignorance est plus rentable que la pensée rationnelle pour les cotes d'écoute...»

Note: la semaine dernière, quand je vous avais relaté ma visite au Centre de Chiropédie, j'avais oublié de vous dire que la «Galerie des Empreintes» avait été en partie financée, ou à tout le moins cautionnée, par Canada 125, une patente fédérale...

Vandalisme chez Yogi

■ Pour la deuxième fois en moins de trois semaines, une succursale de la chaîne d'animaleries Yogi a été la cible de vandalisme. Cette fois, deux jeunes à bord d'un autobus scolaire ont fracassé samedi matin, vers 2h30, la vitrine du magasin située au 4143 Jean-Talon. Deux personnes de 26 ans et 19 ans ont été arrêtées relativement à cette affaire.



Depuis deux ans maintenant, Yvon Leduc se promène presque tous les week-ends avec son automobile.

PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

Un rêve d'adolescent réalisé 35 ans plus tard

RAYMOND GERVAIS

■ «Il y a des gens qui rêvent de piloter un avion, d'autres de posséder un bateau, moi, je rêvais de construire ma propre voiture et cela depuis l'âge de 16 ans.»

C'est Yvon Leduc qui parle. M. Leduc n'a rien d'un inventeur ni d'un mécanicien. Il adore tout simplement le monde de l'automobile dans lequel il évolue depuis son enfance.

Il a commencé par laver des voitures, aujourd'hui, il est gérant régional chez Volvo Canada.

C'est en 1955, alors âgé de 16 ans, que l'adolescent s'était mis dans la tête qu'un jour, il construirait une automobile. Mais pas n'importe laquelle. Une voiture qui a de la classe et qui fait tourner les têtes sur son passage.

M. Leduc aura attendu 22 ans avant de concrétiser son rêve de jeunesse.

Idee de jeunesse

C'est en 1977 qu'il a décidé de s'y mettre sérieusement. D'une idée de jeunesse, il est passé à la table à dessin et graduellement, son rêve d'enfance est apparu sous le trait du crayon. Dès ce moment, il savait quel genre d'automobile il construirait.

«Je ne voulais pas faire un «hot rod». Je voulais réaliser quelque chose de sobre, de qualité, une automobile qui pourrait très bien ressembler à un véhicule d'époque, mais qui serait doté d'un équipement moderne, correspondant aux normes de la Régie de l'Assurance automobile du Québec. Une automobile dans laquelle je me sentrais bien et que je serais fier de conduire», a déclaré hier ce constructeur automobile bien particulier.

M. Leduc est un de ceux qui croit fermement qu'il faut aller jusqu'au bout de ses idées pour réaliser ses rêves.

C'est finalement en 1985, que la construction de la DUC a débuté. Cinq ans plus tard, après quelque 3000 heures de travail et un investissement de 30 000 \$, le constructeur était finalement récompensé, non seulement il avait réussi à réaliser une superbe voiture, mais un inspecteur de la Régie de l'Assurance automobile du Québec a approuvé la construction et émis un certificat d'immatriculation, déclarant par le fait même que la voiture répondait à toutes les normes de sécurité.

Un amalgame

Classée parmi les voitures artisanales, sa DUC (DUC de Leduc) est née d'un amalgame de pièces d'automobiles provenant d'une camionnette Mazda, d'une Volvo, d'une MG, d'une Desoto 1930, d'une Buick 1939 et enfin d'une Cadillac.

Tout d'abord, afin de garder les proportions des automobiles des années 1930, le constructeur amateur a opté pour un châssis de camionnette Mazda.

«La largeur de ces camionnettes s'approche de très près de celle des autos des années 30. Il y a beaucoup d'automobiles qui ont été construites sur des châssis trop larges, je ne voulais absolument pas faire cette erreur», a précisé M. Leduc.

La suspension avant et arrière, ainsi que la direction et les freins, sont de Mazda. L'habitacle et le tableau de bord proviennent d'une MG, tandis que la calandre, le capot et le moteur, un 6 cylindres en ligne de 3 litres à double corps, qui a une puissance de 155 chevaux-vapeur, sont de Volvo.

La transmission à quatre vitesses avant surmultipliées, assure une consommation d'essence de l'ordre de 25 à 27 m/g.

Le bolide peut filer jusqu'à 160 km/h, mais

M. Leduc est conscient qu'il ne possède pas l'aérodynamisme des véhicules de nos jours.

De la promenade

«Lorsque je roule à plus de 90 km/h, je ressens certaines vibrations ou résistances causées par le vent. La calandre, les roues de secours placées de chaque côté de l'auto, de même que les ailes, ont tout à envier aux modèles 1992 à ce chapitre, mais je n'ai pas construit l'auto pour faire de la vitesse, c'est une voiture de promenade qui fait tourner les têtes, même celle des enfants qui ne connaissent rien à l'automobile. Tout ce qu'ils constatent, c'est qu'elle est bien différente des autres», déclare en riant M. Leduc.

Le constructeur s'est attardé au moindre détail. «C'est d'ailleurs le souci du détail qui fait toute la différence dans la finition et dans la qualité. C'est cela qui fait toute la différence et qui donne à l'automobile l'aspect d'une voiture ancienne comparable aux Dusenbergs, Cord et Auburn», soutient M. Leduc.

En 1990, le rêve qui avait pris naissance dans la tête d'un adolescent de 16 ans, venait de se réaliser 35 ans plus tard.

Depuis deux ans maintenant, Yvon Leduc se promène presque tous les week-ends avec son automobile.

«Je suis membre d'un club de voitures anciennes. Fréquemment, nous nous réunissons autour de nos bagnoles et organisons des rallyes.»

Comme la construction de l'auto est terminée, M. Leduc commence à s'ennuyer et songe maintenant à entreprendre la construction d'une Ford Fairlane 1964.

«Je me cherche une vieille Ford de cette année là pour la remonter de A à Z avec des pièces originales. Ça devrait m'occuper pour deux ou trois ans», a conclu hier M. Leduc, en regardant son bijou de voiture stationnée dans son entrée de garage.

La participation est faible au Festival de Hong Kong

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Le Festival de Hong Kong 1992, qui prend son envol aujourd'hui à Montréal pour prendre fin le 18 octobre, est-il en train de rater son objectif?

C'est la crainte exprimée par le porte-parole de l'Association des professionnels et des gens d'affaires chinois de Montréal, Kenneth Cheung, qui déplore le peu de participation des Québécois d'origine chinoise à cet événement qui vise à renforcer les liens commerciaux et culturels avec Hong Kong.

Il pointe du doigt le comité organisateur, composé presque exclusivement de Québécois de «vieille sou-

che». «C'est ridicule. Ce sont des gens très bien mais qu'est-ce qu'ils connaissent à la mentalité chinoise?», a-t-il lancé. Si Montréal veut devenir aussi agressive que Vancouver ou Toronto dans les affaires avec Hong Kong, souligne-t-il, il faut absolument aller chercher les Québécois d'origine chinoise.

«Ce n'est pas du tout la langue française qui constitue un obstacle. C'est plutôt l'intérêt et le leadership qui manquent au Québec. Juste pour vous donner un exemple, c'est par ma banque que j'ai su qu'il y avait un festival. Les organisateurs ne m'avaient pas invité...», a-t-il indiqué.

À Montréal, les organisateurs ont

prévu 15 activités majeures dans les domaines de la culture, des arts, de l'éducation et des affaires. Le gouvernement de Hong Kong injecte 6 millions dans ce festival qui se déroule également à Ottawa, Toronto, Vancouver et Calgary.

«Hong Kong veut de plus en plus se faire connaître au niveau international. C'est une façon pour eux de se protéger en prévision de 1997 (rétrocession de Hong Kong à la Chine). Il faut renforcer nos relations bilatérales avec eux maintenant», a repris l'homme d'affaires.

Jusqu'au 18 octobre, les Montréalais pourront découvrir la culture, les sports, les arts, la gastronomie, le domaine des affaires et l'histoire de

Hong Kong. Parmi les événements, mentionnons le festival de cinéma de Hong Kong au théâtre de l'Office national du film, les représentations de la troupe Chung Ying Theatre à la Place des Arts, les danses exécutées par la City Contemporary Dance Company au Centre Saidye Bronfman et un séminaire d'affaires intensif à l'Université Concordia fin septembre.

Pour combler les amateurs de cuisine asiatique, des chefs de Hong Kong présenteront leurs meilleures spécialités entre le 7 et le 11 octobre au Holiday Inn du quartier chinois. Pendant le festival, plus de 20 restaurants chinois offriront des menus exclusifs et des prix «promotionnels».

Le centre Garry-Taylor: «Nous n'avons rien à cacher»

MATHIAS BRUNET
collaboration spéciale

Les dirigeants du réseau de Promotions sociales Taylor-Thibodeau (PSTT) ont tenu à éclaircir rapidement les faits lorsque *La Presse* leur a fait état des allégations de négligence et d'abus survenus dans leur établissement. «Nous n'avons rien à cacher, a dit François Laberge, directeur général du réseau PSTT. Venez nous visiter quand vous voulez.»

Trois heures plus tard, je me rendais au centre Garry-Taylor, à Beaconsfield, pour visiter les sept unités du centre en compagnie de Guy Laurendeau, coordonnateur des programmes à Garry-Taylor.

Au sujet des lieux physiques, rien de négatif à dire. Le centre a été rénové récemment et l'endroit est propre, les chambres sont grandes, bien éclairées et décorées. Des téléviseurs et des appareils radio sont nombreux dans chaque unité. Les jeunes sont généralement bien habillés.

Pour ce qui est des activités du centre, elles semblent régulières et variées. Lors de ma visite, par exemple, un groupe revenait d'une excursion de quelques jours en camping et un autre se baignait dans la piscine intérieure du centre. J'ai même discuté en privé avec un résident qui m'a dit, sereinement, qu'il était très satisfait de ses conditions de vie à Garry-Taylor.

Patients calmes

Au cours de la visite de deux heures, les patients étaient généralement calmes. Dans la première unité par contre, une jeune femme venait de faire une crise émotionnelle. On l'a enfermée dans une pièce pour qu'elle reprenne ses sens.

Dans la deuxième unité, un jeune homme est vêtu d'une véritable armure et d'un casque de football sur la tête. Il se frappe continuellement depuis plusieurs années. Est-ce le résultat du manque de stabilité affective et émotionnelle ou simplement un «problème mental insoluble»?

Sur le mur non loin de là, plusieurs camises de force, des «Argentino Suits» sont accrochées. Un des moyens pour maîtriser des patients en état de crise, m'explique-t-on. Dans l'unité suivante, se trouve David Bell. A première vue, il semble parfaitement normal. Cependant, son regard est fixe, son esprit semble ailleurs. Mon accompagnateur me souligne qu'il n'y a pas grand-chose à faire avec lui: il n'a aucune réaction et ne communique pas. Quelques instants plus tard, David me tend la main, esquisse un sourire...

Guy Laurendeau ne le cache pas, presque tous les clients sont traités avec des médicaments: «Sans tranquillisants, aucun employé n'accepterait de travailler ici. Pas même moi. Car les patients peuvent devenir très agressifs et parfois même dangereux. Lorsque nous devons couper les cheveux d'un client et qu'il réagit fortement à la vue d'une paire de ciseaux, avons-nous d'autre choix que de lui administrer des tranquillisants?»

M. Laurendeau admet par ailleurs que le roulement de personnel à Garry-Taylor ne favorise pas les contacts privilégiés entre intervenants et clients. Mais il mentionne que cette situation est incontrôlable car peu d'individus sont disposés à travailler auprès d'handicapés psychiques. Par ailleurs, il affirme qu'à l'occasion, il arrive qu'un intervenant élève la voix contre un client, comme il se produit dans toutes les bonnes familles.

Enfin, il souligne que la solution idéale serait que la famille garde ses enfants handicapés à la maison. Selon lui, ceux qui se plaignent des conditions de vie à Garry-Taylor sont idéalistes. «Nous faisons du mieux que nous pouvons avec les moyens dont nous disposons, de dire M. Laurendeau. Ceux qui travaillent sur le terrain savent qu'il n'est pas facile de traiter ce genre de clientèle. Les conditions ici ne sont pas pires qu'ailleurs, loin de là.»

François Laberge répond

Selon François Laberge, directeur-général du réseau de Promotions sociales Taylor-Thibodeau, le climat s'est beaucoup amélioré

dans ses institutions depuis quatre ans: «J'admets que le réseau de Promotions sociales Taylor-Thibodeau a connu de graves difficultés au milieu des années 1980. Mais depuis quelques années, nous pratiquons moins de restrictions, notre approche est plus douce et souple. Nous misons davantage sur la compréhension de nos clients.»

En ce sens, M. Laberge mentionne qu'en 1988 toutes les salles d'isolement ont été démantelées:

«Nous utilisons parfois le programme d'isolement pour calmer les ardeurs de nos clients trop violents. Mais cette mesure est validée par notre comité de déontologie. En ces occasions, nous envoyons les bénéficiaires rendus dangereux dans leur chambre pour quelques minutes, une heure, ou plus selon la gravité du cas. Mais nous essayons toutefois de comprendre les raisons de leur crise.»

Par ailleurs, M. Laberge affirme

qu'on a parfois recours à la camisole de force, mais toujours sur le même bénéficiaire, qui a de graves problèmes d'auto-mutilation. «Mais lorsque nous l'attachons, un membre du personnel le surveille en permanence.»

Don Morris, président du comité des bénéficiaires à Garry Taylor, mentionne qu'il n'a jamais entendu parler de cas de négligence dans ce centre et qu'aucun patient ne se faisait attacher. M.

Morris a deux filles qui séjournent à Garry-Taylor.

Auto-mutilation

Concernant le cas Michael Laudanski, M. Laberge affirme que le centre ne voulait pas le garder car le personnel ne pouvait plus en prendre soin adéquatement. «Nous ne pouvions plus contrôler Michael. C'était un cas d'auto-mutilation très grave. Nous avons fait ce que nous avons pu avec les moyens qu'on avait. Nous l'avons

envoyé à l'hôpital Douglas le plus tôt possible. J'admets toutefois qu'il y a peut-être eu certaines lenteurs dans son cas.»

Il poursuit: «Michael n'a jamais été à l'article de la mort ni gravement malade. Il était plutôt en très mauvaise condition physique. Peut-être y a-t-il eu une erreur avec les médicaments de M. Laudanski. Par contre, notre enquête ne l'a pas démontrée. Mais des mauvaises prescriptions, je ne doute pas qu'il y en a eu ici. Il y en a partout.»

Joe, notre informateur au centre, affirme que depuis l'entrée en poste de M. Laberge il y a quelques années, le climat s'est quelque peu assaini: «Il est vrai de dire qu'il pratique une méthode positive, axée sur la compréhension.»

Eric Lillie, médecin attitré du centre Garry-Taylor depuis 1988, trouve que la condition physique des pensionnaires est bonne. Il visite le centre une à deux fois par mois, soit pour procéder à des examens de routine, soit pour régler des cas d'urgence.

Il admet cependant que certains problèmes peuvent se produire à l'occasion: «Il survient des cas de surmédication chez les pensionnaires du centre à chaque année. Ces problèmes se produisent habituellement lorsqu'on doit administrer des tranquillisants à un client qui devient très agressif. Mais quand survient une erreur, les ajustements sont faits dans les plus brefs délais. Jamais un client n'a dû être hospitalisé à cause d'une négligence médicale. Les problèmes ont toujours été mineurs.»

Le docteur Lillie affirme être le seul à prescrire des médicaments aux clients du centre, même s'il admet que les infirmières peuvent parfois réajuster les doses. Les prescriptions s'échelonnent habituellement sur quatre mois.

Par ailleurs, le docteur Lillie mentionne combien il est difficile de traiter une personne qui souffre à la fois d'un problème physique et émotionnel. «Lorsque le client ne parle pas, il est très difficile de déterminer la nature de son mal. Aussi, avec le roulement de personnel du centre, plusieurs intervenants ont des opinions différentes à propos du même cas. Nous ne pouvons réaliser un diagnostic parfait à chaque fois. Mais en général, nous traitons bien les résidents de Garry-Taylor.»

Le docteur loue le travail des infirmières du centre même s'il affirme qu'il a des pommes pourries dans le lot, comme partout ailleurs. «Comparativement à d'autres institutions où j'ai œuvré, les clients sont bien traités à Garry-Taylor. Ils consultent des spécialistes régulièrement, ils ont des vêtements propres et peuvent pratiquer de nombreuses activités.»



Greg Schiller, parrain civique de Michael Laudanski, en compagnie d'un de ses protégés.

Michael Laudanski, un cas pathétique

MATHIAS BRUNET
collaboration spéciale

«Lorsque j'ai visité Michael Laudanski pour la première fois au centre d'accueil pour personnes handicapées Garry-Taylor, en mars 1989, son état physique était lamentable: il était complètement déshydraté, sa pression était basse, bref, je croyais sa fin imminente. C'était terrible. On l'a très mal soigné au centre», affirme d'un air dépité Greg Schiller, le parrain civique de ce bénéficiaire de 27 ans.

À la suite de cette première rencontre, M. Schiller, qui travaillait dans un centre communautaire pour jeunes en plus d'avoir œuvré durant plusieurs années comme enseignant auprès d'élèves autistiques, a rencontré les autorités du centre pour lui trouver un foyer plus approprié. Elles ont refusé. Il s'est donc adressé au Curateur public du Québec, qui lui a dit que les médecins savaient ce qu'il y avait de mieux pour Michael.

À l'Office de la protection de la jeunesse, où on lui a répondu ne

pouvoir rien faire parce que Mike avait plus de 18 ans. A la Commission des droits de la personne, qui lui a donné des papiers à remplir et l'a référé ailleurs car il n'est pas le tuteur légal du jeune. Au ministère des Services sociaux et au CLSC Ville-Marie...qui l'ont retourné au Curateur.

En raison de la gravité de son cas, le jeune homme de 27 ans, qui a un handicap psychique, a finalement été envoyé à l'Hôpital Douglas, à Verdun, où il vit depuis trois ans. M. Schiller s'est opposé au transfert, estimant qu'il y avait des foyers d'accueil plus appropriés pour Michael: «Au début, les autorités du centre voulaient garder Michael à tout prix. J'ai même reçu des menaces pour ne pas que j'ébruite l'affaire.» L'enseignant tente toujours de trouver un nouveau foyer pour Michael.

Soins appropriés

Selon M. Schiller, son protégé ne recevait pas les soins appropriés au centre Garry-Taylor et, en plus, il ne vivait pas dans un environnement qui favorisait son développement: «Parfois, on lui

administrait des médicaments ou on l'attachait à une chaise pour calmer ses crises. A mon avis, ce n'est pas la méthode la plus humaine de reconforter un jeune.»

Herb Lovett, un psychologue de la région de Boston qui parcourt le monde pour travailler à l'intégration sociale de jeunes handicapés, a rencontré Michael à quelques occasions en 1989. «Je n'ai pas examiné Michael. Et je ne veux pas élaborer sur le sujet de peur de me retrouver en cour. Mais je peux affirmer que lorsque je l'ai rencontré, il se trouvait en très mauvaise condition physique. Il paraissait somnolent, drogué. Je ne veux pas attaquer le centre. Je désire seulement trouver un établissement adéquat pour Michael.»

Joe, notre informateur, affirme que lorsque Michael Laudanski est arrivé à Garry-Taylor pour la première fois, il paraissait très bien physiquement et moralement. «Ce jeune homme avait un beau visage. Puis, sans doute parce qu'il ne se sentait pas à l'aise dans ce milieu, il a commencé à s'auto-mutiler. Alors, souvent, au

lieu de tenter de le comprendre, on l'attachait à une chaise ou à un lit pour de très longues périodes, pour qu'il cesse de se battre.» Notre informateur poursuit: «C'est vrai que Michael a été à l'article de la mort en 1989 lorsque Greg Schiller l'a visité. C'est également vrai qu'on lui avait administré trop de médicaments à cette occasion alors qu'il n'en avait pas besoin. Je l'ai vu de mes propres yeux.»

Joe mentionne en outre que le centre a recours à une douzaine de médicaments différents pour enrayer les pulsions des clients. Celui le plus fréquemment utilisé est l'hydrate de chloral, un somnifère très puissant.

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
Le Mini	Tirage du 92-09-25	Prominéal	Tirage du 92-09-25
NUMÉROS	LOTS	NUMÉRO DÉCOMPOSABLE	
502217	50 000 \$	NUMÉROS	LOTS
02217	5 000 \$	1051876	1 000 000 \$
2217	250 \$	051876	5 000 \$
217	25 \$	51876	500 \$
17	5 \$	1876	100 \$
50221	1 000 \$	876	25 \$
5022	100 \$	76	5 \$
502	10 \$		

Loto-Québec		Loto-Québec	
649	Tirage du 92-09-26	Extra	Tirage du 92-09-26
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
928987	100 000 \$	8	13
28987	1 000 \$	22	24
8987	250 \$	37	41
987	50 \$	44	51
87	10 \$	54	55
7	2 \$	56	57
		58	58

Loto-Québec		Loto-Québec	
649	Tirage du 92-09-26	Extra	Tirage du 92-09-26
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
928987	100 000 \$	8	13
28987	1 000 \$	22	24
8987	250 \$	37	41
987	50 \$	44	51
87	10 \$	54	55
7	2 \$	56	57
		58	58

Loto-Québec		Loto-Québec	
649	Tirage du 92-09-26	Extra	Tirage du 92-09-26
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
928987	100 000 \$	8	13
28987	1 000 \$	22	24
8987	250 \$	37	41
987	50 \$	44	51
87	10 \$	54	55
7	2 \$	56	57
		58	58

Loto-Québec		Loto-Québec	
649	Tirage du 92-09-26	Extra	Tirage du 92-09-26
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
928987	100 000 \$	8	13
28987	1 000 \$	22	24
8987	250 \$	37	41
987	50 \$	44	51
87	10 \$	54	55
7	2 \$	56	57
		58	58

Loto-Québec		Loto-Québec	
649	Tirage du 92-09-26	Extra	Tirage du 92-09-26
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
928987	100 000 \$	8	13
28987	1 000 \$	22	24
8987	250 \$	37	41
987	50 \$	44	51
87	10 \$	54	55
7	2 \$	56	57

Camillien Houde (2): le retour de Cyrano

LUC DESROCHERS
collaboration spéciale

La Seconde Guerre mondiale tire à sa fin. En Europe, les armées alliées achèvent le démantèlement du III^e Reich. Le mot libération court sur toutes les lèvres, pour célébrer un fait accompli ou soutenir l'espoir de son prochain accomplissement.

Montréal, malgré les préoccupations de temps de guerre et à cause de la perspective d'une paix restaurée, se souvient de plus en plus vivement de son entrée en guerre, en 1940. On se rappelle, et on dénonce de plus en plus fermement l'incarcération en cours de mandat du maire Camillien Houde, toujours détenu sur ordre du gouvernement fédéral, non pour un délit précis, mais par mesure de sécurité; on garde en mémoire l'interdiction par législation fédérale de sa candidature à la mairie aux élections de 1940.

On sait bien que, sous prétexte d'assainissement des finances municipales, la tutelle et le régime antidémocratique des 99 conseillers imposés à Montréal par le pouvoir provincial visaient Houde et son équipe bien plus sûrement que la correction de prétendues lacunes administratives.

On sait également, pour l'avoir subi depuis quatre ans, que la grande majorité des 99 ne représentent aucunement et ignorent complètement les besoins et les volontés des 90 p. cent de locataires-résidents de la ville. Les 99, ce sont plutôt les porte-parole des milieux d'affaires et des 75 000 propriétaires, représentants d'anglophones aussi dans une bonne mesure, régissant la cité selon leur bon vouloir et leurs intérêts. Le comité exécutif de dix membres, son président J.-O. Asselin (de 1940 à 1954) et son vice-président G. Marier (du Board of Trade) sont les véritables maîtres de l'hôtel de ville. Le maire, perdu dans cette mer de conseillers municipaux, exclu des instances vraiment décisionnelles, est relégué aux fonctions protocolaires et présidentielles.

Retour de Camillien

Pourtant, le retour dans l'arène



De retour du «goulag» et après avoir repris la mairie, Camillien Houde avait donné l'exemple en participant à un exercice de la Défense civile, en coiffant le casque d'acier et en se munissant d'un sac avec masque à gaz.

municipale d'un Camillien Houde à la popularité décidément tenace, d'autant plus populaire d'ailleurs qu'il s'entête depuis quatre ans à ne rien céder de sa liberté de pensée et d'expression à ses géoliers d'Ottawa, soulève encore des inquiétudes. Houde, de son camp, aurait écrit: «Je n'ai pas eu besoin jusqu'ici, je n'ai pas besoin présentement et je n'aurai pas besoin demain de me mettre à la remorque politique de qui que ce soit.» La légende du p'tit gars de Sainte-Marie en redingote, pourfendeur invétéré des gens de biens, se double assurément de celle d'un héros... à la manière canadienne-française de l'époque.

Mais comme partout ailleurs, 1944 est synonyme de libération: celle de Montréal dont on lève la tutelle; celle de son maire, de l'avis populaire sinon en titre, le 16 août. Cyrano rentre en scène, retrouve son public. On a pu lui retirer sa mairie, le priver de sa liberté de mouvement et de parole, lui réserver le sort d'un traître ou d'un ennemi, on n'a pu lui enlever sa superbe. Une foule chaleureuse l'accueille à la gare Windsor, l'accompagne jusqu'à sa résidence de la rue St-Hubert. De son balcon, Houde doit offrir un discours à sa

manière, en attendant qu'on lui offre une tribune à l'hôtel de ville.

Six mois plus tard, c'est chose faite. La mairie d'une ville libérée en même temps que lui est de nouveau entre ses mains, pour trois ans. Au terme de ce mandat, il est réélu par acclamation, un exploit inédit depuis 50 ans, et il occupera le poste jusqu'à ce qu'il opte lui-même pour la retraite, en 1954. Ses succès sont personnels; dans une très large mesure il lui est inutile de faire appel à une lourde et influente machine politique. Les citoyens l'ont baptisé *Monsieur Montréal*. Houde et Montréal ne font qu'un dans l'esprit de la majorité.

Anciennes et nouvelles règles du jeu

Houde lui-même n'a pas beaucoup changé, le Conseil non plus. Malgré la réforme de 1940, la politocaille, le favoritisme et les luttes de factions, quand ce ne sont pas les conflits de personnalités, sont encore la règle. Houde avait débuté dans l'euphorie des années 1920; il avait oeuvré ensuite durant les pires années de la crise économique; il travaillait maintenant dans la prospérité d'après-guerre, face à un Conseil de ville hors de son atteinte.

En 1949, Duplessis remet tout de même certains pouvoirs au maire, lequel redevient membre d'office du Comité exécutif, de tous les comités ou commissions du Conseil, a droit de regard sur les services municipaux, droit de veto sur certaines résolutions, le Conseil ayant quant à lui droit d'appel. Ce semble tout de même insuffisant pour le rétablissement d'une influence comparable à celle de la décennie précédente.

La création des premiers partis politiques municipaux est dans l'air, Ligue d'action civique des Drapeau, Desmarais et Plante, tandis que les croisades pour le respect de la moralité captivent l'électorat et donnent lieu à des règlements de comptes. Camillien reste en retrait et n'est pas touché par la fameuse enquête Caron, de laquelle sortira un jeune avocat et futur maire, Jean Drapeau.

Houde, franc-tireur, se place difficilement sur le nouvel échiquier mais s'acquitte avec brio de ses fonctions protocolaires. Ne lui fournissent-elles pas une scène à sa mesure, parmi les plus vastes du pays. Houde l'inculte, Houde le sans éducation, comme il l'avait fait pour Sa Majesté britannique en 1939, impressionne durablement la princesse Elisabeth et le duc d'Edimbourg lors de leur visite en 1951. Aucune tribune ne lui résiste, ou ne peut se passer de lui, même pas celle de CKAC à l'occasion du premier radiophon au profit de l'hôpital Sainte-Justine. Neuf heures d'affilée, le maire se fait animateur de radio, commentateur et chroniqueur, tour à tour. On devine le résultat.

Montréal prospère, F. Montréal décline

La ville, elle, est méconnaissable. Au chômage massif qui avait signifié la faillite de la ville succédait le plein-emploi. Il y a bien crise aigue du logement, puisqu'il en manquerait 50 000 en 1943, mais le développement des banlieues, favorisé par la vogue de l'automobile, fournit un certain palliatif. Les citoyens possèdent réfrigérateur, salle de bains, chauffage central, la télévision est sur le point d'envahir les foyers, etc. Montréal dépasse le million d'habitants; elle achète l'hôtel Viger

(1950) pour y loger ses services. Il y a construction du Palais du commerce, du terminus d'autobus sur la rue Berri. L'École polytechnique et l'hôpital Sainte-Justine préparent leur déménagement sur la montagne; on inaugure l'hôpital Maisonneuve, dans l'est. On entreprend l'élargissement du boulevard Dorchester et de la rue Sherbrooke, le prolongement de la rue University pour faciliter la circulation automobile; on envisage la construction d'une autoroute est-ouest et d'un métro.

Municipalisation

L'année 1944 avait vu la création d'Hydro-Québec et l'étatisation de la *Montreal, Light & Heat Power* qui avait tant influencé la politique municipale et résisté opiniâtrement à la municipalisation, tant qu'il y avait eu profits en vue. En 1951, la commission de transport de Montréal voit le jour et acquiert la Compagnie des tramways devenue, elle aussi, moins rentable.

L'accentuation de la vocation régionale de Montréal fait envisager la participation des banlieues au financement des services. Houde laisserait volontiers leur autonomie aux municipalités, contre contribution de leur part. Mais certains ont des visées plus centralisatrices. Ironiquement, la municipalisation des services publics tant réclamée depuis le début du siècle coïncide avec la perte de pouvoirs des élus au profit des technocrates: victoire, on l'a dit, des réformistes et des gens d'affaires. Montréal assume des fonctions métropolitaines alors même qu'elle est en voie de perdre son titre de métropole aux mains de Toronto!

Le temps est venu pour Houde de quitter définitivement la scène municipale. A sa retraite (1954), ses 18 ans de mairie lui valent le record de longévité parmi tous les maires de Montréal, y compris devant Médéric Martin.

Autre différence d'avec ses prédécesseurs, comme chaque fois qu'il a délaissé la mairie, Houde se retrouve sans fortune, sans revenu; le conseil de ville et le gouvernement provincial lui consentent 12 000 \$ par an à titre de rente, pour service rendu. Il meurt le 11 septembre 1958. On avait songé à rebaptiser le boulevard Dorchester en Camillien Houde, de son vivant; on nommera plutôt en son honneur et après sa mort l'ancienne voie des tramways menant au sommet du mont Royal.

100 000 personnes lui disent adieu

Une foule immense de 100 000 personnes assiste à ses funérailles. C'est bien moins, dix fois moins (!), que pour le frère André en 1937, mais on n'avait et on ne reverra jamais telle affluence pour quelqu'un autre homme politique que ce soit. Voilà sans doute une preuve qu'aucune administration n'aura été plus près des citoyens, plus humaine que celle de Camillien durant la Crise. L'identification au maire de Montréal, l'estime et l'admiration populaire sont reconfirmées une dernière fois.

La suburbanisation «sérieuse» est commencée: Montréal se dépeuple tandis que l'agglomération dans son ensemble prend des proportions gigantesques. La ville devient synonyme d'anonymat; Houde s'y serait senti mal à l'aise, lui qui aimait et dont la popularité reposait sur le contact direct avec ses électeurs.

Bientôt, le Canadien National construira l'hôtel Queen Elizabeth en bordure du boulevard Dorchester; on y érigea aussi la Place Ville-Marie et ses boutiques, symbole du nouveau Montréal, de la montée du secteur tertiaire et de la société de consommation. Les travaux de la Voie maritime du St-Laurent, du boulevard métropolitain débiteront sous peu. Montréal perd progressivement les atouts géographiques et la bourgeoisie qui ont fait sa fortune pendant deux siècles. L'ère des «purs» débute, celle des méga-projets, grandioses comme aucun autres, celle d'une métropole qui ne l'est déjà plus, celle de Jean Drapeau.

Avec Camillien Houde, une ville avait son maire; avec Jean Drapeau, un maire aura sa ville.

SOURCES: R. Rumilly, *Histoire de Montréal*, tome IV, 1972, tome V, 1974; P.-A. Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Borel, 1992, p. 283-554; R. Lévesque et R. Migner, *Camillien et les années vingt*, Éditions des Brûlés, 1973; C. Renaud, *L'imprévisible monsieur Houde*, Éditions de l'Homme, 1964; H. La Rocque, *Camillien Houde, le p'tit gars de Ste-Marie*, Éditions de l'Homme, 1961.



Nathalie Petrowski

Francoeur aux fruits

Vicky a 14 ans. L'orthographe n'est pas sa spécialité, ni la mienne du reste si j'en juge par la somme de lettres reçues suite à la publication de ma chronique, dimanche dernier. O.K. pour les impératifs. J'ai compris. Que voulez-vous, ce n'est pas de ma faute si j'avais la tête ailleurs quand le Créateur a distribué les règles d'impératifs et de participes passés à l'humanité.

Quoi qu'il en soit, mes démêlés avec l'orthographe n'ont rien à voir avec cette histoire. L'histoire de Vicky et d'un *pusher* de condoms aux fruits. Vicky a donc 14 ans. C'est du moins ce qu'elle écrit dans une lettre qui ne m'était pas adressée mais dont j'ai obtenu copie. Je vous en refais un extrait. Textuel comme on dit: «Moi et mes amis, écrit Vicky, nous aimerions nous protéger tout en dégustant vos saveurs assorties de condoms en latex. Nous apprécierions si vous nous envoyez 5 au fraise, 5 au fruit de la passion et 5 au pêche.»

Oubliez les fautes d'orthographe, elles sont accessoires, voire anecdotiques. Ce qui l'est moins, par contre, c'est la commande et la désinvolture avec laquelle elle est livrée. Vicky aurait aussi bien pu demander un hot-dog, deux patates, un petit Coke et trois condoms Fruty.

Remarque que Vicky n'est pas la seule à envoyer sa liste d'épicerie au distributeur de condoms aromatisés Fruty. Ledit distributeur, le seul à avoir son siège social au Québec et non à Toronto, a reçu une bonne centaine de lettres d'ados enthousiastes à l'idée de s'épivarder dans la salade de fruits.

Stéphan L., par exemple, est de l'avis de Vicky, même s'il est plutôt au chômage ces jours-ci. «Je vous écris, plaide-t-il, pour vous féliciter d'avoir pris l'initiative de fabriquer des condoms à saveur de fruit. Malheureusement je n'ai eu la chance de les essayer qu'une seule fois mais cette fois a suffi à me convaincre.» Meilleure chance la prochaine fois, Stéphan.

Mary Sofie, elle, est nettement plus dédurée. «J'aimerais vous féliciter pour votre idée Super hot. Mes amies et moi on aimerait en avoir 5 ou 6 porte-clés car c'est super discret.» Discret peut-être, sauf si maman a perdu ses clés ou papa les a oubliées dans la voiture verrouillée.

— C'est quoi qu'il y a dans ton porte-clés Mary Sofie? Des pastilles pour la gorge ou des Smarties?

Fruty, comme l'explique si bien Mary Sofie, ne se limite pas aux condoms fruités. La compagnie offre aussi à ses clients des porte-clés à l'effigie de deux lapins lubriques qu'une moissonneuse-batteuse lancée à fond de train dans leur direction ne saurait séparer. Le porte-clés s'ouvre par le milieu et révèle trois sachets de condoms Fruty qui, comme la pile Wonder, ne s'usent que si l'on s'en sert. Avouez que c'est plutôt pratique. Plus besoin d'aller se cacher aux toilettes ni de courir en catastrophe chez Jean Coutu quand vous rencontrez l'âme sœur ou son frère. On ouvre la porte, on secoue les clés, on enlève ses vêtements et le tour est joué.

— Des pêches ou des fraises, ce soir chéri?
— Une pizza avec ça, aussi?

Règle générale, les ados n'ont pas de saveur préférée. Pêches, fraises ou rutabaga, c'est du pareil au même pour eux. Pourvu que le latex ne s'enflamme pas, pourvu que la membrane ne cède pas aux pressions épidermiques, ils sont heureux. Un peu plus et ils seraient détendus. C'est du reste le but de Fruty: faire en sorte que le condom ne soit plus un calvaire pour qui, de force, l'enfile, mais un divertissement, un dessert, un petit rayon de soleil dans le cimetière.

Le pdg de la compagnie insiste malgré tout sur le sérieux de l'entreprise et sur la fiabilité de son produit. Les arômes à base de gommes naturelles n'attaquent pas le latex ni n'érodent son étanchéité. Le condom est donc presque aussi résistant qu'un gant prophylactique ou qu'un sac en plastique. De fait, les seuls problèmes de Fruty, outre son nom peu québécois, c'est son porte-parole.

L'individu se nomme Lucien Francoeur. Poète, rocker, animateur à CKOI et maintenant à Quatre Saisons le samedi soir, auteur de 22 recueils de poésie et de neuf albums, vedette d'un documentaire présentement à l'affiche au Parisien, Lucien Francoeur est au rock ce que Jeannette Bertrand est à l'amour: un genre de travailleur social doublé d'un homme-sandwich de la cause rock, des jeans Levis, des bottes Top-Western, des motos Harley Davidson et des chaînes Burger King.

Lucien Francoeur parle beaucoup. Souvent à travers son chapeau.

L'année dernière Francoeur a été en quelque sorte piégé par sa logorrhée. Quelqu'un — un délateur ou un journaliste — l'a entendu déclarer que les vrais rockeurs ne buvaient pas de .5 ni ne portaient de condoms. Les propos furent publiés dans tous les journaux et le roi de la gaffe, obligé de répondre à des accusations d'irresponsabilité. Celui qui aurait pu inventer l'opportunisme romantique, n'avait pas senti le vent tourner.

Cette semaine, Francoeur s'est racheté pour de bon en endossant officiellement les condoms aux fruits. N'eût été de Fruty, Francoeur serait encore considéré comme un horrible homme des cavernes qui bat sa femme avec une bouteille de bière, prend son bain avec sa veste de cuir et déjeune le matin en compagnie de ses reptiles. Grâce à Fruty, Francoeur est un homme nouveau, un rocker réhabilité, un rebelle rose et fruité qui dit des choses comme «Fruty c'est plus sympa» plutôt que «Ôte ta capote de mon parking!».

Un homme a le droit de changer d'idée, j'en conviens. Un homme, oui. Mais un rockeur, un rebelle qui prétend pratiquer la guérilla, un poète qui dit vivre dans le maquis médiatique? J'en doute. Avez-vous déjà entendu parler d'un rockeur aux fruits? Une tarte, oui. Un coulis, aussi. Une savonnette ou un dentifrice, à la limite. Mais un adulte majeur et vacciné qui écoute du Jim Morrison à longueur de journée? Jamais de la vie. C'est impossible et impensable. Les rockeurs détestent les fruits autant que la police aime les beignes. Les rockeurs ont le cœur tendre mais pas fruité. Le seul parfum qu'ils tolèrent sent la térébenthine.

Demandez à Mick Jagger ou à Axel Rose. Ils n'ont jamais mangé un fruit de leur vie. Quand une pêche, une fraise ou une poire se présente à eux, en personne ou en sachet, ils ont des sueurs froides avant de se taper une crise d'urticaire. On peut d'ailleurs se demander si Jim Morrison, l'idole de Francoeur, n'est pas mort d'une overdose de fruits et si Rimbaud, son dieu et maître à penser, n'a pas renoncé à la poésie quand elle est devenue fruitière.

Pendant ce temps-là, Lucien Francoeur nage en toute quiétude dans sa salade de fruits, sans se noyer dans ses contradictions ni se poser de questions sur ses supercheries. Dans *Exit pour nomades*, le documentaire qui le met en scène, Francoeur avoue qu'il a quitté le monde de la littérature pour celui des communications. Il ajoute: «Au XX^e siècle, les artistes n'existent plus. Ce ne sont que des commerçants.» Il a raison. Des commerçants et des marchands de fruits.

CKOI 96.9 FM présente
CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS
SPECTRUM 10 ANNIVERSAIRE
La Presse
318, RUE STE-CATHERINE OUEST
MÉTRO PLACE-DES-ARTS (TÉL: 861-5851)
Billets en vente au Spectrum et aux comptoirs Admission (+ frais de service)

Hydro-Québec présente
LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL
en collaboration avec
du Maurier Ltée
du 2 au 10 octobre

Les B.B. samedi 3 octobre, 18h00
Angélique Kidjo samedi 3 octobre, 21h30
Le Capitaine Nô et son Bing Bang Band dimanche 4 octobre, 18h00
Amar Sundy dimanche 4 octobre, 21h30
Tango Tango — Les V.R.P. lundi 5 octobre, 18h00
Co-Locs — Rude Luck
F.F.F mercredi 7 octobre, 18h00
Francisco mercredi 7 octobre, 21h30
MC Solaar — Dédé Traké jeudi 8 octobre, 18h00
Cheb Kader jeudi 8 octobre, 21h30
Joane Labelle et Léandre vendredi 9 octobre, 18h00
Pelo Serbielle vendredi 9 octobre, 21h30
Marie Carmen samedi 10 octobre, 18h00
La Bottine Souriante — Michel Faubert samedi 10 octobre, 21h30

FORCES EN ÉQUILIBRE.

LA NOUVELLE BERLINE 318i :
RACÉE, SYMPATHIQUE ET ACCESSIBLE.

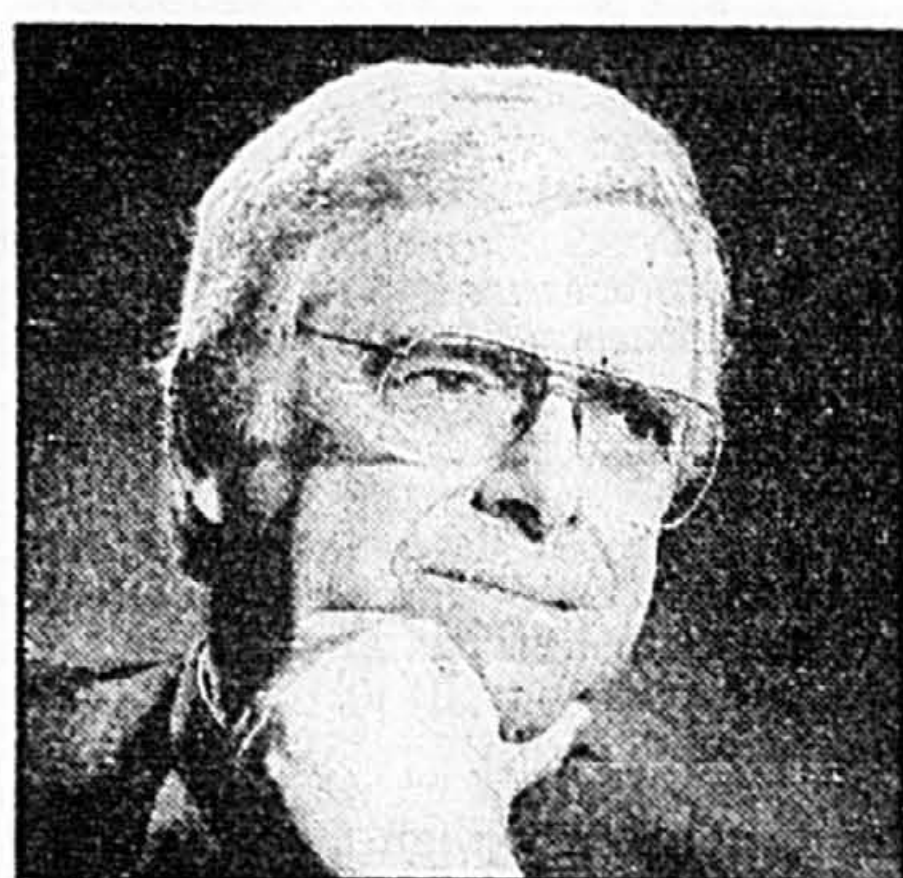
VOITURE DE DÉMONSTRATION
TRÈS BAS KILOMÉTRAGE **349\$/MOIS** (La seule disponible à ce prix)

Bail 42 mois, acompte de 2500\$, stock 12366, transp. et prép. inclus, 1er versement dû à la livraison, taxes en sus, limite de km fixée à 84 000 km, 10¢ du km additionnel.
Autres modèles 318 et 325 de démonstration disponibles.

LE PLAISIR DE CONDUIRE.

Canbec 4090 OUEST, JEAN TALON 731-7871
Le plus grand concessionnaire au Canada

James Ferry, pasteur anglican au centre d'une vive controverse sur l'homosexualité des prêtres au sein de cette Église



Michael Peers, primate de l'Église anglicane du Canada, avoue sa sympathie pour son fils rebelle.

Congédié, ce prêtre anglican homosexuel tient son bout

« Mon crime c'est d'avoir brisé la conspiration du silence. Je n'avais qu'à faire semblant et l'on aurait fermé les yeux, mais je ne voulais plus vivre dans l'hypocrisie et la clandestinité. »

— James Ferry

GÉRALD LEBLANC

envoyé spécial

La Presse à TORONTO

James Ferry est devenu une épine au flanc de l'Église anglicane du Canada, embarrassée par ce prêtre modèle qui ne veut plus garder le silence sur son homosexualité.

Congédié par son évêque, condamné par un tribunal ecclésiastique, le père Ferry n'a pas lâché. Au contraire, il achève la rédaction d'un livre qui ranimera la controverse.

C'est dans la Bible, le livre de sa vie, que James a puisé le titre de son autobiographie — *Until You Bless Me (Tant que tu ne m'aies béni)* — qu'il écrit avec l'énergie d'un naufragé en lutte pour sa survie.

Une des belles histoires de la Bible raconte la lutte, une nuit durant, de Jacob avec un adversaire (Dieu), qui finit par lui demander jusqu'où irait son combat. « Tant que tu ne m'aies béni » répondit le patriarche.

C'est la force de James, un tendre rebelle: il ne veut pas détruire son Église, mais demande à y être accepté comme les autres, à être béni comme le fervent croyant qu'il demeure et comme le prêtre-modèle, de la célébration eucharistique aux campagnes de financement, qu'il fut pendant une douzaine d'années.

« Je sais maintenant que Dieu m'aime comme je suis et je me demande pourquoi mon Église n'en ferait pas autant », dit-il dans son modeste appartement de Toronto, où il s'est réfugié après avoir été expulsé de son presbytère de Unionville, une banlieue cossue dont il fut curé pendant trois ans.

Comme un gaucher

James a mis 39 ans à accepter le fait qu'il était différent de la majorité et il n'est pas prêt à abandonner cette précieuse victoire, acquise au prix d'un long et difficile cheminement.

Il se compare aux gauchers qui naissent différents des autres et qu'on forçait, il n'y a pas si longtemps, à écrire de la main droite, comme tout le monde. « On leur attachait même la main gauche, pour corriger l'anormalité, mais on ne changeait pas la nature profonde. »

C'est à la puberté que James a compris ce qu'il savait sans pouvoir le dire en mots précis. « Pendant que mes amis parlaient des filles et du sexe, moi je pensais à eux et au sexe. »

Bon garçon, James a cependant essayé de devenir comme les autres. Il s'est même marié, pour devenir un bon prêtre anglican avec femme et enfants. Mais ce fut un cuisant échec et James a décidé de se réconcilier avec lui-même. Ce n'était pas l'environnement mais sa nature même qui le poussait vers les hommes.

Alors qu'il était curé de Unionville, il est tombé amoureux d'un homme, avec qui il a vécu un certain temps. C'était trop pour certains paroissiens, qui ont exigé son départ. James a alors joué franc jeu avec son évêque, lui avouant qu'il était homosexuel et qu'il était amoureux d'un homme, avec qui il avait des relations sexuelles.

« Mon crime c'est d'avoir brisé la conspiration du silence. Je n'avais qu'à faire semblant et l'on aurait fermé les yeux, mais je ne voulais plus vivre dans l'hypocrisie et la clandestinité. »

On connaît la suite de l'histoire, qui fait les manchettes à Toronto depuis un an, qui a même trouvé la route du *New York Times* et qui fera bientôt l'objet d'un grand reportage dans le *Saturday Night Magazine*.

La méthode anglicane

Contrairement aux catholiques, les anglicans sont habitués à naviguer, sans dogme et sans règles trop précises, dans la brume qui entoure souvent la marche de l'humanité. « Nous n'es-

sayons pas de définir l'Église idéale, mais plutôt de vivre l'évangile de notre mieux dans le monde qui évolue », explique Michael Peers, le primate de l'Église anglicane du Canada.

Au procès ecclésiastique de James, un témoin est venu dire qu'il avait été ordonné prêtre par M^{re} Peers, alors évêque de Régina, après lui avoir avoué son orientation sexuelle. « C'était en conformité avec les règles de conduite de l'Église, qui reconnaît, depuis 1979, que l'orientation sexuelle ne constitue pas une barrière à la prêtrise, à la condition que le candidat s'abstienne d'activité sexuelle », dit le primate, dans un excellent français appris alors qu'il était aumônier à l'université d'Ottawa.

« Je sais maintenant que Dieu m'aime comme je suis et je me demande pourquoi mon Église n'en ferait pas autant. »

C'est justement ce que conteste James Ferry: on reconnaît l'orientation sexuelle mais on exige le célibat des prêtres gais, alors qu'on permet aux autres de vivre leur sexualité.

M^{re} Peers, qui ne cache pas sa sympathie pour son fils rebelle, a écrit une lettre pastorale après le procès de James pour le féliciter de son courage et de son sincère attachement à l'évangile.

— James pourra-t-il un jour regagner sa charge pastorale?

— Je ne suis pas prophète, mais j'espère que oui. J'espère que nous arriverons à nous comprendre et à vivre ensemble l'évangile.

Le primate explique ensuite le cheminement, difficile et délicat, de son Église qui essaie de s'adapter sans renier les valeurs profondes de l'évangile et les enseignements de la tradition chrétienne millénaire.

En 1920, les évêques anglicans rejetaient la limitation des naissances, qu'ils acceptaient en 1930. Le mariage des prêtres est permis depuis la fondation de l'Église en 1549 et les femmes sont admises à la prêtrise depuis 1976. L'avortement sur demande y est toujours interdit, mais on le permet quand « la vie ou la santé » de la mère sont en danger. Le remariage des divorcés y est permis, même pour les prêtres, à certaines conditions.

Reste l'homosexualité, qu'on ne condamne pas et qu'on juge neutre du point de vue moral, mais où on applique deux restrictions: les prêtres gais doivent pratiquer le célibat et les unions entre gais ne peuvent être bénies par l'Église.

L'Église Unie est allée un peu plus loin. Lors de son dernier concile, cet été à Fredericton, elle a laissé à chaque paroisse la décision de bénir ou non les unions homosexuelles. On avait peur de provoquer un schisme en se prononçant pour l'ensemble de l'Église.

Une église gaie en pleine ébullition

Dans sa croisade pour la pleine acceptation des homosexuels, James Ferry a reçu l'appui, financier et moral, de la Metropolitan Community Church de Toronto (MCC), qui l'a même invité à joindre son équipe de pasteurs.

Fondée en 1968 par Troy Perry, un pasteur gai de la Californie, la MCC compte des dizaines de paroisses en Amérique du Nord. La MCC de Toronto a acheté l'an dernier une grande église de l'Église Unie, au coût de 1,3 million \$. Lors de l'inauguration officielle, les 850 sièges du temple n'ont pas suffi pour la foule de gais et lesbiennes, accourus dans leur église.

Pour la messe de minuit, on a loué le Thompson Hall (équivalent de notre Place-des-Arts) où l'on a accueilli 2600 fidèles. Et le dimanche suivant la Saint-Valentin, on a tenu à l'église une cérémonie de prière à laquelle ont participé 137 couples gais. Bref, la MCC est en pleine expansion.

Le curé de la paroisse, Brent Hawkes, élevé dans l'Église baptiste du Nouveau-Brunswick, souligne le caractère oecuménique de son Église. « Un relevé fait l'an dernier indiquait que les catholiques, les anglicans et les gens de l'Église unie formaient chacun 25 p. cent de nos fidèles, le reste provenant de diverses autres dénominations. »

Moins communautaire, plus autoritaire, l'Église catholique suit une autre voie

Parmi les nombreuses lettres reçues par James Ferry, se trouvent les témoignages de prêtres catholiques et d'un séminariste renvoyé pour cause d'homosexualité.

Le croisé gai n'est pas surpris de cet appui. « Tout le monde sait que les deux tiers des prêtres et religieux catholiques sont d'orientation homosexuelle », dit-il sans broncher. Une grosse affirmation qu'il n'est pas facile de vérifier!

« Il n'existe aucune étude statistique à ce sujet. Mais il n'y a aucun doute que le pourcentage d'homosexuels est beaucoup plus élevé dans le clergé et chez les religieux que dans la population en général. C'est l'avis (*educated guess*) de ceux qui travaillent dans le milieu. Ça me semble assez normal: n'étant pas attiré par le mariage hétérosexuel, les homosexuels ont trouvé un débouché naturel dans les séminaires et les communautés d'hommes, une certaine complicité d'orientation », affirme André Guindon, spécialiste en morale sexuelle de l'Université St. Paul.

N'est-il alors pas surprenant de voir l'Église catholique condamner l'homosexualité comme répréhensible en soi. C'est « l'inclinaison » elle-même qui est désordonnée, selon une récente lettre de la Congrégation romaine de la doctrine, qui précise, dans une directive aux évêques américains, qu'il est normal de fermer la porte de certains métiers, comme l'enseignement, aux membres de ces groupes non-naturels.

M^{re} Roger Lebel, évêque de Valley

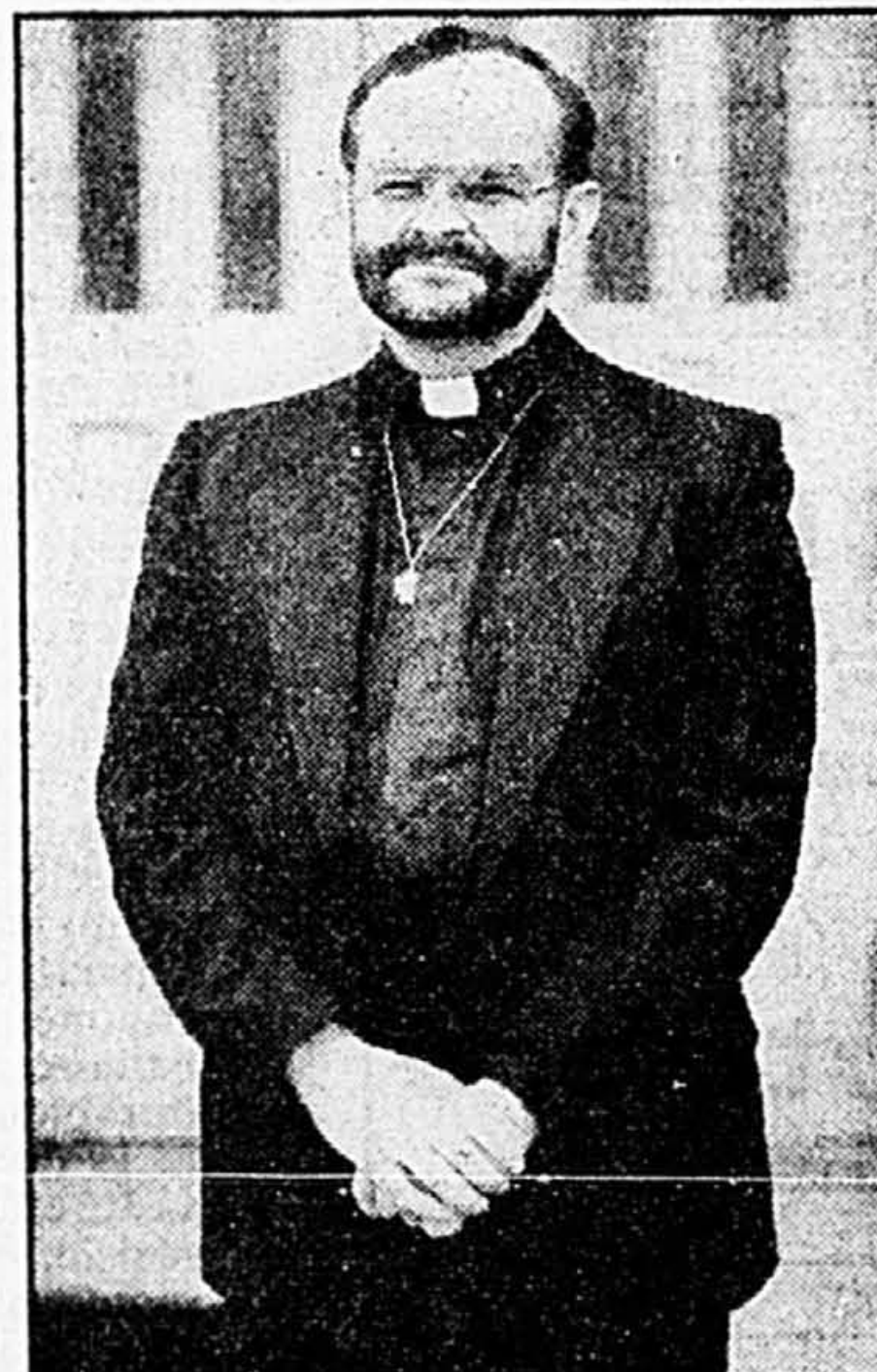
N'est-on pas en train de renforcer le ghetto des homosexuels avec cette Église bien à eux? « Nous n'avons pas le choix, puisque la plupart de nos fidèles

ne trouvaient plus de place dans leur Église », dit le pasteur Hawkes.

« Notre plus grande contribution, ajoute-t-il, ne sera peut-être pas la pastorale pour les homosexuels mais l'ouverture oecuménique des Églises chrétiennes. Lors de notre demande d'adhésion au Conseil national des Églises aux États-Unis, on nous a demandé de présenter un exemple de célébration liturgique. On a été surpris de constater que nous avions réussi à bâtir une célébration eucharistique acceptable à tous les chrétiens. »

Cette demande d'adhésion au Conseil national américain a fait long feu. « On n'a pas osé mettre notre demande au vote, de peur de voir les orthodoxes et les Églises Noires quitter le Conseil si nous y entrons », explique le pasteur Hawkes. Au Canada, la MCC n'a pas encore fait sa demande auprès du Conseil canadien des églises, mais on s'attend à de la résistance de la part des catholiques et des fondamentalistes.

La MCC compte maintenant des paroisses dans la plupart des grandes villes canadiennes (Toronto, Vancouver, Victoria, Ottawa, Halifax...) mais n'a pas réussi à s'implanter à Montréal. Brent Hawkes croit qu'on n'a pas assez tenu compte des différences culturelles et linguistiques. « On a essayé de fonder une paroisse bilingue. Ce fut notre erreur », conclut-il.



Le pasteur Brent Hawkes: pour une église gaie à forte saveur oecuménique

field, figure parmi les progressistes au sein de l'épiscopat canadien, lui-même à l'avant-garde dans l'Église catholique. Il est pourtant assez catégorique sur l'homosexualité. « C'est une anomalie par rapport à la nature humaine, mais une maladie ne rend pas coupable celui qui la porte. L'Église est ferme sur les principes, mais miséricordieuse avec les personnes. On ne condamne pas la tendance, à la condition qu'elle soit contrôlée. »

Comme la famille de Bush

Cette attitude n'est qu'une des manifestations de la démarche catholique, figée sur tout ce qui touche la morale sexuelle: la limitation des naissances, l'avortement, le divorce, le mariage des prêtres, l'ordination des femmes...

Le père Guindon y voit le signe d'un blocage à Rome, où l'on suit le modèle de la sexualité-procréation, sans considération pour la situation réelle des gens. « C'est comme Georges Bush qui s'est lancé à la défense d'une famille qui n'existe plus ou presque plus. Barbara Bush qui fait ses biscuits à la maison ne représente plus la femme américaine. »

Les femmes forment maintenant plus de la moitié des étudiants en théologie et accomplissent le gros du travail dans plusieurs paroisses, sans toutefois avoir accès au titre de prêtre. Une directive de Rome leur interdit même de « servir » la messe.

« On ne s'occupe plus de cette directive. Quant au refus d'ordonner des femmes, le pape fait valoir qu'on com-

prend l'évangile comme ça depuis 2000 ans et que ça représenterait un trop grande cassure de changer cette pratique », dit M^{re} Lebel.

Un style d'église

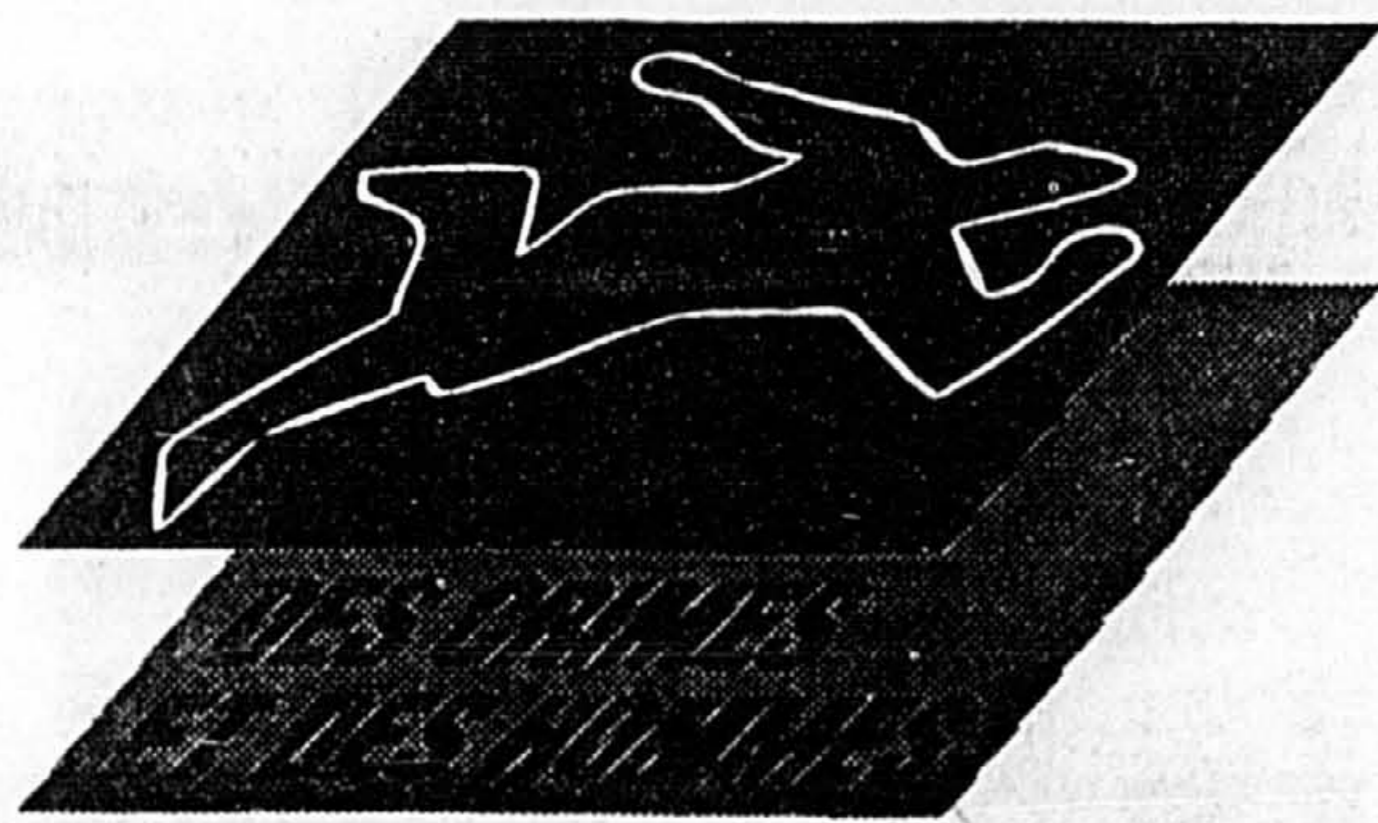
Comment expliquer ce singulier comportement romain?

« L'Église catholique est plus structurée, plus ferme dans sa doctrine officielle. On ne peut baisser les standards parce que les moeurs évoluent. Autrement, on se retrouve dans le climat du déclin de l'empire américain », dit M^{re} Lebel.

« On est en présence de deux démarches différentes, l'anglicane basée sur la communauté et la catholique sur l'autorité. Les protestants ont vécu le phénomène des schismes tandis que l'Église catholique court le danger de se couper de ses communautés », explique Anita Caron, professeur à l'UQAM.

Dans le témoignage qu'il vient de publier, sous le titre « L'Église a-t-elle abandonné les croyants? », Jean-Paul Lefebvre, fervent chrétien, parle de la distance séparant la doctrine officielle de la vie des fidèles. « C'est ce qui a créé le schisme objectif, mais non déclaré, entre les deux Églises qui cohabitent, difficilement, à l'intérieur des mêmes murs. »

Le débat sur la morale sexuelle n'est pas facilité par le climat de répression instauré à Rome. Personne n'ose parler, de peur de se retrouver en « procès » devant le terrible cardinal Ratzinger, l'inquisiteur des temps modernes.



Les grandes histoires: l'affaire Thaw

Par un concours de circonstances presque cocasses, le Québec a été, à la veille de la Première Guerre mondiale, le théâtre d'un épisode d'une des plus célèbres affaires criminelles du XXe siècle aux États-Unis. Tout avait commencé à New York, déjà un fameux bûcher des vanités au tournant du siècle. L'argent, le sexe et la mort, ingrédients du feuilleton à succès, s'y trouvaient réunis. Les crimes du grand monde fascinent depuis toujours les gens du commun, le parfum de scandale enivre encore la multitude: la chute de l'ange, au fond, c'est la revanche du quidam.

La fille sur la balançoire de velours rouge



DANIEL PROULX
collaboration spéciale

À 7h45 précises, le dimanche 17 août 1913, le patient le plus illustre, le plus indocile et le plus riche que recevra au cours de son histoire l'asile d'aliénés criminels de Matteawan, dans l'Etat de New York, prend l'air, tiré à quatre épingles comme à l'accoutumée, dans le va-et-vient de la cour où les fournisseurs font leurs livraisons quotidiennes.

Le portier ouvre au laitier, il a la surprise de voir Harry Thaw en profiter pour passer la porte à toutes jambes. Il part à sa poursuite mais le fugitif saute dans une puissante Packard noire qui démarre brusquement et va filer, escortée d'une deuxième grosse cylindrée, à 120 kilomètres à l'heure, sur des chemins peu praticables, jusqu'au Vermont. De là, «Mad Harry», Harry le dingue, monte dans un train qui le mène en terre canadienne, à Coaticook, une paisible bourgade de l'Estrie. Mais un passager l'a reconnu: dans les heures qui suivent, la nouvelle se propage comme une trainée de poudre, de bout en bout de l'Amérique.

En moins de quelques heures, une nuée de journalistes tant américains que canadiens s'abat sur ce modeste coin de la planète où le célèbre évadé est détenu par les autorités de l'immigration. L'épopée québécoise de Harry Thaw dure exactement un mois, les gazettes nord-américaines en font leurs choux gras. *La Presse*, par exemple, lui accorde la une jour après jour.

L'affaire passionne l'opinion publique, aujourd'hui comme hier. Il ne se trouve pas un mortel qui ne sache le crime de Thaw commis sept ans plus tôt. Pour le populaire, grâce à une campagne de presse savamment et chèrement orchestrée à l'époque, il n'a fait que défendre l'honneur de sa femme. Aussi est-il accueilli chez nous en héros...

S'il se trouve plus d'une centaine de journalistes sur les lieux, les avocats ne manquent pas non plus, on s'en doute. Le gouvernement américain a demandé son extradition, pas moins d'une demi-douzaine de plaideurs, parmi les plus éminents au pays, s'y opposent et il faut en compter tout autant dans l'autre camp.

Les procédures traînent. On se déplace du Palais de justice de Coaticook à celui de Sherbrooke et vice-versa. Partout, des milliers de sympathisants de cet homme d'honneur se pressent sur son passage, lui serrent la main, lui tapent sur l'épaule ou le réconfortent par leurs acclamations.

On éventa un complot, tramé par sa suite, visant à le faire fuir vers d'autres cieux à bord d'un monoplane venu de New York. Une fanfare accompagnée d'un chœur vient le sécréter sous la fenêtre de sa prison, les autorités craignent même que les manifestations populaires ne tournent à l'émeute s'il fallait qu'on le renvoie chez lui. Aussi, est-ce dans une semi-clandestinité qu'on le remettra aux mains des autorités américaines, sur ordre du ministre fédéral de l'Intérieur, avant même que les tribunaux n'aient tranché le débat.

La plus belle femme du monde

Les hommes n'ont pas de mémoire, les Coaticookois d'aujourd'hui ne savent pas qui étaient Harry Thaw ou Evelyn Nesbit, le pivot de toute l'affaire. Quand elle débarque à New York, en 1899, accompagnée de sa veuve de mère, elle n'a que 14 ans mais elle est déjà belle comme le jour. Cette fille sculpturale a les yeux d'un bleu renversant, une bouche troublante, une peau de pêche et de longs cheveux noirs, soyeux et bouclés.

Pour assurer leur subsistance, elles qui arrivent d'un patelin perdu de la Pennsylvanie, la mère se fait l'impressario de la fille. Destination Broadway. Mais la petite est trop jeune, la loi lui interdit de monter sur les planches. Alors, à cette époque où la photographie n'est pas encore reine, elles frappent avec succès aux portes des studios où travaillent les illustrateurs et dessinateurs en vogue. Les meilleurs s'attachent d'elle, on la retrouve bientôt sur toutes les couvertures des magazines et sur tous les calendriers, sa beauté devient légendaire, elle passe pour être la plus belle femme du monde. C'est la gloire et la fortune: elle touche au moins quinze dollars par semaine.

Le client en redemande, on veut la voir en chair et en os, elle fait le saut sur Broadway à quinze ans, dans la comédie musicale *Florodora* qui fait un malheur. Ses admirateurs, princes ou mendiants, se massent soir après soir à la sortie des artistes. Parmi eux, se trouve Stanford White, un géant quinquagénaire d'un mètre 90 et de plus de 120 kilos, le plus célèbre libertain de la haute société new-yorkaise mais aussi, l'architecte le plus doué et le plus reconnu de sa génération. On lui doit alors la magnifique arche du Square Washington et le Madison Square Garden, le deuxième du nom, qui sera détruit en 1925, ainsi que de nombreux hôtels particuliers somptueux que lui commandent les nouveaux riches de cette ère du capitalisme triomphant.



L'architecte Stanford White



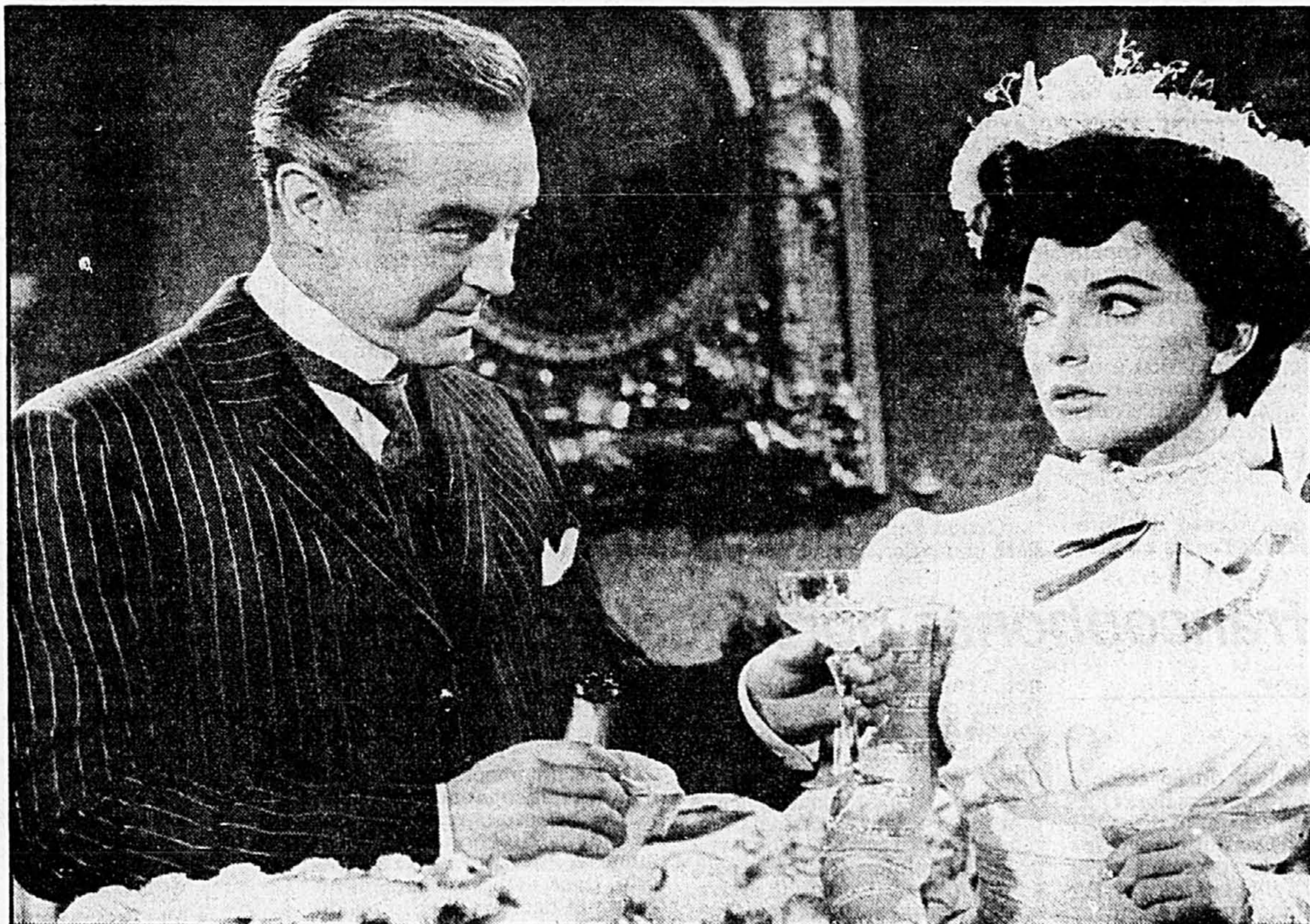
Harry Thaw, héritier d'une fortune colossale.



La très belle Evelyn Nesbitt Thaw



William Travers Jerome



Les deux vedettes du film tiré de l'affaire Thaw: Ray Milland et Joan Collins. Milland joue Stanford White et Joan Collins, Evelyn Nesbitt Thaw.

Son art en a fait un homme riche, il vit sur un grand pied. Il est de toutes les premières, il dîne en ville tous les soirs en compagnie des plus jolies nymphettes de Manhattan. La mère ferme les yeux, le génial Stanford rend Evelyn femme à ses quinze ans et en fait sa maîtresse officielle. Ce Pygmalion la couvre de toilettes et de bijoux, il l'installe avec sa mère dans une luxueuse résidence et l'inscrit dans la meilleure école de New York où sa pupille apprend les bonnes manières.

Le tortionnaire sadique

Elle fréquente les meilleurs salons et y fait en 1901 la connaissance de Harry Thaw qui, à 35 ans, est l'héritier d'une des plus grosses fortunes de l'époque, amassée par son défunt père, à Pittsburgh, dans le charbon, l'acier et les chemins de fer. La famille vaut dans les quarante millions de dollars de l'époque, on parlerait aujourd'hui d'un milliard.

À vingt ans, les poches remplies, il a pris d'assaut New York où l'avait précédé sa réputation de noceur et de tapageur. On ne compte plus ses frasques: ici, il a foncé dans la vitrine d'un grand magasin de Manhattan au volant de sa voiture; là, il a monté à cheval l'escalier du chic Union League Club ou saccagé des restaurants, des bars et des boutiques de luxe. Mais jamais n'a-t-il copié, l'argent des Thaw achetant tous les silences.

Et il dépense sans compter en girls et en prostituées. Comme en cette occasion où il en a reçu plus d'une centaine à dîner dans un restaurant où l'on ne s'en tire pas en bas de 400 \$ le couvert.

Et il a des goûts et des pratiques sexuelles bien particulières. L'actrice Ethel Thomas, par exemple, porte plainte en 1901 pour avoir été battue à coups de fouet par notre dégenéré dans son appartement de Park Avenue. Une fois encore, l'affaire est étouffée.

Une autre le sera encore quand une maquerelle réputée, Susan Merrill, le dénonce aux autorités. Elle loue depuis quelques mois plusieurs chambres de son chic lupanar à Harry qui y reçoit des jeunes filles, pour la plupart de moins de 17 ans, qu'il attire par des annonces dans les journaux leur promettant une audition sur Broadway. Là, il les déshabille, leur attache les mains et les pieds puis les fouette jusqu'au sang ou encore, il les dépose dans la baignoire où il les ébouillante lentement. Il a acheté, estime la plaignante, le silence de pas moins de 200 cents victimes. Mais leurs cris se répercutent dans toute la maison, le client lui fait peur, tout l'argent du monde ne suffirait plus à la faire taire...

En 1903, deux ans après sa première rencontre avec Evelyn, sa passion ne fait que croître. Il la poursuit de ses assiduités, la comble de fleurs et de présents, la guette à l'entrée de sa loge. Il n'a que faire de Stanford White! Il lui fait enfin «la» proposition: si elle l'accompagne en Europe, il la marie au retour...

Elle ne dit pas non mais ces histoires de fouet et de violences l'inquiètent. Il dément: il s'agit de bobards, les riches font des envieux, c'est bien connu. Elle cède et le rejoint à Paris, leur tournée des grands-ducs dure trois mois. Aussitôt de retour, elle se réfugie dans les

bras de White et lui raconte ses nuits d'horreur dans les suites feutrées des palaces quand Harry dégainait son fouet...

C'est là que les Athéniens s'atteignent

Son protecteur l'exhorte à dénoncer son tortionnaire. Elle se rend plutôt auprès de lui, demande réparation et réclame des dommages-intérêts qui l'assureront d'une confortable rente. Harry consent aussitôt, jure de s'amender et la convainc de l'accompagner en Europe où ils pourront repartir à zéro. Mais rien n'y fait, il rechute.

La lune de miel tourne encore au cauchemar, elle rentre seule puis décroche le premier rôle de la comédie musicale *The Girl from Dixie*. Le 24 décembre 1903, bourré de remords et fou d'amour, Harry assiege sa loge et la supplie de le marier. Elle ne dit pas non une fois de plus. Et elle met White au pied du mur: il divorce et la marie ou elle accepte l'offre de Harry. L'architecte ne peut pas abandonner femme et enfants, la gentry new-yorkaise ne lui pardonnerait pas, son carnet de commandes en pâtirait à tout jamais.

Evelyn et Harry convolent en avril 1904. Elle voit encore White et découvre ses infidélités du temps où elle était sa maîtresse en titre. Dépitée, elle en raconte des vertes et des pas mûres à son mari: la chambre aux miroirs du penthouse de son ancien amant, la balançoire de velours rouge qu'il y avait installée pour la voir planer dans le plus simple appareil, sa défloration à l'âge de l'innocence, les parties fines... La jalousie torture ce pauvre Harry qui se

contient à peine. Jusqu'à ce fatidique 25 juin 1906, quand il découvre que sa femme voit encore White...

Le soir même, à la première de *Mamzelle Champagne*, une revue à grand spectacle, celui-ci est assis seul à une table du Winter Garden Theatre, les Thaw y sont aussi. A un moment donné, Harry s'approche le plus simplement du monde, dégage un revolver puis tire à la tête son rival qui s'écroule dans un fracas de verre brisé et de chaises renversées. Harry se penche sur lui et fait feu deux autres fois avant de poser son revolver sur la nappe ensanglantée.

L'affaire fait un boucan de tous les diables et va coûter des millions à la famille Thaw qui met tout en oeuvre pour tirer Harry de sa prison où il fait venir chacun de ses repas chez Delmonico, le plus chic restaurant de Manhattan. Mais les nouvelles sont mauvaises, c'est le fameux et redoutable William Travers Jerome, oncle maternel de Winston Churchill, dont on ne compte plus les victoires, qui va requérir la chaise électrique pour le fils bien-aimé. Il ne mâche pas ses mots: «Certains ont dit et répété que l'argent des Thaw corromperait la Justice de l'Etat de New York. Nous ne le permettrons pas. Cette affaire a laissé derrière elle une trace de scandales et d'ignominies révoltantes. Ce meurtrier n'est qu'un dégénéré vicieux, un criminel lucide». La notion de crime passionnel n'existe pas en droit américain, les Thaw retiennent les services de cinq éminents criminalistes, dont Delphin Delmas, «le Napoléon du Barreau californien».

Harry souffre de Dementia americana

Le procès s'instruit à la fin de janvier 1907, dure quatre longs mois et secoue l'Amérique. La défense plaide l'irresponsabilité et invoque une maladie mentale nouvelle, la Dementia americana, qu'une floppée d'éminents psychiatres expliquent: il s'agit d'une névrose particulière au mâle américain pour qui sa femme est un être sacré, d'où sa malheureuse propension à tuer quiconque l'a profanée. Et l'épouse de l'accusée de témoigner de la perversité de Stanford White en racontant les détails intimes de leur relation.

Le ministère public invite ses experts qui affirment au contraire que l'accusé est parfaitement sain d'esprit, le jury ne s'y retrouve pas et ne peut s'entendre sur un verdict. Il faut tout recommencer. A son second procès, Harry est acquitté pour cause d'aliénation mentale et interné à l'asile de Matteawan.

Sa famille fait des pieds et des mains pour l'en sortir, jusqu'à ce qu'il s'évade chez nous six ans plus tard. Pendant tout ce temps, Evelyn chante et danse, mène grand train et voyage beaucoup. En 1912, sur le paquebot qui la ramène d'Europe, elle croise le producteur de cinéma Joseph Schenck qui la fait tourner dans un film muet inspiré de l'affaire.

Quant à son mari, ramené à l'asile, il y croupit jusqu'en 1915 alors que l'on parvient à le faire reconnaître sain d'esprit par la Cour. Libre, il divorce aussitôt d'Evelyn qui a entre-temps eu un fils qu'elle prétend être le sien: il aurait été conçu lors d'une de ses visites clandestines à l'asile. Le présumé père refuse de reconnaître l'enfant.

Moins d'un an après sa libération, Harry est reconduit à Matteawan après avoir été reconnu coupable d'avoir battu un jeune homme de 19 ans à coups de fouet... Six ans plus tard, en 1922, il est à nouveau relâché.

Harry et Evelyn se retrouvent en 1926 à Atlantic City, la presse évoque un éventuel remariage. Mais il n'en sera rien, il l'abandonne bientôt pour disparaître dans l'anonymat le plus complet et s'éteindre vingt ans plus tard, à Miami, à l'âge de 76 ans.

Quant à elle, son étoile pâlit bien vite sur Broadway. Elle marie un bellâtre, danseur de son métier mais coureur de dots de son état, qui lui coûtera ses économies puis disparaîtra dans la nature. Elle vit d'une maigre pension que lui verse la succession Thaw, deux tentatives de suicide lui méritent des entrefflets dans la presse new-yorkaise. En 1934, elle refait surface avec ses mémoires qui paraissent en feuilleton dans le *Daily News*. Trois ans plus tard, elle tente un retour sur Broadway dans un one-woman show qui fait un four.

Elle gagne la Californie et y survit en peignant des croûtes et en tâtant de la poterie. En 1955, Hollywood lui verse 30000 \$ et raconte son histoire à sa façon dans un éclatant mélodrame qui a des ennus avec la censure, *The Girl in the Red Velvet Swing*. Joan Collins joue le rôle d'Evelyn, Ray Milland celui de Stanford White et le beau Farley Granger, celui de Harry Thaw. Elle déclare à cette occasion à un journaliste: «Stanford White a été assassiné mais j'ai connu un bien pire sort: j'ai vécu». Elle s'en tire en 1967, à l'âge de 82 ans, en laissant dans le deuil son fils Russell à qui elle avait donné le patronyme de Thaw...

DIMANCHE PROCHAIN:
Vois en solitaire

RÉFÉRENDUM 92

Parizeau demande à Bourassa de condamner les responsables des campagnes de peur

NORMAN DELISLE
de la Presse Canadienne
CAP-AUX-MEULES

Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, devrait poser des gestes concrets pour contrer «les campagnes de peur» menées par certaines institutions financières, a proposé hier le chef du Comité du NON, Jacques Parizeau.

Réagissant pour la deuxième journée consécutive au rapport de la Banque Royale, M. Parizeau a rappelé qu'il avait lui-même posé de tels gestes, quelque temps après que le Parti québécois eut pris le pouvoir, en novembre 1976.

«J'ai déjà, à titre de ministre des Finances, été pris avec des institutions financières qui voulaient faire de la politique et nous décrire comme un Cuba du Nord. Je les ai sorties du syndicat d'émission des titres du gouvernement et d'Hydro-Québec», a-t-il raconté.

Il a nommé deux maisons de courtage de New York qui ont subi un tel sort: la First Boston et Solomon Brothers. Toutes deux ont été remplacées par Merrill Lynch.

«Comme il y a beaucoup de concurrence dans les institutions financières, tout le monde se précipite pour prendre la place de celui qui a été mis à la porte. Quand on pose des gestes comme cela à leur égard, c'est fou comme elles deviennent gentilles», a-t-il poursuivi.

Il s'agit d'un geste de fierté élémentaire que le premier ministre Bourassa devrait poser, a réclame M. Parizeau.

Il a rappelé que la Banque Royale détenait des intérêts dans une maison de courtage qui fait affaire avec le Québec, soit Dominion Securities.

«M. Bourassa, qui s'est déjà effondré devant les politiciens canadiens, est en train de s'effondrer devant les intérêts financiers. Il n'a plus d'épine dorsale», a déclaré le chef du NON.

Il veut le texte

Par ailleurs, M. Parizeau a indiqué qu'il cherche un moyen pour que le texte intégral de l'entente constitutionnelle de Charlottetown soit distribué à tous les électeurs du Québec avant la tenue du référendum, le 26 octobre prochain.

Il a avoué avoir une idée à l'esprit pour que cette distribution se fasse, mais il complète ses recherches sur les possibilités de réaliser son projet.

«Tant que je n'ai pas exploré les possibilités, je ne ferai pas de déclaration. Mais il faut aboutir. Ceux qui sont intéressés à avoir le texte ne savent même pas où s'adresser. L'entente doit être accessible à tous», a-t-il dit.

M. Parizeau a rappelé que, pour le vote référendaire du 20 septembre dernier sur l'acceptation du traité de Maastricht, le gouvernement de la France avait fait distribuer le document en litige à

tous les électeurs, de façon à ce qu'ils sachent sur quoi ils se prononçaient.

On croit, dans le camp du NON, que plus le document constitutionnel circule et est lu, plus les gens vont avoir tendance à le rejeter.

Rien pour la pêche

Par ailleurs, M. Parizeau a soutenu qu'il n'y a rien dans l'entente constitutionnelle de Charlottetown pour améliorer le sort des pêcheurs québécois.

Le chef du NON a rappelé qu'une seule section de l'accord constitutionnel parle de la pêche commerciale. C'est l'annexe 6, dans laquelle on a décidé de regrouper les sujets sur lesquels les premiers ministres n'ont pas réussi à s'entendre.

«Il n'y a rien dans l'entente qui concerne l'accès à la zone de pêche des 200 milles. Si le Québec était souverain, il serait plus facile d'avoir accès à cette zone de pêche puisqu'il y aurait alors des quotas disponibles», a rappelé M. Parizeau.

Quant il n'y a pas d'entente entre États souverains sur les quotas, le litige est porté devant les tribunaux internationaux, a signalé le chef du NON. Mais une province ne peut se plaindre à l'intérieur d'un même pays d'une mauvaise attribution des quotas de pêche. «Vous n'êtes nulle part dans ce document constitutionnel», a déclaré M. Parizeau aux pêcheurs madelinots.

Le dirigeant du NON en a également profité pour se moquer du député libéral des Îles-de-la-Madeleine, Georges Farrah, longtemps identifié à l'aile nationaliste du PLQ, mais qui en bout de ligne s'est sagement rangé dans le camp du OUI, derrière son chef.

M. Farrah avait déclaré plus tôt cette semaine, devant ses commentants, qu'un NON pourrait réduire la qualité de vie des Madelinots.

«Nous, on l'assure qu'au lendemain d'un NON il pourra prendre son petit-déjeuner d'oeufs et de bacon. On ira le lui servir nous-mêmes», a ironisé M. Parizeau.

Quant à Jean Campeau, il a rappelé que l'Association libérale des Îles-de-la-Madeleine avait présenté un mémoire étoffé devant la Commission Bélanger-Campeau. Elle réclamait des pouvoirs accrus pour le Québec en matière de pêche commerciale, requête qui était appuyée par le député Farrah.

«L'effondrement en politique n'est jamais un geste payant», a lancé M. Parizeau à l'endroit du député local.

La tournée du camp du NON se poursuit en Gaspésie, aujourd'hui, mais sous la direction du vice-président du comité, Lucien Bouchard. Le président Jacques Parizeau, pour sa part, fait relâche au plan national, afin de mener la lutte dans le comté de l'Assemblée nationale.

Sondages négatifs: Chrétien espère un revirement

Presse Canadienne
TORONTO

Le chef du Parti libéral fédéral, Jean Chrétien, a reconnu hier

qu'il était déçu par les sondages suggérant un appui grandissant pour le NON, soutenant toutefois qu'il avait déjà vu, auparavant, les votants changer d'avis.

Un sondage effectué cette semaine auprès de 1500 Canadiens indique que 36 p. cent des répondants sont opposés à l'accord, 36 p. cent en faveur et 28 p. cent sont indécis. Quand l'entente a été conclue, le mois dernier, 58 p. cent des gens prévoient voter OUI et 25 p. cent NON.

Mais le référendum de 1980 sur la souveraineté «a changé de cap dans les deux dernières semaines, alors je ne perds pas mon sang-froid», a déclaré M. Chrétien dans un discours à l'occasion de la réunion annuelle du Parti libéral de l'Ontario.

L'homme politique a cependant ajouté que les résultats du sondage Angus Reid pourraient inciter la campagne du OUI à adopter une nouvelle approche.

Il a incité la population à oublier «les flots de paroles» et de se rappeler que la véritable question du référendum est de savoir si les Québécois veulent du Canada et si le Canada veut du Québec.

L'échec de l'Accord de libre-échange quant à l'accès au mar-



C'est devant une immense feuille d'érable que Jean Chrétien s'est adressé hier aux libéraux ontariens.

PHOTO PC

ché américain nuit à beaucoup de secteurs comme celui de l'acier, a-t-il ajouté. Et les États-Unis ne vont pas admettre leurs propres subventions pour procurer de l'eau bon marché aux agriculteurs de la Californie, par exemple.

«Quand j'ai rencontré George Bush en février, c'est ce que je lui

ai dit. Je ne me suis pas rendu là à genoux. Mon rêve n'est pas d'aller à la pêche avec le président des États-Unis, car je ne veux pas avoir l'air du poisson», a conclu le chef du Parti libéral du Canada, faisant référence au voyage de pêche du premier ministre Brian Mulroney avec M. Bush, en août dernier.

Les francophones hors Québec divisés

Presse Canadienne
QUÉBEC

Le référendum du 26 octobre divise les francophones hors Québec. Comment, en effet, dire OUI à l'entente de Charlottetown sans froisser le Québec ou comment le rejeter sans aliéner Ottawa? Tel est le dilemme, selon le président du Conseil de la vie française en Amérique, M. Martin Légère, de Caraque, au Nouveau-Brunswick.

Le Conseil organisait, hier à Québec, une journée d'étude sur le développement communautaire et économique des communautés francophones à l'ouest du Québec. Une cinquantaine de personnes prenaient part à la rencontre.

Créé en 1937 pour assurer la conservation de l'héritage français en Amérique — y compris en Louisiane — le Conseil a été à l'origine de la création de la plupart des organismes de promotion des intérêts des francophones du continent.

«Pour les membres des minorités, l'accord de Charlottetown est un cadeau du ciel, en ce sens qu'il répond à plusieurs de nos revendications et qu'il nous reconnaît des droits dans plusieurs domai-

nes, a commenté M. Légère. Mais j'avoue que nous sommes un peu coincés, parce que le Québec est aussi membre de notre association.»

Le Conseil n'a toujours pas pris position en tant qu'association, rappelle M. Légère. «Nous respectons l'opinion des Québécois, a-t-il souligné. Quoiqu'il arrive, nous resterons rattachés au Québec. Mais pensez-vous que si on se prononce pour le NON le Secrétariat d'État va nous regarder d'un bon oeil?»

Comme le soulignait en entrevue le président du Conseil, la contribution du Secrétariat d'État est indispensable à la survie des communautés francophones hors Québec.

Pas de chantage?

M. Légère n'y voit pas pour autant une menace constante ou un moyen, pour le fédéral, de faire du chantage. «Les Acadiens du Nouveau-Brunswick sont peut-être les moins menacés, dit-il.

mais il faut penser à l'ensemble des minorités francophones. Alors, nous allons être très prudents.»

Lors d'un panel sur le quotidien des francophones hors Québec, les personnes ressources ont parlé de la situation des francophones à Prescott-Russell, en Ontario, dans l'Ouest canadien, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Aucun des conférenciers invités n'a évoqué le référendum d'octobre, mais les allusions étaient nombreuses. L'association de Prescott-Russell, une enclave de 67 000 habitants francophone à 70 p. cent située à 45 km d'Ottawa, vient pourtant de se prononcer en faveur du NON, ce qui a créé des remous au sein de l'Association canadienne-française de l'Ontario.

Il ressort de discussions d'hier que les francophones hors Québec ont encore le goût de se battre pour obtenir le contrôle de leur système d'éducation et pour se donner les leviers économiques qui assureront leur avenir.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHEQUES

IERE, 26, balance de vente. M. André 597-9700

A I IERE, 2e, balance vente/ notaire Laberge Jour, soir 729-4332

PREMIERE et 2e hypothèque, résidence, commerciale, industriel, Densol Mortgage 342-1356.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A VENDRE terre noire, sur place, région Val-David. 668-4652.

AUBAINE! Équipement de pâtisserie et cuisine chaudière disponibles. Châssis, tables et congélateurs. Salle de plonge. Entrepôt. Possibilité d'occuper 7 000 ou 14 000 pi car (1 000 pi car, de bureaux). Loyer avantageux. 5477 rue Clabon, Mt. Léo. Jour: 842-0243, soir: 984-5632.

DOMAINE 11 chalets dont maison privée. Site merveilleux, bordure rivière. Idéal club privé, ski, golf, etc. pour golf. A St-Roch de L'Ascension, 225,000\$. 588-6141

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

CONCESSION AEROPORT Toronto: assise 150,000\$. Aucun employé nécessaire. Financement disponible. 442-9414, fax: 398-9877

GOVERNEMENT, prêts et subventions, petites entreprises nouvelles/existants, 728-0394 local 94.

RECHERCHE entrepreneur électricien avec clientèle établie pour s'associer à notre entreprise spécialisée en électricité et contrôle. But recherche: augmentation du chiffre d'affaires par la diminution des coûts inhérents des deux parties et qualification de l'entreprise. Contacter Robert Letourneau, (418) 623-7207, soir.

715 SERVICES FINANCIERS

DISPONIBLES prêts commerciaux. Financement. Confidentiel.

PRETS Industriels et comm. 100 000 \$ +. SOFINCO 935-0935.

718 ARGENT DEMANDE

AI BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4332.

ATTENTION! Cherche prêteur hypothécaire pour bâtisse à terrain commercial-industriel en bordure autoroute, en opération depuis 10 ans avec bail long terme, hypothèque actuelle 650 000 \$, 15% l'an. Cherche prêteur pour refinancement seulement à un taux raisonnable. Jour: (819) 844-7201 Soir: (819) 542-2710

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS. 285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-5013

ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

La campagne aujourd'hui

LES VEDETTES

À 14 h, le premier ministre Robert Bourassa lancera officiellement la campagne du OUI à l'hôtel Leows de Concorde, de Québec.

M. Jacques Parizeau lancera quant à lui la campagne du NON dans son comté, l'Assomption. Louis LaBerge, président du NON dans ce comté, sera à ses côtés (13 h, 1124 Iberville, Repentigny).

À MONTRÉAL

Congrès du Parti Égalité, qui doit prendre officiellement position. Diront-ils OUI, comme leur chef?

Le Syndicat canadien des postiers (SPC-FTQ) prend position.

Jean Campeau parlera aux jeunes pour le NON, à l'Uqam, à 16 h. Un rassemblement d'associations étudiantes se prononcera pour le NON par la même occasion.

IOTOPIER92

NUMÉRO GAGNANT DU TIRAGE DU 24 septembre 1992

B45632



PLUS DE 3 000 POINTS OFFERTS, CETTE SEMAINE, DANS La Presse

CLUB Multipoints

Si vous êtes membre du CLUB, entrez le code suivant:

63947119

Sinon, composez, à Montréal, le

251-8688

ou, sans frais, le

1 800 563-8688.

350 ANS

27 SEPT.
AU CALENDRIER
AUJOURD'HUI



EN COLLABORATION AVEC

La Presse

MONTRÉAL fête

Renseignements: (514) 872-7292

arts et spectacles

Le Japon fête Montréal
Théâtre Nô - Sur réservation (places limitées) (514) 872-7954

Cirque magique des clowns
Centre communautaire Lajeunesse (514) 272-3633 Sur réservation Jusqu'à 12 oct.

Festival international de nouvelle danse
Du 29 sept. au 10 oct. Rens. (514) 525-1500

Salut Montréal!
Saint-Michel, un quartier en ébullition
École secondaire Louis-Joseph-Papineau - 14h à 17h (514) 722-8721

animation

IRCM - «Portes ouvertes», 25 ans de rayonnement scientifique international
Institut de recherches cliniques de Montréal (514) 987-5509

VII^e championnat du monde de boxe olympique
Complexe sportif Claude-Robillard (514) 252-3047 Jusqu'à 4 oct.

Hôtels particuliers de McGill
Visite auto-guidée et exposition Université McGill: cartes-guides au Marché Bonsecours (514) 398-4743 Jusqu'à 12 oct.

L'héritage
Parc Mandala (514) 733-8323 Jusqu'à 12 oct.

Parcours historique Pointe-aux-Trembles
Départ: Vieux-Moulin P.A.T. (514) 645-8035 Jusqu'à 12 oct.

Patrimoine en marche
Circuits historiques dans les quartiers Brochures disponibles au Marché Bonsecours (514) 842-6678 Jusqu'à 12 oct.

Visite à pied du Vieux-Montréal
Brochures disponibles au Marché Bonsecours (514) 872-7292 Jusqu'à 12 oct.

expositions

Les enfants de Montréal
Maison de la culture N.D.G. (514) 872-2157

Transit 92
Vieux-Port, Navire Fort Saint-Louis (514) 849-3500 Jusqu'à 12 oct.

À la Maison du Meunier, une vision d'hier, de maintenant et d'avenir
Maison du Meunier - 12h à 17h (514) 872-5913 Jusqu'à 4 oct.

Biodôme
Parc olympique (Métro Viau) (514) 872-3034

De l'autre côté de la montagne
Exposition sur l'histoire du développement de C.D.N. Maison de la culture C.D.N. et les rues du quartier (514) 488-5643 Jusqu'à 12 oct.

De la Grèce à Montréal
Centre Interculturel Strathairn (514) 253-2031 Jusqu'à 30 sept.

Expotec / Imax
Vieux-Port, jetée King Edward (514) 496-IMAX Jusqu'à 10 oct.

Fortin, le peintre de Montréal
Musée Marc-Aurèle Fortin (514) 845-6103

L'École de Montréal «Premier volet»
Maison de la culture Plateau Mont-Royal (514) 872-2266 Jusqu'à 11 oct.

Les 200 ans de l'église protestante à Montréal
Églises St-Jean / Erskine and American United (514) 849-3286 Jusqu'à 12 oct.

Les Cent jours d'art contemporain de Montréal 1992
Le CIAC aux Galeries du Parc (514) 288-0811

Les Latino-Américains saluent Montréal
Complexe Guy-Favreau (514) 948-4466

Mes Petites Patries, la nuit
Maison de la culture Rosemont-Petite Patrie (514) 872-1730 Jusqu'à 4 oct.

Mission Montréal
Musée David M. Stewart, Île Sainte-Hélène (514) 861-6701 Jusqu'à 12 oct.

Montréal, carrefour d'échange et de commerce
Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Enfants moins de 12 ans: entrée gratuite (514) 872-9150

Regards sur un paysage industriel: Le Canal de Lachine
Centre Canadien d'Architecture (514) 939-7026

Points de vue
Centre de la montagne, Parc du Mont-Royal (514) 844-4928 Jusqu'à 12 oct.

Montréal, une histoire à suivre
Exposition-événement Musée David M. Stewart, musée du Château Ramezay, musée McCord et Marché Bonsecours (514) 872-7292 Jusqu'à 12 oct.

Montréal, ses gouverneurs, ses maires
Édifice Cormier (514) 729-8366 Jusqu'à 4 oct.

Montréal, ville de cinéma
Cinéma québécoise Musée du cinéma - 12h à 22h (514) 842-9763 Jusqu'à 4 oct.

Montréal, ville fortifiée au XVIII^e siècle
Centre Canadien d'Architecture (514) 939-7026

Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal
201, av. des Pins O. (514) 849-2919

Nouveaux territoires: 350 / 500 ans après, volet Québec-Mexique
Centre Interculturel Strathairn (514) 982-6874 Jusqu'à 10 oct.

Place aux Montréalais!
Centre d'histoire de Montréal (514) 872-3207 Jusqu'à 12 oct.

Tur Malka: deux siècles d'histoire juive à Montréal
Maison de la Culture Mercier (514) 931-7531 Jusqu'à 12 oct.

Rome, 1000 ans de civilisation
Palais de la civilisation (514) 872-4560 Jusqu'à 12 oct.

Marché Bonsecours
Le marché public de la culture 350, rue St-Paul Est

Entrez-y voir des expositions: «Montréal, une histoire à suivre»; «La CEPGM à les portes ouvertes sur Montréal»; «Kahsvenhtha»; «Racines du futur»; «À mille lieux»;

Entrez-y vous offrir de petits plaisirs: au café-terrasse et à la boutique-souvenirs;

Entrée gratuite tous les jours de 10h à 18h

Expositions permanentes: relâche les mardis. Rens. (514) 872-7292

...ET BIEN D'AUTRES ENCORE! RENSEIGNEMENTS: (514) 872-7292

à ne pas manquer

Nouveau parcours de l'art canadien (1790-1960)

Un parcours exceptionnel aux couleurs d'une quarantaine d'artistes... en grande partie Montréalais. Un parcours étonnant où vous y rencontrez entre autres des oeuvres du sculpteur Alfred Laliberté et des peintres Paul-Émile Borduas et James Wilson Morrice. Musée des Beaux-Arts, Pav. Benajah Gibb (514) 285-1600 DERNIÈRE JOURNÉE

Activité gratuite
Pour de plus amples renseignements, consultez le calendrier officiel. Sujet à changements sans préavis.

Activité vedette

LES GRANDS PARTENAIRES



EN COLLABORATION AVEC



Avenue ERNEST-LAVIGNE

...et la belle époque du parc Sohmer

DIANE ARCHAMBAULT-MALOUIN
collaboration spéciale



Ernest Lavigne

À compter de 1885, le nom d'Ernest Lavigne (1851-1909) évoque pour les Montréalais les belles soirées estivales que ce chef d'orchestre leur fait passer. C'est en effet cette année-là que cet ancien cornettiste met sur pied un groupe de musiciens qui prend le nom de «Bande de la Cité». L'ensemble se produit d'abord au jardin Viger comme on nomme alors le magnifique parc planté d'arbres où l'on entretient des serres et présente des concours horticoles. Ce jardin Viger a en quelque sorte pris la relève du jardin Guibault dans le cœur des citadins en quête d'un lieu de loisirs.

En 1889, Ernest Lavigne veut pousser plus loin le divertissement populaire: il loue un résidentiel située au milieu d'un grand terrain entre les rues actuellement connues sous le nom de Plessis, Notre-Dame et Panet. En mai, il inaugure ce parc qu'il nomme Sohmer, du nom d'un fabricant de pianos dont il fait la vente avec son associé Louis-Joseph Lajoie.

LE MONTRÉAL TOPONYMIQUE

On y offre, en plein air des concerts, des expositions et des spectacles de toutes sortes. Les enfants s'y pressent dans des manèges et les adultes peuvent même y applaudir les «hommes forts» qui sont des héros. Le succès est tel qu'en 1893, on construit un vaste pavillon où l'on peut accueillir 7000 personnes et ainsi poursuivre les spectacles durant la saison froide. Avant même le décès du chef d'orchestre qui était devenu l'âme du lieu, le parc avait commencé à présenter en supplément de programme des projections cinématographiques, bénéficiant des services d'Ernest Ouimet qui ouvrit son premier cinéma le 31 août 1907. Deux ans plus tard, Ernest Lavigne s'éteint, et son ancien éclairagiste devenu réalisateur de films fixera sur la pellicule les obsèques de ce chef d'orchestre, compositeur et homme d'affaires.

Pendant dix ans, les Montréalais continuent d'applaudir l'orchestre d'Ernest Lavigne sous les baguettes successives de Xavier Larose, J.-J. Goulet, Van der Meersch et J.-J. Gagnier, jusqu'à ce qu'un incendie condamne le parc Sohmer, le 24 mars 1919.

De 1929 à 1967, le parc est utilisé comme terrain de jeux, grâce à un legs de l'avocat Charles-S. Campbell. Quant à Ernest Lavigne, son nom apparaît dans la toponymie montréalaise en même temps que ceux de deux autres compositeurs montréalais, Rodolphe Mathieu et Guillaume Couture. Depuis le 12 décembre 1962, trois avenues près du boulevard Langelier, au sud de la rue Beaubien, rappellent le rôle de la musique dans l'histoire de notre ville.

Historienne de l'art et de l'architecture, détentrice d'une maîtrise en études des arts de l'UCAM, Diane Archambault-Malouin vient de compléter une recherche sur la toponymie montréalaise.

Sources: Archives de la Ville de Montréal; Georges-F. Séguin, *Bulletin d'information* no 7, Montréal, Service d'Urbanisme, 1971; Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, *Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1986; *Encyclopédie de la musique au Canada*, Montréal, éditions Fides, 1983.



ÉPHÉMÉRIDE MONTRÉLAISE

C'est arrivé un 27 septembre

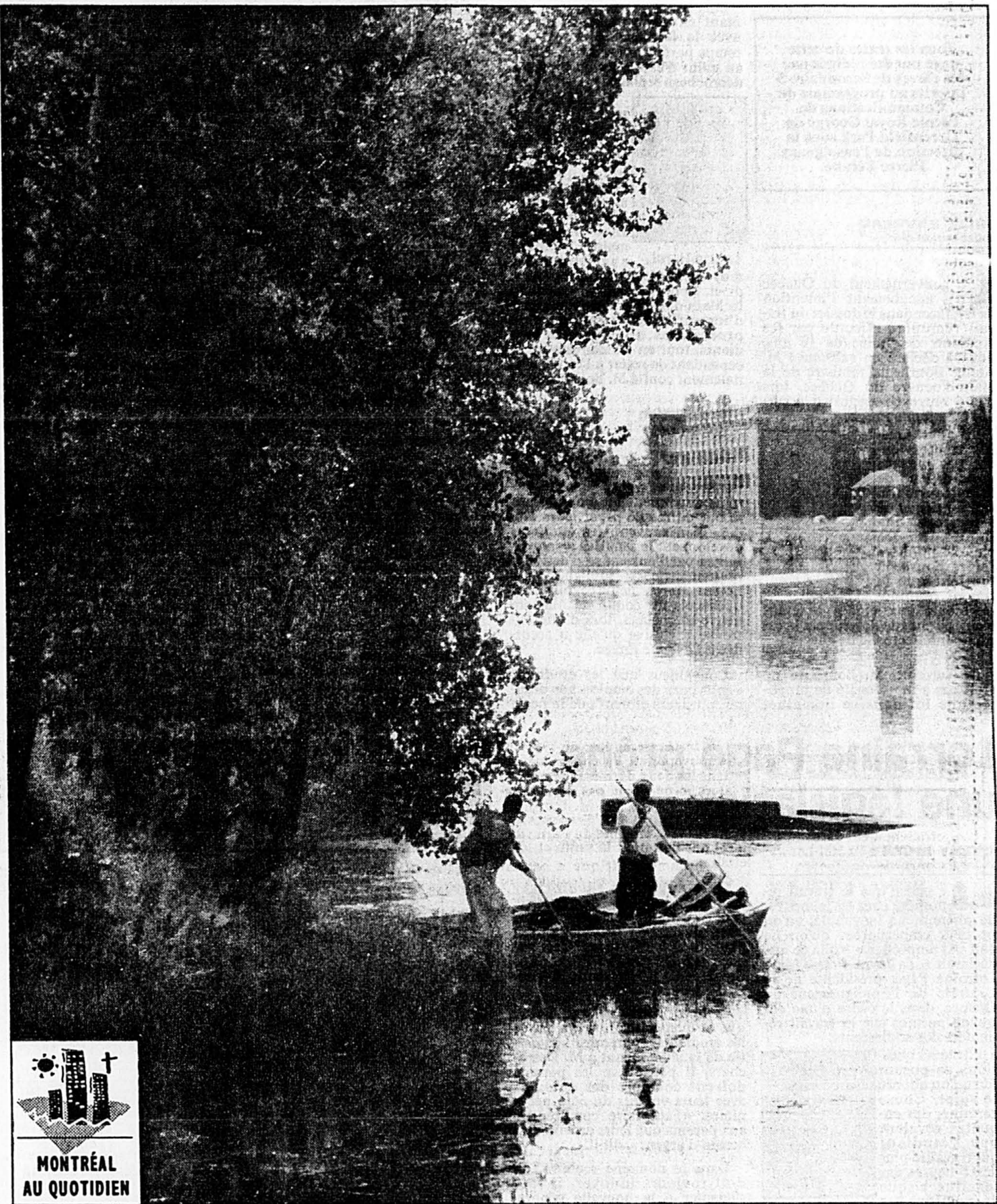
- 1893 — Lord Aberdeen, gouverneur général du Canada, procède à l'inauguration de l'édifice du Board of Trade.
- 1908 — Devant une assistance de 4000 personnes, le coureur automobile Walter Christie établit un nouveau record du monde au parc de Lorimier, en franchissant le mille en deux minutes et dix secondes, soit une vitesse de 27,7 milles à l'heure.
- 1913 — Mgr Paul Bruchési procède à la bénédiction et à la pose de la pierre angulaire du nouvel hôpital Sainte-Justine, rue Saint-Denis. (L'édifice actuel du

- chemin de la Côte-Sainte-Catherine a été inauguré en 1957).
- 1916 — Le duc de Connaught, gouverneur général du Canada, assiste à la pose de la dernière pierre du nouveau quai Victoria du port de Montréal.
- 1934 — L'Institut neurologique de l'Université McGill est inauguré officiellement.
- 1949 — Les Royaux de Montréal, de la ligue Internationale de baseball, gagnent la coupe des Gouverneurs pour la troisième année consécutive.



On ratisse le canal de Lachine

Même si le canal de Lachine n'est plus utilisé depuis plus de 30 ans par les gros navires qui empruntent plutôt la Voie maritime du Saint-Laurent, des ouvriers à bord d'une embarcation le ratissent régulièrement afin de ramasser les ordures qu'on y jette négligemment. Et n'allez surtout pas croire qu'on n'y trouve que des carcasses rouillées de voitures volées. Quand il a pris cette photo à proximité de l'avenue Atwater, notre collègue Paul-Henri Talbot a vu un des ouvriers qui ratissaient le fond du canal avec sa gaffe en tirer un sac vert bien rempli d'ordures, du genre qu'on devrait normalement laisser devant sa porte. Il ne faudrait quand même pas que le canal de Lachine devienne un égout à ciel ouvert...



Le petit noble de la rue Saint...



HÉLÈNE-ANDRÉE BIZIER JACQUES LACOURSÈRE
collaboration spéciale

La ville de Montréal a cache et cache encore on ne sait combien de malheurs. Quelques-uns, heureusement, ont une bonne fin. Comme celui que racontait dans *La Patrie*, en 1891, Robert Darry, plus connue sous le pseudonyme de François.

C'était au mois de novembre. Un médecin de la rue de Bleury est appelé auprès d'un malade de la rue Saint... Il savait fort bien que, dans ce quartier de la ville, et surtout dans cette ruelle où il se rendait, il n'y avait que de «très petites maisons habitées généralement par des gens de la plus grande pauvreté».

Le malade reposait dans un lit installé dans la partie arrière du taudis. Auprès de lui, une femme tenait à la main une lampe, l'unique lumière de la maison. Elle était accompagnée d'un petit garçon. Rapidement, le médecin se rendit compte que son malade souffrait de la consomption et que son état était désespéré. «Eh bien, docteur, demande l'homme, comment me trouvez-vous?»

Le médecin n'eut pas le courage de détruire tout d'un coup ses espérances de guérison. Il répondit de façon évasive, puis il demanda à la femme de venir à son cabinet chercher des remèdes.

Peu après, la femme se présenta à son bureau. Le médecin l'avertit que son mari n'avait plus que peu de temps à vivre. Avant qu'elle ne parte, il lui demanda son nom. «Mon mari est Watson. Mon mari est anglais et moi, canadienne-française».

La semaine suivante, dans sa tournée habituelle, le médecin s'arrêta chez les Watson. Il trouva le malade assis dans la cuisine près du poêle. Pour la première fois, il remarqua que «Watson, malgré sa maigreur excessive, était un assez beau garçon, aux

grands yeux bleus et aux cheveux châtain. Sa manière de s'exprimer, comme son air distingué, décelait une éducation que l'on rencontre difficilement dans de pareils milieux». Une conversation des plus animées s'engagea alors entre le médecin et son malade. Londres, l'abbaye de Westminster, le quartier de Hyde Park, tous les lieux les plus importants de la capitale britannique furent l'objet de leurs propos. Watson connaissait les endroits les plus huppés.

Le médecin laissa son patient le visage épanoui par leur entretien, «convaincu que cet homme d'une intelligence si cultivée ne pouvait pas être un simple ouvrier». «Décidément, se dit-il, il y a mystère là-dessous.»

Malgré le premier diagnostic du médecin, le malade continuait à vivre. Péniblement certes, mais

il vivait! Un soir que la femme de Watson venait chercher les remèdes ordinaires pour son mari, le médecin se rendit compte qu'elle hésitait avant de partir, comme si elle voulait demander quelque chose, mais qu'elle n'osait le faire. «C'est que, dit-elle, mon mari m'a fait promettre de vous demander quelques feuilles de papier à lettre et des enveloppes...»

Le lendemain, le médecin trouva son malade à la dernière extrémité. Cependant, il avait eu le temps de dicter à sa femme une lettre qu'il avait réussi à signer, au prix de pénibles efforts. Deux jours plus tard, lors de sa tournée de visites, le médecin croisa le cortège funèbre. Seulement quelques pauvres ouvriers et la veuve le suivaient.

Les mois passèrent. Un jour, le médecin fut appelé dans un orphelinat de la ville où un jeune enfant venait d'être atteint de la rougeole. Le cas était grave, mais le docteur réussit à guérir le malade. Ce dernier, d'un air sérieux, déclara à celui qui venait de lui sauver la vie: «Je vous suis reconnaissant, docteur, bien reconnaissant pour toutes vos bontés pour moi durant ma maladie».

«C'est un enfant à part des autres, confia alors la surveillante au médecin. Il est d'une réserve inaccoutumée à cet âge, et se mêle rarement à ses compagnons qu'il semble plutôt éviter. Son père est mort l'an dernier... A propos, docteur, vous vous rappelez cet homme qui demeurait dans la rue Saint...?»

La religieuse ajouta que la mère de l'enfant occupait une chambre dans le faubourg Saint-Jean-Baptiste et qu'elle venait de temps à autre rendre visite à son garçon.

À quelque temps de là, un vieillard aux cheveux blancs se présenta à l'orphelinat et demanda à voir la supérieure de l'institution. Pour sa première visite, il se contenta de visiter l'établissement et il remit un chèque dans la main de la religieuse avant de quitter l'endroit. Il revint le lendemain et déclara à la supérieure: «J'ai tout lieu de croire que vous avez dans votre établissement un orphelin du nom de Watson. Thomas Watson, je crois.» — «Thomas Watson? répéta la sœur; oui, nous avons un enfant de ce nom. Pour plus de sûreté, nous allons consulter le registre».

Effectivement, le jeune orphe-

lin était bien Thomas Watson. Le vieillard, qui était, on l'avait deviné, le grand-père de l'enfant, demanda à la religieuse: «Quelle sorte de femme est la mère?» — «C'est une excellente personne, répondit la sœur. Son mari était un ivrogne et un bien mauvais sujet qu'elle a nourri longtemps du fruit de son travail. Il est mort d'une maladie de consomption, amenée sans doute par suite de cet excès; il s'est repenti amèrement de sa conduite passée et sa mort fut vraiment édifiante.»

La supérieure apprit alors que le père de l'enfant appartenait à une haute famille de l'Angleterre et qu'il s'était enfui en Amérique pour cacher sa mauvaise conduite.

Sir James Watson venait donc réclamer son petit-fils, «Little lord Fausleroy». Il voulait le ramener avec lui en Angleterre pour lui donner une éducation digne de son rang... Quant à la mère, elle se remarqua avec un brave ouvrier du faubourg Saint-Jean-Baptiste. Elle vécut plus à l'aise grâce à la pension que lui versa le père de son mari...

Hélène-Andrée Bizier et Jacques Lacoursière sont deux des principaux spécialistes de l'histoire du Canada.

La Jeune Presse

Travail étudiant rémunéré: Québec n'interviendra pas

Tous les textes de cette page ont été rédigés par des élèves de Secondaire 5 inscrits au programme de Communications de l'école Royal George de Greenfield Park sous la direction de l'enseignant Pierre Bérubé.

JULIE FAVREAU
collaboration spéciale

Le gouvernement du Québec n'a aucunement l'intention de légiférer dans le dossier du travail rémunéré effectué par les étudiants de moins de 18 ans, nous a déclaré en substance M. André Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre du Québec, lors d'une entrevue exclusive accordée à *La Jeune Presse*.

En effet, Québec n'interviendra pas puisque «cela dépend de l'ampleur du travail ainsi que de l'étudiant», souligne-t-il. De plus, le ministre André Bourbeau soutient que le travail rémunéré, ajouté aux études à temps plein, permet de développer la capacité intellectuelle de chacun.



André Bourbeau

De surcroît, M. Bourbeau ne croit pas à la nécessité de proposer une loi dans ce domaine,

étant entièrement en désaccord avec le fait que les emplois à temps partiel nuisent aux études au point d'expliquer en partie le décrochage scolaire.



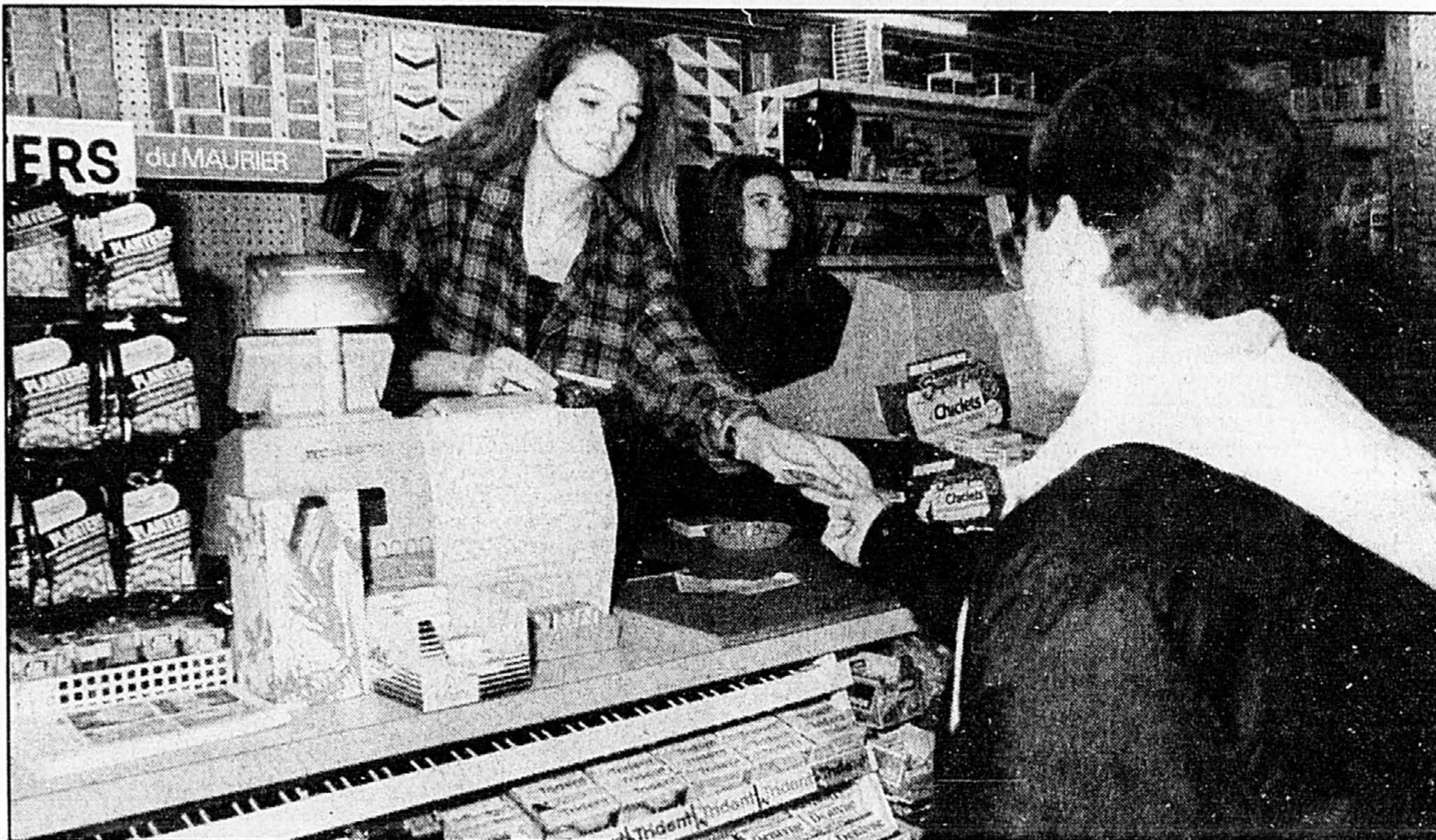
Louise Harel

Contrairement à cette affirmation, le ministre de la Main-d'œuvre trouve que cette activité économique permet aux adolescents de se prendre en main. «Donnons aux jeunes les moyens de devenir autonomes», dit-il. Après tout, le ministère de la Main-d'œuvre a pour mandat d'identifier les possibilités de professions offertes aux étudiants, tout en les convainquant cependant de rester à l'école, a finalement confié M. Bourbeau.

Exploitation des jeunes?

«Ce n'est guère une solution d'interdire aux jeunes de combiner études et travail puisque certains détiennent un emploi dans le but ultime de payer leurs études. Bien souvent, les étudiants développent le sens des responsabilités par l'entremise d'activités rémunérées», souligne Mme Louise Harel, députée du Parti québécois du comté de Maison-Neuve-Hochelaga, lors d'une entrevue exclusive qu'elle a accordée à *La Jeune Presse*.

Convaincus que les étudiants «enlèvent» des emplois aux adultes, plusieurs croient que le nom-



Le ministre Bourbeau est entièrement en désaccord avec le fait que les emplois à temps partiel nuisent aux études au point d'expliquer en partie le décrochage scolaire.

bre de gens bénéficiant de l'aide sociale serait moindre si les «supposés voleurs de job» laissaient leur place à ceux qui en ont réellement besoin.

«Je suis contre cette affirmation puisque ces jeunes sont souvent les premiers à accepter les emplois au salaire minimum», précise Mme Harel. Il va de soi qu'un homme, ne pouvant subvenir aux besoins fondamentaux de sa famille avec un revenu de la sorte, préférera un emploi à gains élevés. Cependant, «les adolescents travailleurs ne doivent pas être exploités et ont droit à une

redevance égale à celle des adultes s'ils exercent le même genre d'emploi», affirme Mme Harel. Alors, pourquoi se plaindre? La députée du Parti québécois rappelle que si les jeunes ne travaillaient pas, «les risques qu'ils décrochent augmenteraient puisqu'ils n'auraient pratiquement aucune activité pour se divertir, se changer les idées». Pour la majorité des adolescents, se sentir important les encourage à vouloir découvrir ce que la société a à leur offrir.

«Les heures supplémentaires non payées, les jours fériés, les va-

cances, voilà les plaintes les plus courantes que nous adressent les jeunes salariés de 15 à 18 ans», nous a déclaré M. Blaise Pouliot. En 1990-91, la Commission des normes de travail a recensé plus de 23 000 plaintes, dont 5,6 p. cent provenaient de travailleurs adolescents, œuvrant surtout dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration. Il n'y a donc pas que les adultes qui se plaignent!

«Et c'est pour cela que la Commission des normes de travail fait des interventions auprès des jeunes dans les écoles, les avertissant

et les préparant à ce qui les attend sur le marché du travail», de conclure M. Pouliot.

Alterner à la fois études et travail, ce n'est pas si sorcier après tout! Plusieurs occupent présentement un emploi les fins de semaine. Se divertir en amassant quelques économies fait en soi une nette différence. Tout compte fait, les jeunes sont encouragés par ce que le monde du travail a à leur offrir. Mais, ATTENTION, ne négligez pas vos études!

Avec la collaboration de Karine BERNIER

Lorraine Pagé prône une législation

CATHY MOREL
collaboration spéciale

«Je pense que le travail rémunéré chez les jeunes est un phénomène inévitable, qu'on ne peut empêcher et qu'on ne doit pas empêcher.» Voilà ce que déclarait à *La Jeune Presse* Mme Lorraine Pagé, présidente de la Centrale de l'Enseignement du Québec, dans le cadre d'une entrevue portant sur le travail rémunéré des adolescents.

Plusieurs questions se posent lorsqu'on aborde le sujet. Chose certaine, des enquêtes révèlent que l'étudiant qui travaille plus de 15 heures par semaine risque de négliger ses études, sa concentration en est réduite, les travaux ne sont pas remis à temps, il s'absente même de l'école.

D'après Mme Pagé, les étudiants cherchent à travailler pour devenir autonomes et subvenir à certains de leurs besoins. D'autres, parce que la pauvreté frappe à leurs portes. Quant aux plus jeunes, ils aspirent à des choses plus superficielles comme l'achat de jeux électroniques.

Selon M. Jean-Guy Desrochers, professeur de français en cinquième secondaire à l'école Royal George, les étudiants réussissent souvent moins bien lorsqu'ils combinent le travail et les études.

Le travail rémunéré crée alors une interférence. «Un travail dans la vie, c'est suffisant», soutient M. Desrochers. Il poursuit en disant que travailler trop «ce

n'est pas bon pour la santé et les études.»

Mais comment revaloriser l'école? L'attitude des parents peut être un moyen très efficace pour encourager les étudiants à poursuivre leurs études. Mais encore faut-il essayer de rendre l'école plus intéressante, respecter les jeunes, les aider.

Comme le disait Mme Pagé: «Je ne pense qu'on doit payer les étudiants, apprendre fait partie de la vie.» Quant à M. Desrochers, il pense que les parents doivent conclure des ententes avec leurs enfants du côté pécuniaire. «Faut faire comprendre aux parents que leurs enfants ont besoin d'argent», dit-il.

Dans le domaine scolaire, on doit toujours innover, il faut s'adapter à la nouvelle génération. Mais une chose demeure, l'école restera toujours l'école. Le décrochage est souvent dû à la conciliation des études au travail. Cependant, il ne faut quand même pas généraliser. Selon Lorraine Pagé, le gouvernement devrait limiter le travail de nuit qui, à son avis, est plus nocif. Il faudrait aussi arriver à persuader les employeurs de ne pas engager d'étudiants à plus de 15 heures par semaine.

Quoi qu'il en soit, le ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, rendra publics début décembre les résultats d'un sondage réalisé auprès d'étudiants sur le sujet. A ce moment-là, vous serez en mesure de juger par vous-même des conséquences du travail rémunéré sur les études.

Avec la collaboration de Nancy FOURNIER et Louis-Philippe DAVID

Le décrochage: un problème insurmontable?

NANCY CORIATY
collaboration spéciale

«Tôt ou tard, un décrocheur prend conscience de l'importance de l'école», déclare Bruno Blanchard, un jeune homme de 18 ans qui a décroché il y a presque trois ans.

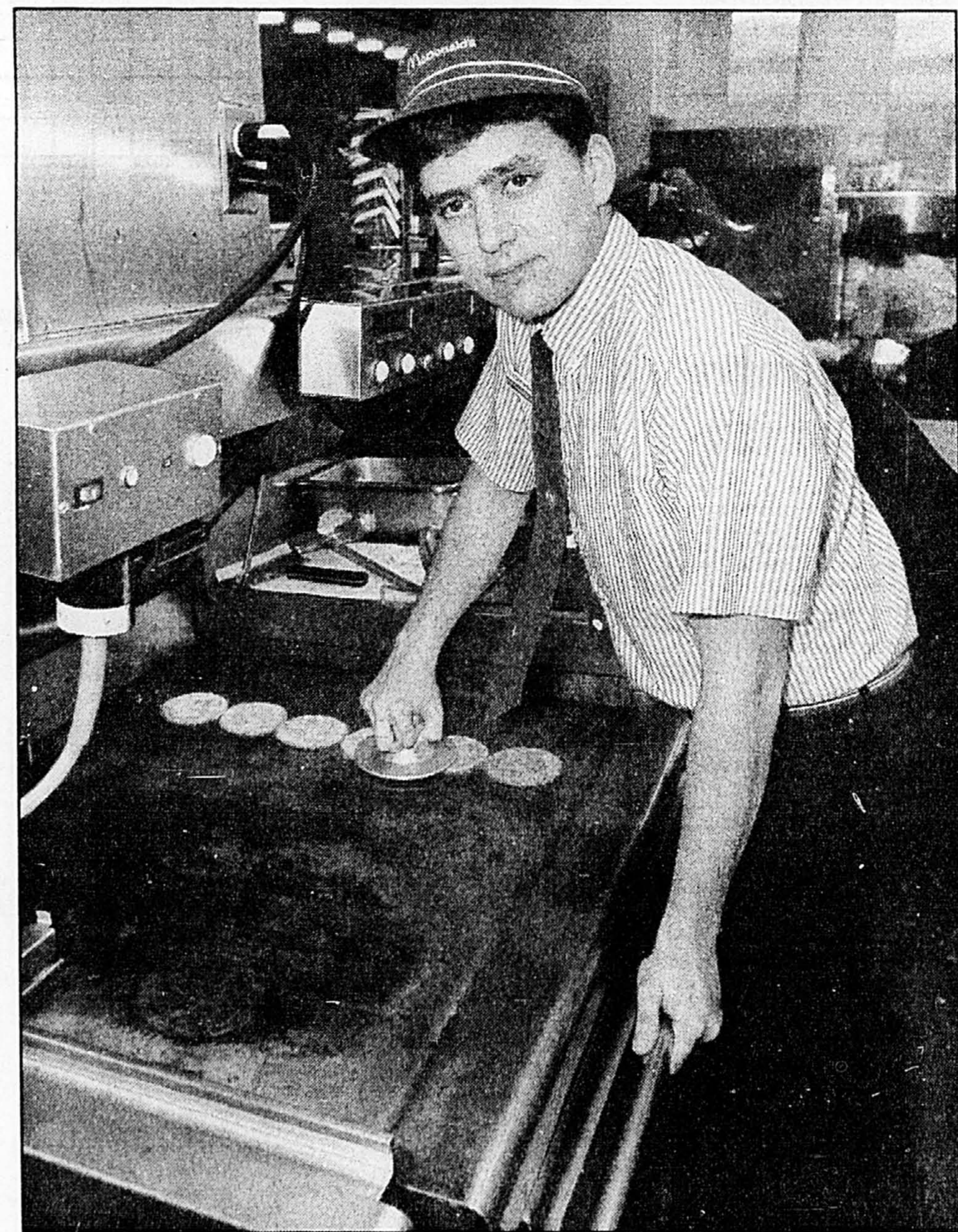
Lors d'un entretien, Bruno Blanchard nous a expliqué qu'il a décroché parce que «l'école n'était pas un endroit pour moi. Je voulais voler de mes propres ailes. J'étais à l'âge où l'argent était plus important que les études.»

Un grand nombre de décrocheurs reviennent sur leur décision et finissent par réintégrer le milieu scolaire. Évidemment, ce n'est pas le cas de tout le monde. Plusieurs insistent sur le fait

que les programmes d'études devraient être modifiés et que les enseignants ne sont pas assez attentifs à leurs besoins.

Puis une fois qu'ils ont pris goût à l'argent, les chances de rattracher sont faibles. Pourtant, Bruno Blanchard a décidé de se réconcilier avec l'école. «Je me suis enfin fixé un but», affirme-t-il. Aujourd'hui, Bruno s'est inscrit à des cours qu'il suit à temps partiel, et il est déterminé plus que jamais à compléter son secondaire.

Par conséquent, avec de la détermination, le décrocheur peut être admis dans une institution spécialisée. L'étudiant pourra y travailler à son rythme et par lui-même; donc, il ne perdra pas la satisfaction d'être autonome et indépendant.



Pour l'employeur, la façon d'analyser les nombreuses demandes d'emploi qu'ils reçoivent est d'interviewer les jeunes candidats et de consulter leurs professeurs ou la direction de l'école.

Les employeurs misent sur le travail des jeunes

MARTIN PAQUETTE
collaboration spéciale

Les jeunes de nos jours connaissent très bien le mot «travail» car beaucoup d'entre eux vont à l'école en temps d'occupation d'un emploi à temps partiel.

Au cours d'une entrevue, M. Paul McManis, gérant d'un restaurant McDonald's à Saint-Hubert, a affirmé qu'il engageait des étudiants qui ont 15 ans et plus.

La façon d'analyser les nom-

breuses demandes d'emploi qu'ils reçoivent est d'interviewer les jeunes candidats et de consulter leurs professeurs ou la direction de l'école.

Les restaurants McDonald's encouragent d'une certaine façon les étudiants car la direction peut faire des arrangements avec ces derniers pour ne pas déranger l'horaire de leurs cours. Cela aide beaucoup les étudiants, même si certains d'entre eux peuvent travailler jusqu'à 30 heures par semaine sans nuire à leurs études.

Ces derniers doivent donc se trouver du temps hors des heures de cours ou dans leurs moments libres pour faire devoirs et études. «Les restaurants McDonald's sont heureux de contribuer à aider les jeunes à occuper des postes à temps partiel et à plein temps», conclut M. McManis.

Par ailleurs, M. Robert Vos, directeur d'une succursale de la banque Toronto-Dominion à Saint-Léonard, insiste sur l'im-

portance pour un jeune de terminer avec succès son cinquième secondaire.

«Des jeunes étudiants du cégep travaillent à ma succursale les jeudis et samedis», raconte M. Vos. Bien sûr, ils sont choisis en raison de leur succès scolaire et de la confiance que l'on peut investir en eux.

C'est donc à l'étudiant de s'adapter afin de bien structurer son avenir sur le marché du travail.

85 p. cent de diplômés à la Commission South Shore

TIFFANY LAROCHE
collaboration spéciale

«Il n'y a pas moins d'élèves ayant un travail à temps partiel à la Commission scolaire South Shore qu'ailleurs», affirme M. William Johnson, directeur de cet organisme. Pourtant, le réseau d'enseignement qu'il dirige présente un taux de diplômés élevé comparativement à d'autres commissions scolaires du Québec.

En effet, la Commission South Shore occupe le deuxième rang avec 85 p. cent d'élèves qui complètent leurs études secondaires. Notons que la première place revient à la Commission scolaire Lake Shore, de confession protestante elle aussi.

Selon M. Johnson, ce haut taux de réussite est relié à l'attitude des élèves et à l'encadrement des parents. La qualité de l'enseignement, elle, est renforcée grâce à la disponibilité des professeurs.

Par ailleurs, un nouveau programme d'école d'été pour les élèves en difficulté du niveau primaire est en vigueur à la South Shore. M. Johnson déclare qu'obtenir de meilleures performances dès le primaire encourage la poursuite des études.

Quant à M. Stephan Lessard, directeur de l'école Royal George de la Commission scolaire South Shore, il précise que le fait qu'un élève travaille à temps partiel «ne l'empêche pas de performer s'il est assez responsable et mature.» Précisons qu'un sondage maison, mené auprès des 90 élèves de cinquième secondaire de Royal George, a permis de déterminer qu'environ 40 p. cent de ceux-ci occupent un travail rémunéré à temps partiel.



William Johnson

Génies en herbe

En collaboration avec Génies en herbe/Pantologie Inc., 3535, boul. Rosemont, Montréal H1X 1K7

A VINS

- De quel pays nous vient le vinho verde?
- Que vise la chaptalisation d'un moût de raisin?
- Combien de bouteilles sont contenues dans un jéroboam de champagne?
- Quelle région de France est reconnue pour son Riesling?
- Que signifie l'abréviation A.O.C.?

E JAMES BOND

- Quel modèle de la compagnie Chanel a joué aux côtés de Roger Moore dans un des James Bond?
- Qui est le producteur de la majorité des films de cette série?
- De quel film, des débuts de la série, Never Say

Never Again est-il un remake?
 4. Quel fut le premier film où James Bond a été incarné par Timothy Dalton?
 5. Quelle chanteuse est l'interprète de For Your Eyes Only, thème du film du même nom?

F LITTÉRATURE

À part l'écriture, dites quelle fonction a été exercée par les écrivains suivants:

- Lewis Carroll
- Paul Claudel
- André Malraux
- François Rabelais
- Jacques Bénigne-Bossuet

- Prélat
- Politicien
- Mathématicien
- Diplomate
- Médecine

G DANSE

- Quel nom donne-t-on aux jeunes danseuses, élèves de la classe de danse, employées dans la figuration?
- Dans quel film voit-on Tom Cruise danser avec Dustin Hoffman?
- Outre la polonaise, quelle autre danse de Pologne a inspiré Frédéric

Chopin dans son oeuvre pour piano?
 4. Avec quelle symphonie Maurice Béjart poursuit-il ses activités depuis 1987?
 5. Quel poème de Camille Saint-Saëns contient le mot «danse» dans son titre?

C ATHLÉTISME

- Sur quelle distance se sont illustrés Paavo Nurmi et Emil Zatopek?
- À quel sport rattachez-vous les noms de Thierry Vigneron et Pierre Qui-non?
- Quel athlète américain a complètement dominé la discipline du lancer du disque de 1956 à 1968?
- Quel Américain remporta la compétition de saut en hauteur à Mexico, en 1968?
- Qu'ont en commun Alain Mimoun, Carlos Lopes et Frank Shorter?



Tom Cruise et Dustin Hoffman

H IDENTIFICATION PAR INDICES DÉCROISSANTS

- Je suis né en Toscane en 1921 et j'ai été surtout connu sous un pseudonyme.
- Fervent communiste, jusqu'aux invasions en Hongrie et en Tchécoslovaquie, je ne me gênerai pas pour exprimer mes reproches aux dirigeants soviétiques.
- J'ai fait carrière dans le music-hall, mais c'est au

cinéma que je me suis fait connaître sur la scène internationale.
 4. Ma plus grande déception fut de ne pouvoir avoir d'enfants avec ma première femme, Simone, mais j'ai connu les joies de la paternité quelque temps avant de m'éteindre en 1991.

SOLUTION À LA DERNIÈRE PAGE DES ANNONCES CLASSEES

D CHIMIE

- De quel groupe de substances fait partie le cholestérol?
- Quel nom, dérivé du mot savon, porte le procédé visant à décomposer un ester par une base?
- Quel nom, évoquant un poison violent, est donné à l'ion négatif formé d'un atome de carbone et un d'azote?
- Quelle est la pression normale en millimètre de mercure?
- A quel type de composé chimique appartiennent la plupart des plastiques?

Crucigrammes

Nicole Hannequart

Tout d'abord, vous devez trouver les mots correspondant aux définitions, en commençant par le mot codé (dont les lettres sont écrites entre parenthèses). Ce dernier vous est d'une grande aide puisque, une fois trouvé, vous reportez, en suivant le code, chacune de ses lettres dans la grille. (Par ex. 1-2 signifie la case d'intersection des mots 1 et 2, 2-3, celle des mots 2 et 3, etc.). Enfin, il s'agit de compléter la grille en formant une anagramme pour chacun des mots trouvés.

MOT CODÉ

3-4 2-3 7-8 1-2 5-6 8-9 6-7 4-5
 DÉFINITION Étoffe qui garnit l'intérieur d'un vêtement. (BDELORUU)

MOTS	DÉFINITIONS	MOTS	DÉFINITIONS
1. O _____	Comblera avec un amalgame la cavité d'une dent cariée. (8 lettres)	6. T _____	Polygone à trois côtés. (8 lettres)
2. B _____	Pâtisserie légère ou ventre rebondi. (7 lettres)	7. M _____	Pousser des cris prolongés, en parlant des bovins. (7 lettres)
3. E _____	Hurluberlus. (8 lettres)	8. M _____	Ornement servant à souligner une forme architecturale. (7 lettres)
4. S _____	Enjôlée. (7 lettres)	9. V _____	Cacher de mauvais desseins sous des dehors caressants (faire patte de...). (7 lettres)
5. L _____	Suivrai le bord de. (8 lettres)		

SOLUTION DU No 236:

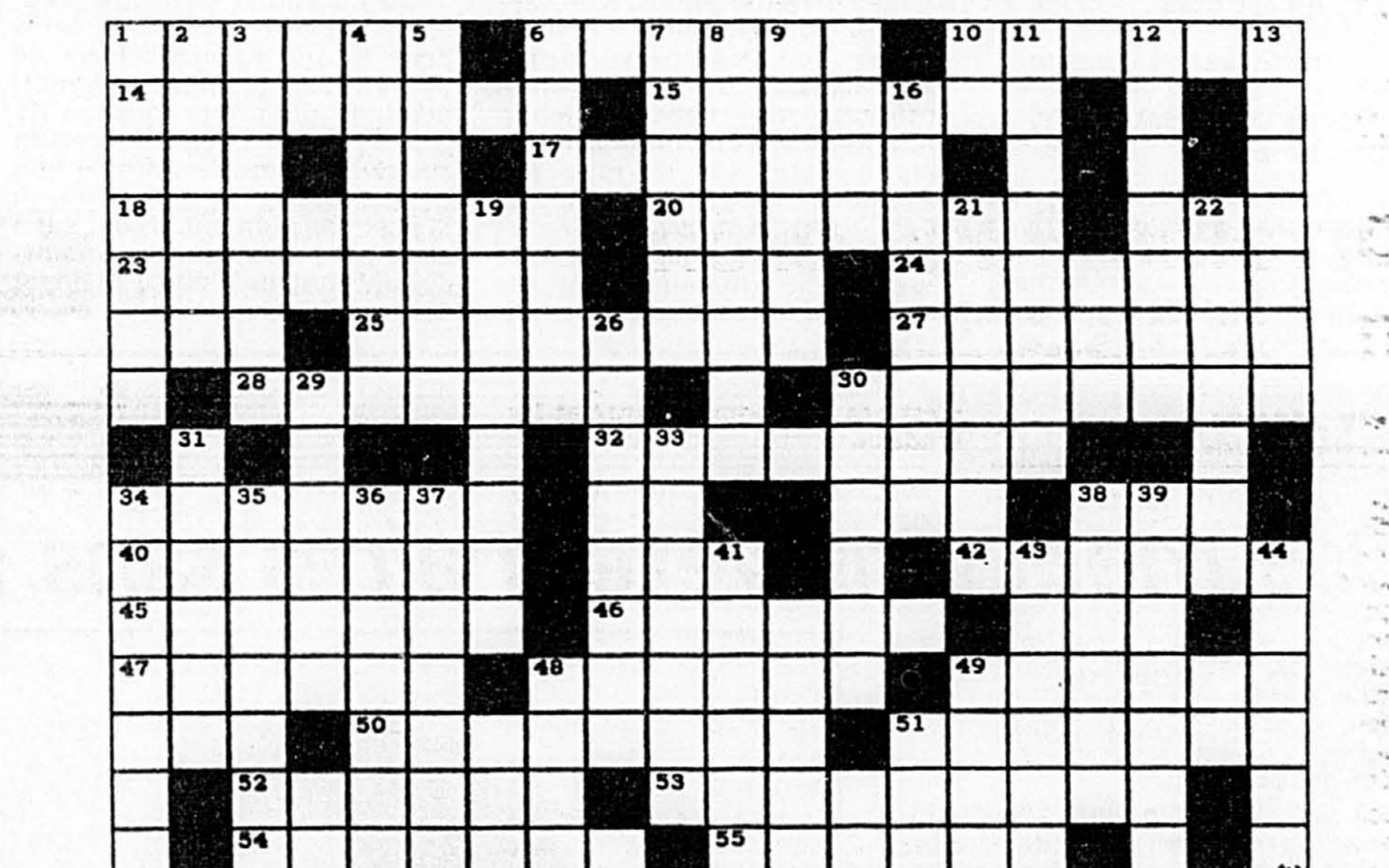
1. RESCAPÉ	— ESPACER
2. ECARTER	— CRATÈRE
3. TACHETÉS	— CHASTÉTÉ
4. ECUMERAS	— MACREUSE
5. BLEUÂTRE	— TUBÉRALE
6. ATELIERS	— ÉRISTALE
7. PELAIENT	— PÉNALITÉ
8. DUPÉRENT	— PRUDENTE
9. RECUES	— SUCRÉE

Anacroisés

Philippe Guérin

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à découvrir. Les nombres qui suivent certains tirages correspondent au nombre de solutions possibles dont une seule peut se placer sur la grille. Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots à trouver figurent dans l'Officiel de Scrabble (Ed. Larousse). Il n'est donné que les tirages de mots de six lettres et plus.

HORIZONTELEMENT				VERTICALEMENT			
1: EEHKL5	28: CEEISSU (2)	52: AEEERV	5: EEIILNR	1: NOOPRSS	19: AEGILLNU (3)	29: ABCERT (2)	30: AAIEIRS
6: AABERS (4)	30: AEEOSSUU	53: ACEIILLOSS	6: AEISSST (3)	2: AEHLRU	19: AEGILLNU (3)	30: AAIEIRS	31: EEIMNU
10: AABELR	32: EEMRSTTU (2)	54: AAENSUX	7: GIORTU	3: EEEGILS (2)	21: DEIORSU (4)	33: DEIRSTU (5)	34: AEEHILP
14: AADILNPS	34: AALMNOR	55: EEFLNS (2)	8: AACCHITV	4: ACDEIIT (2)	22: EEMRSTU	35: AMNOOTT	36: EIMMRSU
15: CCELOSU (2)	40: BILLPTU		9: ACERSS (8)		11: EIRSSSU (2)	37: AEEFLR (4)	38: ACHIPS
17: AHIOSTU	42: CHSSSU		11: EIRSSSU (2)		12: BLOOSTU	39: ELLNSUU	41: NNOOTT
18: ACEGIINO	45: EEHIRT (3)		13: EELSSU		13: EELSSU	42: ACILPS	43: ACILPS
20: EGIORSS (3)	46: ADINOS (4)		16: EIOPOTUU		16: EIOPOTUU	44: AEISST (3)	
23: EINNSTTU	47: EFIMOT		19: AEGILLNU (3)		19: AEGILLNU (3)		
24: NOOPSSU	48: BILLNS		21: DEIORSU (4)		21: DEIORSU (4)		
25: AAEGRNST (5)	49: AELPPU (2)		22: EEMRSTU		22: EEMRSTU		
27: DEIIHOT	50: EELMRTT		26: AEELMNR		26: AEELMNR		
	51: ABELPS (2)						

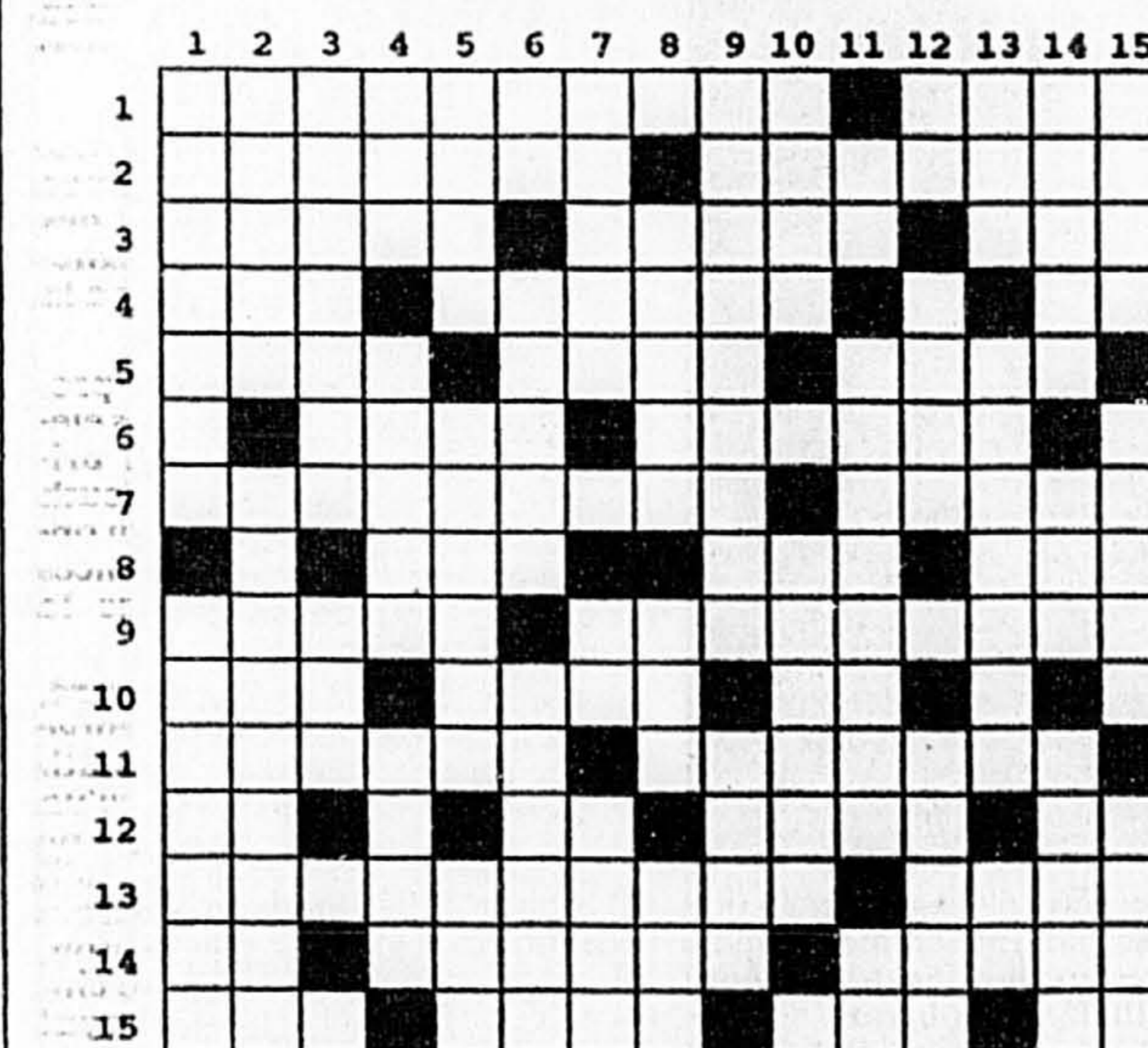


SOLUTION À LA DERNIÈRE PAGE DES ANNONCES CLASSEES

Mots croisés

LA GRILLE THÉMATIQUE

DE MICHEL HANNEQUART
 (MOLLUSQUES ET CRUSTACÉS)



- HORIZONTELEMENT
- Mollusque gastropode à coquille très pointue — Liquide visqueux sécrété par certains mollusques.
 - Absence de salive — Interdit.
 - Crustacé — Certains mollusques s'y plaisent — Atoll.
 - Fillle de Cadmos — Pamphlet — Cale.
 - Le petit écran — Mollusque bivalve marin — Coquillage.
 - Boucherie — Prénom.
 - Crustacé d'eau douce — Lezard.
- VERTICALEMENT
- Petit crustacé sauteur — Petite seiche comestible.
 - Centrale — Palourdes.
 - Se tenir les côtes — Monnaie.
 - Rayon — Décapité — Vague.
 - Elles sont nombreuses dans le Pacifique — Réussite future — Le moi.
 - Symbole chimique — Uni par traité — Rayés.
 - Estonie — Note — Irritant au goût.
 - Adores — Courroux — Elle a un long cou.
 - Sans contrainte — Blafard.
 - Pronom — ... de mer.
 - Laïze — Crustacé terrestre — Cours d'eau.
 - Béryllium — Petit rongeur — Peu fréquents.
 - D'un verbe d'action — Lésion inflammatoire — Le matin.
 - Chacune des deux parties d'une coquille bivalve — Agent secret qui se déguisait — Liquide sécrété par la seiche.
 - Patrie de Zénon — Amène l'eau de la mer dans les marais salants — Coquille des mollusques.

■ SOLUTION DIMANCHE PROCHAIN

1	D	E	C	A	U	V	I	L	L	E	G	A	R	E
2	E	G	O	R	E	S	E	A	U	I	R	A	N	
3	R	A	M	P	E	E	X	P	R	E	S	S	E	
4	A	R	P	E	T	E	I	S	E	R	E	R	E	
5	I	D	O	L	E	E	C	U	E	N	T	E		
6	L	S	E	R	A	A	S	E	T	R	A	N		
7	L	I	T	E	T	A	L	P	A	I	L	I		
8	E	D	E	A	T	R	E	N	A	I	L	S		
9	M	A	U	G	U	E	R	R	E	A	N			
10	E	R	A	I	L	T	E	S	R	A	M	E		
11	N	S	V	E	M	U	S	S	O	R	E	L		
12	T	I	R	E	N	U	R	E	I					
13	N	A	S	E	A	N	G	O	R					
14	T	G	V	L	E	G	E	I	L	T				
15	B	E	I	G	E									

SOLUTION DE DIMANCHE DERNIER

Scrabble

Philippe Guérin

Anaphrases en folie

Voici quelques anaphrases. Je vous donne des lettres suivies d'une phrase avec des trous. Vous devez compléter cette phrase avec des mots formés de TOUTES les lettres. Exemple: AEILQUTU: Je ne bois que de la _____ de _____. Vous devez trouver TEQUILA et QUALITE. A vous de jouer.

- BDEEORSU: Combien as-tu _____ pour payer ta _____
- BEENNORT: Ils _____ chaque rocher de béton. Ils vont _____ ainsi toute la côte _____
- CEEFINOR: Ce terrain planté de plus d'un _____ a une certaine valeur _____
- CEEORSUU: La _____ blessée, _____ par un infirmier, a été _____ par un chirurgien.
- CEHINRS: En développant de nouvelles races _____, vous vous êtes bien _____
- CEINNOVSU: Tu _____ qu'il faut que nous _____ cet délicat de notre cercle d'amis.
- CENNOOS: Au scrabble, nous _____ chaque voyelle et chaque _____
- CINORT: Albert est tout _____ d'avoir mis le pied dans le _____ d'un âne qui manquait de retenue.
- DEEIMPR: Tu es toute _____ car ton _____ montre des taches rougeâtres disgracieuses.
- DEENRRT: Tu as dû d' _____ pour acheter ce rôti d'une exquisite.
- DEEISTU: Ouoi! Tu as été _____ par un _____, ce disciple de Saint Jean Eudes, et tu _____ maintenant sa doctrine.
- DEIMNORS: Nous ne _____ pas en disant que vous vous êtes _____ pendant que nous _____ à vous chercher dans les _____ recoins.
- BEEERTV: Ils sont en train de _____ un appareil qui empêche la _____ de s'affaisser.
- BEIMORTU: Ton _____ a failli _____ un avion de ligne!
- CEEOPRRU: L'information que tu t'es _____ a permis de _____ le témoignage de l'accusé.
- CEOSTTU: La petite _____ a terminé de confectionner nos _____ en duvet.
- CEILLORS: Bien que solidement fixées par des _____, les canalisations continuent d' _____
- CEINNOST: Je _____ difficilement ma colère quand tu me dis que tu as _____ à ses avances.
- CENOORSU: Desole! Nous _____ votre _____ pour malversation.
- DEEEGINS: Le sort t'a _____ pour que tu _____ l'entrée du garage.
- DEEEMRSU: Tu _____ dans une bicoque _____ malgré ton succès _____
- DEEIOSS: Es-tu enfin _____ à écrire les derniers _____ de ton roman?
- DEEMNORS: Ce n'est pas le moment que tu t' _____! Voici maintenant les theories _____
- EEIILNPR: Elle est arrivée à l'assemblée _____ vetue de sa _____

Comment jouer la partie de duplicate ci-dessous

La formule duplicate vous permet de rejouer chez vous une partie disputée dans un club. Pour obtenir les règles détaillées, écrivez à Philippe Guérin, rubrique du scrabble, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

Partie disputée au club «Laurentien» le 16 septembre 1991 à Saint-Laurent.

TIRAGE	MOT RETENU	REF.	PTS
1	AEIMRSU		
2	CENNOUZ	MUSERAI	H4 70
3	NH+LOOT	COUSEZ	6E 39
4	AIRRTU?	LOTIONNE	10E 62
5	BEEMRSU	RATURAI	3G 75
6	ANRNSV	EMBRUNS	M7 67
7	MR+END?	WIKAS	11D 34
8	MR+EJOR	QUINZE	12 37
9	MR+EEFK	JOIE	12A 48
10	MRF+AIJ	JERK	A12 60
11	DEEHLPW	RAMIFIER	8A 29
12	EEH+PA	DAW	L2 84
13	EL+BDOS	HAMPE	K3 35
14	LB+ENUY	APODOSE (1)	6B 30
15	ENU+HLL	YEBLE (2)	O4 26
16	ELL+EEST	NAHUA (3)	9G 35
17	LLE+GTX	HANTEES	K8 20
18	LLG+ADST	TEXTE	13G 26
19	LLG+QIN	TAS	N3 23
20	LGON+EOU	CLIC	E3 18
21	LGON+AV	DECOUSEZ	6C 20
22	LGON+AG	PUGA	N8 29
23	LGOG+P	VAN	14F 16
		FLOC	3B 18
			915

Commentaires:

- APODOSE, proposition principale, précédée d'une subordonnée.
- YEBLE ou HIEBLE, petit sureau à baies noires.
- NAHUA, amérindien émigré vers le Mexique.

Résultats:

- 1er André Houle 922
- 2e Marielle Guigras 890
- 3e Richard Gosselin 852

Solution — 1: déboussé, produse - 2: entro-

À tire-d'aile...

À propos de parasitisme

PIERRE GINGRAS



Les oiseaux qui ne font pas de nids et qui laissent aux autres le soin d'élever leurs oisillons sont plus nombreux qu'on ne le croit généralement. Le phénomène des familles d'accueil existe depuis fort longtemps chez la gent ailée.

Le cas du vacher à tête brune est bien connu. En Europe, on retrouve ce trait particulier chez le coucou. Sur le continent africain, indicateurs et coucous s'adonnent aussi au parasitisme. Mais ces espèces sont considérées comme des « parasites obligatoires ». Elles seraient menacées de disparition sans le concours des autres.

Par exemple, pas moins de la moitié des 120 espèces de coucous dans le monde sont parasites. Dans certains cas, l'adaptation est exceptionnelle. Lorsque la victime quitte son nid pour prendre un peu d'exercice, la femelle coucou peut réussir à éjecter par-dessus bord un des oeufs couvés et pondre le sien en onze secondes. D'autres coucous ont poussé le raffinement si loin qu'il faut un examen microscopique pour différencier les oeufs de l'hôte de celui du parasite.

Plus de 800 espèces parasites

Pourtant, ces oiseaux ne sont pas les seuls à agir de la sorte. En réalité, par moins de 880 espèces d'oiseaux dans le monde, environ un pour cent de toutes celles

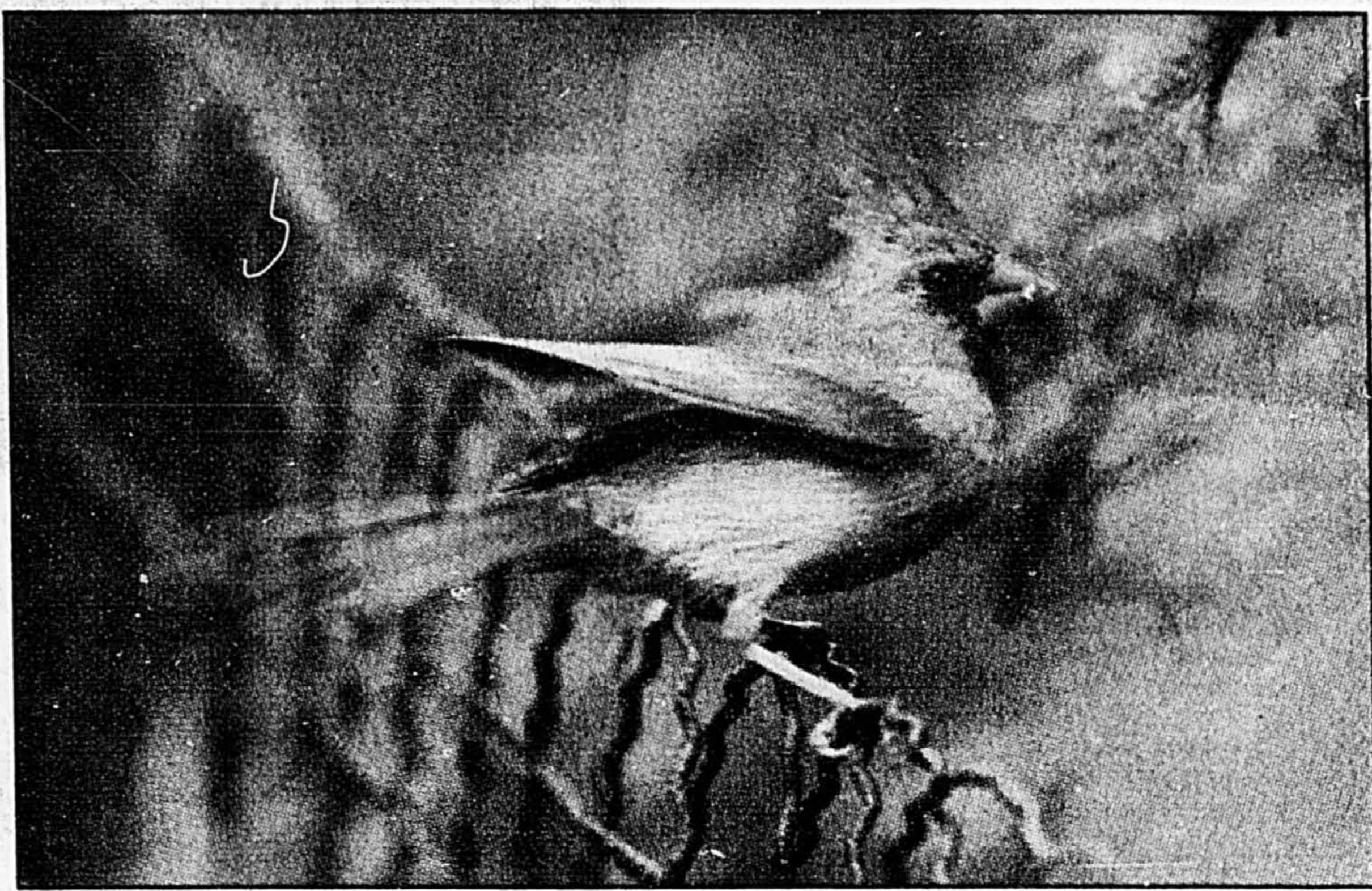
qui peuplent notre univers, pondront un jour ou l'autre dans un nid qui n'est pas le leur. Ce sont des parasites non obligatoires. Cette habitude se retrouve surtout chez les canards. Chez certains d'entre-eux, le morillon à tête rouge et le canard roux par exemple, la fréquence du parasitisme est telle qu'il s'agit-là d'une étape de leur évolution qui devrait les amener un jour à ne plus faire de nid, estiment les chercheurs.

Sauf exception, on considère que ce comportement nuit peu au développement de l'espèce parasitée. En Amérique du Nord, toutefois, certains scientifiques soutiennent que les effectifs de la paruline jaune, la victime la plus fréquente du vacher à tête brune, ne peuvent que diminuer. Il arrive très souvent que le petit vacher prenne toute la place dans le nid, au détriment des oisillons de la paruline. Mais on connaît des cas de canards pour qui le subterfuge finit plutôt mal.

Le tadorne de Bellon (northern shelduck), un canard d'origine eurasiennne, pond parfois ses oeufs dans le nid du bec-scie à poitrine rousse. Canards barbotteurs, les canetons du tadorne se noient rapidement lorsqu'ils doivent réaliser les prouesses sous-marines des bec-scie pour se nourrir.

Mais dans la plupart des cas, les oisillons adoptifs sont bien traités par leur famille d'accueil.

Sur le continent nord-américain, les parasites « non obligatoires » sont beaucoup plus nombreux qu'on pourrait le croire. Dans son ouvrage *The Audubon Society Encyclopedia of North American Birds*, John K. Terres nous parle à ce sujet d'une vingtaine d'espèces de canards mais aussi du couli-



Il existe plus de 800 espèces d'oiseaux dans le monde qui pondent de temps à autre dans le nid d'autres espèces. Mais il est plutôt rare que les tâches familiales soient partagées. Par contre, chez nous, il arrive souvent à un cardinal femelle de partager le nid avec une de ses congénères.

PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

cou à bec jaune, du coulicou à bec noir, du grèbe à cou noir, du grèbe à bec bigarré, du râle de Virginie, de l'étrouneau sansonnet, du moineau, du roselin familier et du moqueur roux. Pour des raisons évidentes, cette forme de parasitisme se rencontre aussi assez fréquemment chez les oiseaux qui vivent en colonie.

Le pic flamboyant, un petit cachotier

Par ailleurs, une lecture attentive du guide Peterson *A Field Guide to Bird's Nests in the United States (east of the Mississippi River)*, de Hal Harrison nous apprend des choses surprenantes à ce sujet.

On y découvre que le pic flamboyant pond parfois ses oeufs dans le nid du merle bleu, de l'hirondelle bicolor, du moineau, du pic à tête rouge et du grand pic. On a aussi observé un couple d'hirondelles des rivages qui a couvé un oeuf de moineau déposé dans son nid. Ils ont aussi élevé bébé moineau. Des bruits des prés ont aussi mené à l'envol des bruits sauteuses.

Le faisán à collier est aussi de ceux qui confient souvent aux autres le soin de s'occuper de ses affaires de familles, à commencer par la couvaison. Il pond normalement ses oeufs dans le nid des autres faisans, dans celui des poules domestiques, du colin de Virginie et, parfois même, de la sarcelle à ailes bleues. L'ignore toutefois ce qui arrive aux bébés faisans lorsque la cane amène sa progéniture à l'étang pour la première leçon de nage.

Il arrive au colin de Virginie de pondre dans le nid des autres de sa propre espèce et il prend aussi à l'occasion sa revanche sur le faisán à collier en lui laissant le soin de temps à autre de couvrir un de ses oeufs. On a même découvert des oeufs de colin dans un nid de sturnelles des prés, une espèce pourtant beaucoup plus petite.

Chez les oiseaux qui préfèrent l'entraide au parasitisme, notons ces deux canards branchus femelles qui on pondu dans la même cabane construite à leur intention et qui couvaient à tour de rôle ou même ensemble.

On se rappellera la chronique

de la semaine dernière, dans laquelle je racontais l'histoire de ce merle et de ce jaseur des cédres qui partageaient le même nid dans lequel ils avaient pondus chacun un oeuf.

La chose est d'autant plus étrange que le merle d'Amérique est rarement victime du vacher à tête brune, pour la bonne raison qu'il a l'habitude de jeter les oeufs de l'intrus par-dessus bord. Les exceptions confirment la règle, dit-on. Pourtant, dans son volume, Harrison nous parle d'un cas où une « merlette » couvait quatre oeufs de quiscalles.

Chez le cardinal, il arrive fréquemment, dit-on, que deux femelles couvent leurs oeufs dans le même nid. Le même auteur nous parle aussi du cas d'un cardinal qui partageait son nid avec un bruant chanteur. Malheureusement, je n'ai pu savoir comment s'était terminée cette histoire de cohabitation.

On se souvient qu'à Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, les parents merles et jaseurs ont nourri leur propre rejeton jusqu'à son envol. Une histoire qui semble unique dans les annales de l'ornithologie.

Le carnet d'observation

LA VISITE DE L'AIGRETTE BLEUE

■ Grande visite en fin de semaine dernière sur les rives de la rivière Châteauguay dans le coin de Mercier: une aigrette bleue.

Cet oiseau qui fait une soixantaine de centimètres de hauteur est un visiteur plutôt rare chez nous. On signale sa présence environ une fois par année au Québec. C'est Pierre Bannon, de la Société québécoise de protection

des oiseaux, qui en a fait la découverte. Et il s'agissait d'un oiseau blanc. En effet, si les adultes sont bleus, les juvéniles, eux, sont entièrement blancs. L'observateur mentionne qu'il arrive souvent que de grands échassiers du sud se dirigent vers le nord lors de la dispersion des jeunes ou en cours de migration. On ignore toujours pourquoi.

Les petits compagnons

Des médecins-vétérinaires sans frontières



DR FRANÇOIS LUBRINA
collaboration spéciale

L'image traditionnelle du vétérinaire, au Québec en tous cas, est, le plus souvent, associée à celle d'un médecin qui soigne veaux, vaches, cochons ou couvées sur les fermes; chiens, chats et quelques volatiles exotiques et bavards en ville; mais aussi chevaux de selle ou de compétition; quelques curieux animaux de zoo, à l'occasion. Le reste de la profession s'affairant en recherche, enseignement, industrie... ou à l'emploi de nos gouvernements.

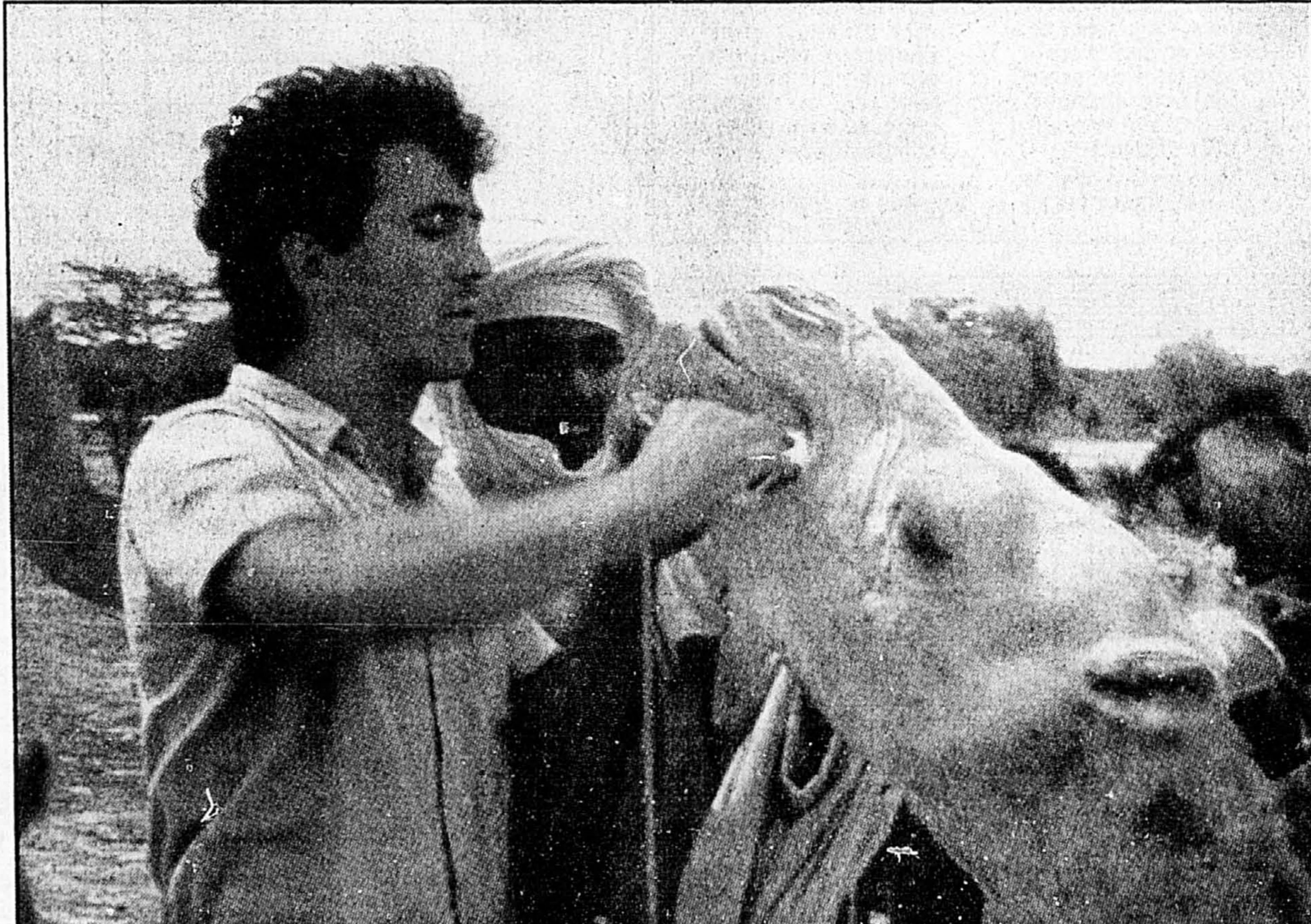
Pourtant, un certain nombre de médecins des bêtes, rompant avec la routine et leur petit confort, s'en vont oeuvrer aux quatre coins du monde. Ce sont les pays dits pudiquement « du Sud » (c'est-à-dire en voie de développement), qui attirent ces missionnaires de la vie animale, pour soigner, paradoxalement, les bêtes afin de sauver... les hommes! Dans nombre d'États africains, en effet, là où la terre est pauvre, le cheptel (chameaux, bovins, ovins ou caprins) est souvent le seul moyen de subsistance. Le lait, avec un demi-litre par jour et par personne, occupe une place primordiale dans l'alimentation quotidienne des populations pastorales. Quant au troupeau, c'est bien souvent le garde-manger, mais aussi le compte en banque de ces gens-là.

L'utile dromadaire

L'animal, prenons le dromadaire en exemple, a une multitude d'utilités. Outre son lait (importante source de protéines alimentaires); sa bouse, une fois séchée, servira de combustible; sa peau pourra être exportée vers les pays comme l'Italie où l'on travaille les cuirs de luxe; sa viande, enfin, séchée, pourra constituer de précieuses réserves alimentaires.

Depuis 1983 une association européenne, basée à Lyon, en France, et baptisée « Vétérinaires Sans Frontières », s'est donnée pour mission d'aider les populations rurales les plus défavorisées. Sa méthode: lutter contre la faim dans le monde en soignant les animaux.

Cet organisme est largement ouvert, non seulement aux vétérinaires, mais aussi aux ingénieurs agronomes, techniciens, et toutes personnes de quelque nationalité que ce soit intéressées à ce projet. Présentement, « Vétérinaires Sans Frontières » a 40 volontaires qui oeuvrent dans 12 pays et, ce, sur trois continents. Tâche complexe et pas toujours facile! Deux vétérinaires québé-



Le Dr Bruno Rebelle, directeur général de « Vétérinaires Sans Frontières », examinant un dromadaire au Niger.

coises, les Drs Hélène Girard et Nathalie Pelchat ont d'ailleurs participé, quelques mois durant, à des programmes de santé animale à Tombouctou, au Mali, pour améliorer ainsi le sort des populations humaines.

L'animal, en fait, dans nombre de régions du globe encore, demeure une source précieuse de nourriture. Indispensable aussi dans la vie économique, l'organisation des transports et aussi du travail.

Entre autres missions ou réalisations, « Vétérinaires Sans Frontières » peut se vanter en:

- Guinée-Conacri: de l'amélioration de la santé des animaux et de la mise en place de groupements d'éleveurs capables de gérer diverses interventions techniques;
- au Mali: de la régénération des pâturages et de la formation d'auxiliaires vétérinaires;
- au Cambodge: de l'augmentation de la production laitière dans la région de Phnom Penh.

Apiculture

À une époque où, dans nos campagnes, le cheval de labour a quasiment disparu et ne sert plus qu'épisodiquement (sinon folkloriquement) dans le temps des sucres, ou pour le plaisir du plaisir, on ne réalise pas combien, boeufs, chameaux, chevaux, ânes... représentent encore la seule force de travail pour la culture attelée dans maints pays. Et ce, tant pour le pompage de l'eau (exhaure), l'irrigation des terres ou le transport des personnes, des vivres ou des matériaux. D'autre part, la fumure animale permet d'augmenter de façon appréciable les rendements à l'hectare, et ce de façon très écologique. Tout en réduisant la dégradation rapide des sols.

« Vétérinaires Sans Frontières » s'occupe aussi de production animale considérée comme secondaire, telles la pisciculture (élevage des poissons), l'apiculture (élevage des abeilles) et l'aviculture (élevage des volailles). Ces dernières représentent une part appréciable de revenus pour nombre d'agri-

culteurs. Ce genre de petit élevage est généralement maîtrisé par les femmes et occupe une place prépondérante dans l'économie familiale, en couvrant une partie importante des besoins domestiques.

La semaine dernière, le Dr Bruno Rebelle, directeur général de cette association (qui dispose d'un budget prévu de

5 000 000 \$ pour 1992, fonds privés et publics confondus), était de passage à Montréal ainsi qu'à Saint-Hyacinthe pour recruter vétérinaires, mais aussi techniciens, agronomes... afin de combler différents postes. Pour le contacter: Vétérinaires Sans Frontières, 14, avenue Berthelot, 69361, Lyon Cedex 07 FRANC. Tél.: 0-11-33-78-69-79-59.

La marche des quatre pattes

■ Vous êtes cordialement invités, aujourd'hui, à venir marcher (avec ou sans pitou) autour du lac des Castors sur le mont Royal pour soutenir les activités de la SPCA et, ce, beau temps mauvais temps. Les inscriptions commenceront à 9 h et se prolongeront jusqu'à 11 h. La marche débutera à 10 h. Dès 11 h, vous pourrez assister en prime à des démonstrations d'obéissance, de balle volantes, et de courses de balles volantes avec les enfants. Des collations et de

l'eau seront disponibles pour les tous. Vous pourrez, d'autre part, participer à différents concours, à savoir: la maître qui ressemble le plus à son chien (ou le vice du versa!); le chien le plus petit ou le plus grand...

Question de sécurité, tous les chiens devront être tenus en laisse. Et inutile de rappeler qu'il faudra ramasser, avec diligence, les petits dégâts! Pour tous renseignements: 755-2711.